

Collections statistiques du

**Ministère de l'Équipement, du Logement,
de l'Aménagement du Territoire et des Transports**

1987

n°134

PRIX : 36 F

statistiques et études générales

I.S.S.N. 0184-6892

**Statistiques de la construction
en 1984**

**La construction neuve
dans les DOM-TOM en 1984**

**SES
10906**

Direction des Affaires Economiques et Internationales

Le Bureau de l'Information Statistique et de la Diffusion

propose aux lecteurs des publications
de la DIRECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET INTERNATIONALES :

- **L'accès au fichier** des statistiques
de la construction neuve
- un service de renseignements téléphoniques
45.75.62.58, poste 46-47

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'Équipement, du Logement,
de l'Aménagement du Territoire et des Transports

**STATISTIQUES
ET ETUDES
GENERALES**

N° 134

Bulletin rédigé par la sous-Direction des Actions
Statistiques de la Direction des Affaires
Economiques et internationales.

34, rue de la Fédération - 75015 Paris
Tél. : 45.75.62.58 - poste 46-47

Diffusé par :

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai Voltaire - 75340 PARIS CEDEX 07
TEL : 42.61.50.10
TELEX : 204826 DOCFRAN PARIS

Le numéro : 36 F

L'abonnement (10 numéros) : France et étranger :
345 FF

Commande adressée à :

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
124, rue Henri-Barbusse, 93308 AUBERVILLIERS
CEDEX

Règlement à réception de la facture :

Bureaux de vente :

29, quai Voltaire - 75340 PARIS CEDEX 07
165, rue Garibaldi - 69401 LYON CEDEX 03

**MINISTERE de l'EQUIPEMENT, du LOGEMENT, de l'AMENAGEMENT du TERRITOIRE
et des TRANSPORTS**

DIRECTION des AFFAIRES ECONOMIQUES et INTERNATIONALES

**STATISTIQUES
de la CONSTRUCTION
en 1984**

**LA CONSTRUCTION NEUVE
dans les DOM-TOM
en 1984**

STATISTIQUES ET ÉTUDES GÉNÉRALES

derniers titres parus

- 121 L'amélioration-entretien dans le génie-civil et agricole (de 1978 à 1981).
Le prix de revient des logements neufs (en 1982-1983).
- 122 Enquête sur la commercialisation des logements neufs (résultats du 1^{er} tr. 1985).
Le marché du logement neuf dans les principales zones touristiques en 1983.
- 123 Structure du bâtiment et du génie civil agricole en 1983.
L'amélioration-entretien dans le bâtiment et le génie civil et agricole en 1983.
- 124 Données économiques et financières sur le logement (établies au 31 décembre 1984).
Construction et financement de logements à l'étranger.
- 125 Statistiques de la construction en 1983.
La construction neuve dans les DOM-TOM en 1983.
- 126 Enquête sur la commercialisation des logements neufs (résultats du 2^e tr. 1985).
Le marché du logement neuf dans les principales zones touristiques.
- 127 L'amélioration-entretien dans le bâtiment non résidentiel de 1978 à 1981.
La prime à l'amélioration de l'habitat en 1983 et 1984.
Les exportations de BTP de 1977 à 1983.
- 128 Les chantiers des entreprises de bâtiment et de génie civil et agricole en 1983.
Données régionales sur la structure du bâtiment et du génie civil et agricole en 1983.
- 129 L'amélioration-entretien du logement (édition de 1984).
La hauteur des bâtiments neufs.
Rentabilité efficacité et taux de valeur ajoutée des entreprises de BTP de 1978 à 1983.
- 130 Structure du bâtiment et du génie civil et agricole en 1984.
Les chantiers des entreprises de bâtiment et de génie civil et agricole en 1984.
- 131 Enquête sur la commercialisation des logements neufs (résultats du 1^{er} semestre 1986).
Le marché du logement neuf au 1^{er} semestre 1986.
- 132 Données économiques et financières sur le logement (établies au 31 décembre 1985).
Construction et financement de logements à l'étranger.
- 133 L'amélioration-entretien dans le génie civil et agricole de 1978 à 1984.
Les 10 premiers groupes du secteur BTP en 1984.
Les exportations du BTP de 1978 à 1984.

sommaire

	pages
STATISTIQUES DE LA CONSTRUCTION EN 1984	
LISTE DES TABLEAUX	6
LISTE DES GRAPHIQUES ET CARTES	8
INTRODUCTION	9
NOTE METHODOLOGIQUE	10
GLOSSAIRE	12
QUELQUES LOIS CONCERNANT LA CONSTRUCTION ET LE LOGEMENT	20
NOTE SUR L'INSTRUCTION DES PERMIS DE CONSTRUIRE PAR LES COMMUNES	22
NOTE A L'INTENTION DU LECTEUR	23
I. ENSEMBLE DE LA CONSTRUCTION — ANNEE 1984	25
Ensemble de la construction (tableau résumé)	
Nomenclature de la catégorie du maître d'ouvrage	
I.1 Demandes de permis de construire	29
Demandes de permis (logements, locaux, pièces et chambres)	
Rétrospective demandes de permis (1977-1984)	
Dossiers suivis (avis défavorables, sursis)	
Permis annulés (abandon de projet, abandon des travaux...)	
Maître d'ouvrage (HLM, particuliers, sociétés...)	
I.2 Autorisations de construire	37
Autorisations (logements, locaux, pièces et chambres)	
Maître d'ouvrage (HLM, particuliers, sociétés...)	
Nature des travaux (création, extension, changement de destination)	
Nature de la zone opérationnelle (ZAC, lotissements...)	
Agglomérations de plus de 100 000 habitants	
II. HABITATION — ANNEE 1984	49
II.1 Demandes de permis de construire	50
Demandes de permis (logements)	
II.2 Autorisations de construire	51
II.2.1 Ensemble des logements	51
Nature des travaux (création, extension, changement de destination)	
Habitation communautaire (foyers, logements de transition...)	
Habitation d'hébergement (hôtels, motels, pensions...)	
Financement envisagé en 1984	
Rétrospective financement envisagé (1975-1984)	
Type de construction (individuel pur, groupé ou collectif) en 1984	
Rétrospective type de construction (1968-1984)	
Taille des opérations (permis de 1 logement, de 2 logements...)	
Maître d'ouvrage (HLM, particuliers, sociétés...)	
Mode d'utilisation (occupation personnelle, vente, location...)	
Destination (résidence principale ou secondaire)	
Taille des logements (nombre de pièces)	
Nombre de niveaux (bâtiments individuels et collectifs + rectificatif 1983)	
Surface habitable et surface hors-œuvre	
Réserve foncière (ZIF, ZAD...)	

II.2.2 Construction de résidences secondaires	92
Mode d'utilisation (occupation personnelle, vente, location...)	
Type de construction (individuel pur, groupé ou collectif)	
Taille des opérations (permis de 1 logement, de 2 logements...)	
Maître d'ouvrage (HLM, particuliers, sociétés...)	
Taille des résidences secondaires (nombre de pièces)	
II.2.3 Construction dans les communes rurales et les unités urbaines	101
Logements selon leur financement envisagé	
Type de construction (individuel pur, groupé ou collectif)	
II.3 Mises en chantier	109
II.3.1 Ensemble des logements	109
Maître d'ouvrage (HLM, particuliers, sociétés...)	
Mode d'utilisation (occupation personnelle, vente, location...)	
Destination (résidence principale ou secondaire)	
Nombre de niveaux (bâtiments individuels et collectifs)	
Type de construction (individuel pur, groupé ou collectif)	
II.3.2 Construction dans les communes rurales et les unités urbaines	119
Type de construction (individuel pur, groupé ou collectif)	
Destination (résidence principale ou secondaire)	
Habitation communautaire (foyers, logements de transition...)	
II.4 Achèvements de travaux	126
II.4.1 Ensemble des logements	126
Maître d'ouvrage (HLM, particuliers, sociétés...)	
Mode d'utilisation (occupation personnelle, vente, location...)	
Destination (résidence principale ou secondaire)	
Rétrospective logements terminés (1945-1984)	
Nombre de niveaux (bâtiments individuels et collectifs)	
Type de construction (individuel pur, groupé ou collectif)	
II.4.2 Construction dans les communes rurales et les unités urbaines	135
Type de construction (individuel pur, groupé ou collectif)	
Destination (résidence principale ou secondaire)	
Habitation communautaire (foyers, logements de transition...)	
III. LOCAUX AUTRES QU'HABITATION — ANNEE 1984	143
Nomenclature de la destination des locaux autres qu'habitation	
Nomenclature des données non restructurables	
III.1 Demandes de permis de construire	148
Locaux autres qu'habitation (surface hors-œuvre, destination)	
III.2 Autorisations de construire	149
III.2.1 Ensemble des locaux autres qu'habitation	149
Destination des locaux (agriculture, industrie, commerce...)	
Surface hors-œuvre des locaux	
Destinations fines des locaux	
Maître d'ouvrage (HLM, particuliers, sociétés...)	
Tranche de surface	
Nature des travaux (création, extension, changement de destination)	

III.2.2 Construction dans les communes rurales et les unités urbaines	166
Destination des locaux (agriculture, industrie, commerce...)	
Surface hors-œuvre des locaux	
III.3 Mises en chantier	167
III.3.1 Ensemble des locaux autres qu'habitation	167
Destination des locaux (agriculture, industrie, commerce...)	
Surface hors-œuvre des locaux	
Destinations fines des locaux	
Maître d'ouvrage (HLM, particuliers, sociétés...)	
Tranche de surface	
III.3.2 Construction dans les communes rurales et les unités urbaines	174
Destination des locaux (agriculture, industrie, commerce...)	
Surface hors-œuvre des locaux	
III.4 Achèvements de travaux	175
III.4.1 Ensemble des locaux autres qu'habitation	175
Destination des locaux (agriculture, industrie, commerce...)	
Surface hors-œuvre des locaux	
Destinations fines des locaux	
Maître d'ouvrage (HLM, particuliers, sociétés...)	
Tranche de surface	
III.4.2 Construction dans les communes rurales et les unités urbaines	183
Destination des locaux (agriculture, industrie, commerce...)	
Surface hors-œuvre des locaux	

LA CONSTRUCTION NEUVE DANS LES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER EN 1984	185
Caractéristiques physiques des départements et territoires d'outre-mer	
Départements d'outre-mer	
GUADELOUPE	187
MARTINIQUE	
GUYANE	
REUNION	
Territoires d'outre-mer	
NOUVELLE-CALEDONIE	191
POLYNESIE	
WALLIS-ET-FUTUNA	
Collectivités territoriales à statut particulier	
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	195
MAYOTTE	

8 **liste des graphiques et cartes**

	pages
DEMANDES DE PERMIS (logements et locaux) (1977-1984)	28
PERMIS DE CONSTRUIRE DEMANDES ET AUTORISES par région (1984)	43
RESIDENCES SECONDAIRES AUTORISEES par région..... (1984)	71
ORGANISMES HLM (logements commencés) par région (1984)	110
PARTICULIERS (logements commencés) par région (1984)	110
SOCIETES VOUEES A LA CONSTRUCTION (logements commencés) par région (1984)	110
DESTINATION DES LOGEMENTS COMMENCES (résidences principales) par région (1984)	113
RESIDENCES PRINCIPALES COMMENCEES SELON LEUR MODE D'UTILISATION (1977-1984)	118
RESIDENCES PRINCIPALES TERMINEES (occupation personnelle) par région (1984)	129
BATIMENTS AGRICOLES (surfaces autorisées) par région (1984)	155
ARTISANAT ET INDUSTRIE (surfaces autorisées) par région (1984)	155
STOCKAGE (surfaces autorisées) par région (1984)	155
COMMERCES (surfaces autorisées) par région (1984)	156
BUREAUX (surfaces autorisées) par région (1984)	156
LOCAUX AUTRES QU'HABITATION (surfaces terminées) par région (1984)	180

introduction

Complément du bulletin *STATISTIQUES MENSUELLES — Statistiques de la construction*, cette publication a pour objet de présenter les principales caractéristiques de la construction en 1984.

Ces statistiques structurelles ont été élaborées à partir du fichier des permis de construire SIROCO (Système d'Information Répertoire des Opérations de Construction).

Elles sont en **date de prise en compte**, c'est-à-dire que les événements (demande de permis de construire, autorisation ou avis favorable, mise en chantier, achèvement des travaux) sont comptabilisés à la date de leur prise en compte par le système statistique et non pas à la date réelle à laquelle ils ont eu lieu. (1)

Elles sont donc cohérentes avec les statistiques conjoncturelles, mensuelles et trimestrielles, qui ont été publiées dans le bulletin *Statistiques de la Construction*.

Cependant, **il peut arriver que le nombre total de logements ou de locaux autres qu'habitation ou la surface de ces locaux varient légèrement d'un tableau à l'autre ou ne correspondent pas exactement aux statistiques déjà publiées par ailleurs.**

Les statistiques publiées ici peuvent en effet être légèrement minorées du fait d'erreurs de sélection ou de la non-codification de l'une des variables figurant dans les tableaux.

Enfin, il est rappelé au lecteur que les statistiques établies à partir du fichier SIROCO mis à jour à fin décembre 1984 sont sous-estimées par suite d'un retard de prise en compte dans les régions Nord Pas-de-Calais et Provence - Alpes - Côte d'Azur.

Le tableau de la page 26 rappelle, en regard des chiffres globaux correspondant aux statistiques structurelles publiées dans le présent bulletin, les estimations des statistiques de logements autorisés et commencés tenant compte de ces retards d'alimentation du fichier.

(1) On rappelle que, de 1972 à 1977, au fur et à mesure de l'implantation du fichier SIROCO dans les régions, les deux séries de statistiques, en date de prise en compte et en date réelle, ont coexisté, les statistiques conjoncturelles mensuelles et trimestrielles étant en date de prise en compte et les statistiques structurelles annuelles en date réelle.
On a estimé depuis que les délais de prise en compte s'étaient suffisamment réduits pour les statistiques annuelles en date de prise en compte soient significatives.

note méthodologique

LE FICHER DES PERMIS DE CONSTRUIRE SIROCO

Le fichier des permis de construire SIROCO a pour objet le suivi de la construction.

Il prend en compte l'ensemble de la construction neuve soumise à permis de construire et entraînant la création de surface ainsi que les changements de destination (pour une description plus précise de son champ, voir le paragraphe "OPERATION DE CONSTRUCTION" du glossaire).

L'extension du champ de permis de construire, intervenue par la loi sur la Réforme de l'Urbanisme en décembre 1976 et la loi sur l'Architecture en janvier 1977, s'est traduite par la saisie d'opérations de construction jusqu'ici écartées du fichier, en particulier les opérations de construction de certains équipements collectifs. Il convient donc d'en tenir compte dans l'interprétation des statistiques.

La collecte de l'information est faite à partir des formulaires de permis de construire, lors de l'instruction des dossiers de demande de permis de construire effectuée dans les Directions Départementales de l'Équipement (DDE), ainsi qu'à partir des déclarations d'ouverture de chantier et d'achèvement de travaux que doivent renvoyer les pétitionnaires maîtres d'ouvrage.

A NOTER : à partir du 1^{er} avril 1984, sous certaines conditions, les mairies peuvent instruire les demandes de permis de construire (voir page 22).

Quatre événements principaux de la vie administrative et physique d'un dossier de permis de construire sont donc recensés : la demande de permis, l'autorisation de construire (ou avis favorable), l'ouverture du chantier, l'achèvement des travaux. Les annulations provenant soit de l'administration, en cas de non respect de la réglementation, soit du maître d'ouvrage, sont également prises en compte, ainsi que les permis refusés et les sursis à statuer.

Après avoir établi une comptabilité manuelle jusqu'en 1964 et une chaîne informatisée jusqu'en 1972, la Sous-Direction des Actions Statistiques décentralisa le traitement de l'information en mettant en place le système SIROCO dans les 22 régions de programme.

Une réforme de ce système a été effectuée et SIROCO-II est entré en application en avril 1982. Les modifications induites par celui-ci sur les résultats annuels ont été précisées dans les précédents bulletins annuels (n° 104 et n° 125).

Pour tenir compte de la décentralisation de l'instruction du permis de construire, un nouveau système statistique, SICLONE, est entré en vigueur en janvier 1986.

Il s'agira ici de la construction en France métropolitaine (continent et Corse). Les départements et territoires d'outre-mer sont exclus du champ des statistiques annuelles car le système SIROCO n'y est pas implanté. Cependant, on trouvera dans ce bulletin quelques éléments concernant la construction dans les départements et territoires d'outre-mer pour l'année 1984.

DATE REELLE - DATE DE PRISE EN COMPTE

Il existe toujours un certain délai entre la date réelle à laquelle a lieu un événement et sa date de prise en compte par les services administratifs. Relativement réduit dans le cas d'un avis favorable, cet intervalle de temps peut être parfois très long dans le cas des mises en chantier et des achèvements de travaux. (En effet, les usagers peuvent omettre de renvoyer à temps les déclarations d'ouverture de chantier ou d'achèvement des travaux).

C'est pourquoi deux séries de statistiques peuvent être établies :

- la série en “date réelle” plus proche de la réalité de la construction mais exigeant un délai d’élaboration important. Ce délai permet, en outre, de corriger les statistiques d’avis favorables ou de mises en chantier d’un certain nombre d’annulations ;
- la série en “date de prise en compte”, ne nécessitant pas de délai d’élaboration et fournissant de ce fait des informations plus rapides.

La distinction entre ces deux séries s’avérait particulièrement nécessaire pendant la mise en place de SIROCO. En effet, les perturbations résultant de l’introduction d’un nouveau système de collecte ont pu entraîner des retards importants dans la prise en compte des événements par les services administratifs. Le système s’étant stabilisé, les statistiques en **date de prise en compte** sont devenues plus significatives de la réalité économique de la construction.

Pour cette raison, il a été jugé préférable de publier ces dernières, ce qui permet à la fois de diffuser plus rapidement l’information et de présenter des statistiques de mises en chantier et d’achèvements de travaux sans pour autant perdre en fiabilité de l’information.

Des statistiques rétrospectives **en date réelle** seront cependant publiées régulièrement à partir de cette année.

AMELIORATION DU SUIVI DES MISES EN CHANTIER ET DES ACHEVEMENTS DE TRAVAUX : la relance automatique

Les retards avec lesquels les déclarations d’ouverture de chantier (DOC) et d’achèvement de travaux (DAT) sont transmises aux Directions Départementales de l’Équipement, par les pétitionnaires ou même l’absence de déclaration, nuisent à la qualité des statistiques.

Une procédure informatisée a donc été mise en place : la relance automatique.

Cellè-ci est effectuée auprès des pétitionnaires après l’écoulement d’un certain laps de temps depuis la réception de la dernière information connue sur leurs dossiers de permis de construire.

Cette procédure est généralisée à l’ensemble des départements depuis la mise en place de SIROCO-II.

COMPARAISON AVEC LES STATISTIQUES CUMULEES DE DECEMBRE 1984

Les statistiques annuelles correspondent aux statistiques cumulées de décembre (publiées dans le bulletin mensuel *STATISTIQUES de la CONSTRUCTION*) mais des critères de sélection différents peuvent justifier les écarts que l’on observe certaines années.

Dans les statistiques annuelles de 1984 sont pris en compte :

- les dossiers normaux ;
- les dossiers relancés dont la date réelle est postérieure au 31 décembre 1982.

La somme de plusieurs flux peut présenter des différences avec le cumul de la période en raison des **annulations** ou des **modifications** enregistrées postérieurement au flux mais concernant des événements de ce flux.

ACHEVEMENT DES TRAVAUX. Voir TERMINE.

AUTORISATION

Avis favorable accordé à une demande de permis de construire après instruction du dossier par la Direction Départementale de l'Équipement ou la Mairie (voir page 20).

BATIMENT

Construction homogène ayant ses fondations propres. Dans le cas d'immeubles jointifs ou reposant sur dalle commune, la notion de bâtiment est plus ambiguë.

COLLECTIF. Voir TYPE DE CONSTRUCTION.

COMMENCE - MISE EN CHANTIER

On entend par ouverture de chantier :

- les installations de palissades autour du chantier,
- l'arrivée du matériel,
- les premiers travaux de terrassement.

Un logement ou un local autre qu'habitation est pris en compte dans le fichier des permis de construire lors de la déclaration d'ouverture de chantier renvoyée par le pétitionnaire maître d'ouvrage aux services administratifs.

CONSTRUCTEUR. Voir MAITRE D'OUVRAGE.

DESTINATION DES LOCAUX A USAGE AUTRE QU'HABITATION.

Voir aussi LOCAL.

Il s'agit de l'utilisation **envisagée** dans les locaux pour lesquels la demande de permis de construire a été déposée (ex. commerce, bureau, stockage, etc...).

La nomenclature de la destination des locaux autres qu'habitation a été modifiée en 1982 lors du passage au système SIROCO-II. Ses nouvelles modalités figurent au chapitre "Locaux autres qu'habitation".

DESTINATION DES LOGEMENTS

La nomenclature est la suivante :

- résidence principale.
- résidence secondaire.

Cette information est saisie au moment du dépôt de la demande de permis de construire, ce qui risque d'introduire un biais dans les statistiques, notamment pour les logements destinés à la vente.

En outre, elle ne concerne que les logements **ordinaires**. (Voir HABITATION).

FINANCEMENT

Les différentes formes de financement public, qui avaient permis la réalisation de plus de 75 % des logements édifiés depuis la Libération, se caractérisaient par leur complexité mais aussi par une insuffisante efficacité sociale. Aussi les pouvoirs publics procédèrent-ils à une réforme d'ensemble des mécanismes d'aide publique au logement.

Cette réforme, dont la mise en place s'est effectuée à partir de juillet 1977, consiste en **une simplification des circuits de financement**. A chaque secteur de financement correspond un seul type de prêt de l'Etat :

- en secteur **accession aidée** : le PAP (prêt en accession à la propriété) s'est substitué aux prêts HLM accession ainsi qu'aux PSI (prêts spéciaux immédiats) et PSD (prêts spéciaux différés) du Crédit Foncier.
- en secteur **locatif aidé** : le PLA (prêt locatif aidé) remplace six régimes antérieurs, dont les prêts HLM location.

Parallèlement, les nouveaux **prêts conventionnés** (PC) sont accordés par les banques qui ont passé une convention avec l'Etat. Toutefois, un certain nombre d'entre eux ne sont pas connus des services des Directions Départementales de l'Equipement. Les anciens prêts immobiliers conventionnés (PIC) ont disparu à l'occasion de la réforme.

Les bénéficiaires des nouveaux prêts sont :

- 1° PAP : les accédants à la propriété, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un organisme de HLM.
- 2° PC : les accédants à la propriété n'ayant pas pu obtenir un PAP.
- 3° PLA : les organismes de HLM, les sociétés d'économie mixte de construction et les personnes physiques et morales si elles consentent un apport minimum en capital.

Le système de collecte des informations de financement évolue : sa version actuelle, SIRPAP, doit être remplacée par le système TRIAL, qui sera progressivement installé dans l'ensemble des régions. Il permettra d'injecter dans SIROCO les informations issues des décisions de financement PAP et PLA.

HABITATION

Trois catégories d'habitation sont distinguées depuis la mise en place de SIROCO-II :

- habitation **ordinaire** : l'ensemble des logements ordinaires.
- habitation **communautaire** : foyers de personnes âgées, de jeunes travailleurs, de travailleurs immigrés, foyers pour enfants et adolescents, logements de transition, cités universitaires, casernements (seulement les logements de gendarmes et de sapeurs-pompiers).
- habitation d'**hébergement** : pensions de famille, colonies de vacances, motels, hôtels, internats...

Les deux dernières rubriques figuraient — avant 1982 — dans les locaux autres qu'habitation. Elles font désormais partie de l'ensemble des logements.

INDIVIDUEL. Voir TYPE DE CONSTRUCTION.

LOCAL AUTRE QU'HABITATION. Voir aussi DESTINATION.

Correspond à un bâtiment physique (depuis la mise en place de SIROCO-II).

A chaque local est affectée la surface autre qu'habitation de la destination concernée (*exemple* : stockage, bureau, etc...).

LOGEMENT

On appelle logement un ensemble de pièces principales destinées au logement et au sommeil et des pièces de service telles que cuisines, salles d'eau, cabinets d'aisance, buanderies, débarras, séchoirs, ainsi que, le cas échéant, des dégagements et des dépendances. Un logement doit comporter au moins une pièce principale et une pièce de service (soit salle d'eau, soit cabinet d'aisance), un coin cuisine pouvant éventuellement être aménagé dans la pièce principale.

LOTISSEMENT

Division d'une propriété foncière en vue de l'implantation de bâtiments qui a pour objet ou qui, sur une période de moins de dix ans, a eu pour effet de porter à plus de deux le nombre des terrains issus de ladite propriété (code de l'Urbanisme, 1977).

MAITRE D'OUVRAGE

Il s'agit du pétitionnaire qui a déposé une demande de permis de construire.

La nomenclature distingue :

- les offices publics d'H.L.M.,
- les sociétés d'H.L.M.,
- les sociétés d'économie mixte (S.E.M.),
- les sociétés vouées à la construction,
- les entreprises ou établissements à caractère industriel ou commercial,
- les collectivités locales,
- l'Etat et les administrations,
- les autres personnes morales (investisseurs institutionnels et associations 1901),
- les particuliers.

Les libellés complets des nomenclatures figurent en page 27.

MISE EN CHANTIER. Voir COMMENCE.

MODE D'UTILISATION DES LOGEMENTS

Reprenant l'ancienne variable « STATUT D'OCCUPATION », le mode d'utilisation des logements est codifié comme suit :

1. occupation personnelle.
2. vente ou location-vente.
3. location vide ou meublée.
4. mixte à majorité location.
5. mixte à majorité vente.
6. logement de fonction ou occupation à titre gratuit (Isolés depuis 1982, ces logements étaient autrefois inclus dans la rubrique "location vide ou meublée").

Cette variable ne concerne que les logements d'habitation ordinaire. (Voir HABITATION).

NATURE DES TRAVAUX

Cette variable comporte 4 modalités :

1. construction (création d'au moins un bâtiment).
2. extension (cette modalité regroupe à la fois les extensions proprement dites, les surélévations et les créations de niveaux supplémentaires).
3. changement de destination **avec** création de surface.
4. changement de destination **sans** création de surface.

Le changement de destination consiste à affecter au bâtiment actuel une destination différente de celle qu'il avait au moment où les travaux sont envisagés.

Exemple : une ferme devenant résidence secondaire, un logement transformé en commerce, des combles ou sous-sols non aménageables initialement mais le devenant à la suite de travaux, etc...

Les changements de destination nécessitent un permis de construire dans le cas où ils se traduisent par un remaniement physique important des locaux.

NATURE DE LA ZONE OPERATIONNELLE

La notion de zone opérationnelle a évolué depuis la première application de SIROCO. Elle a été séparée en deux codes :

Nature de la zone opérationnelle

1. ZAC (zones d'aménagement concerté)
2. ZAC de rénovation urbaine
3. Lotissements situés dans des ZAC
4. Lotissements non situés dans des ZAC
5. ZUP (zones à urbaniser en priorité)
6. ZI (zones industrielles)
7. ZRU (zones de rénovation urbaine)
- X. ZH (zones d'habitation)
8. Hors Zone
9. Non renseigné.

Réserve foncière

1. ZIF (zones d'intervention foncière)
2. ZAD (zones d'aménagement différé)
3. Pré-ZAD (périmètre provisoire de ZAD)
8. Hors Zone
9. Non renseigné.

- Les chiffres correspondant à ces deux types d'information figurent dans cette publication.
 A noter : depuis 1982, les "ZAD" et "pré-ZAD" constituent une modalité de la variable "réserve foncière" et non plus de la variable "zone opérationnelle".

OPERATION DE CONSTRUCTION — PERMIS DE CONSTRUIRE

L'opération de construction correspond à un dossier de permis de construire.

Administrativement et physiquement, cette opération passe par divers stades : dépôt du dossier, recevabilité, instruction, avis favorable ou refus ou sursis à statuer, ouverture de chantier et achèvement de travaux. Tout projet de construction relatif à l'habitation et à l'exercice d'activités professionnelles (bâtiment à usage agricole, commercial, industriel, etc...) donne lieu à permis de construire. Le champ d'application du permis de construire a été étendu depuis décembre 1976 (loi sur la réforme d'urbanisme de décembre 1976, loi sur l'architecture de janvier 1977) aux changements de destination, aux créations de niveaux supplémentaires, à tous les équipements collectifs.

Un permis de construire peut concerner : — un logement
 — une chambre ou une pièce indépendante
 — un local autre qu'habitation.

Dans SIROCO ne sont prises en compte que les opérations de construction soumises à permis de construire entraînant une création de surface (au moins 9 m² dans le cas de surface habitable).

La loi 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme entraîne l'obligation de demander un permis de construire pour les "changements de destination" (Voir NATURE des TRAVAUX).

Ces permis sont enregistrés dans le fichier SIROCO depuis avril 1982.

Par contre, les dossiers suivants ne seront pas saisis :

- les annexes à l'habitation (garages individuels, abris de jardin, dépendances, appentis...);
- les petites extensions à usage d'habitation ;
- les travaux ne créant pas de surface de plancher (modification de l'aspect extérieur, poteau, pylône, cheminée...);
- les locaux dépourvus de fondations (maison mobile, chalet démontable...);
- les installations de lignes d'énergie électrique.

D'autre part, les permis de démolir ne sont pas pris en compte dans SIROCO.

Les statistiques concernant les certificats d'urbanisme, les certificats de conformité, les permis de démolir, et autres autorisations d'occupation du sol existent en valeurs départementales dans le RISU (Recueil d'Informations Statistiques sur l'Urbanisme), publié par la Direction de l'Urbanisme et des Paysages.

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS

Le plan d'occupation des sols (POS) est un document d'urbanisme qui fixe les règles générales

d'utilisation des sols pour l'ensemble d'un territoire communal et exceptionnellement pour plusieurs communes ou pour une partie de commune.

Le POS est un outil juridique qui :

- délimite les zones urbaines,
- détermine l'affectation des sols selon l'usage qui doit en être fait ou les activités qui peuvent y être exercées,
- fixe pour chaque zone un coefficient d'occupation des sols,
- délimite les quartiers à protéger,
- précise le tracé des voies de circulation,
- localise les terrains cultivés à protéger et les terrains inconstructibles,
- définit les règles d'implantation des constructions.

SURFACE AUTRE QU'HABITATION

Correspond à la surface de chacune des destinations autres qu'habitation du permis de construire. Elle est exprimée en m² de surface HO nette et pour les bâtiments agricoles en m² de surface HO brute.

SURFACE DES LOGEMENTS (en m²)

Surface hors œuvre nette (SHON) : correspond à la surface de plancher développée hors œuvre. Ne sont pas prises en compte les surfaces suivantes :

- surfaces de locaux en sous-sol pour stationnement, caves, stockage, équipements communs,
- autres surfaces de stationnement,
- combles non aménageables.

La définition **complète** de la surface de plancher hors œuvre (nette ou brute) d'une construction figure dans la circulaire n° 77-170 du 28 novembre 1977.

Surface habitable (SHA) : surface construite déduction faite de l'espace occupé par les murs, cloisons, emmarchements et trémies d'escaliers, gaines, embrasures de portes et fenêtres n'excédant pas 0,30 m de profondeur.

La surface habitable comprend la surface des pièces d'habitation, celle des pièces de service et de circulation.

TERMINE — ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Est considéré comme terminé un logement ou un local autre qu'habitation appartenant à un bâtiment entièrement terminé.

On considère qu'un bâtiment est achevé lorsque tous les logements sont habitables ou lorsque tous les locaux sont utilisables.

Un logement ou un local terminé est pris en compte dans le fichier des permis de construire lors de la

déclaration d'achèvement des travaux renvoyée par le pétitionnaire maître d'ouvrage aux services administratifs.

TRANCHES D'UNITES URBAINES

On entend par unité urbaine une ou plusieurs communes sur le territoire desquelles se trouve un ensemble d'habitations qui présentent entre elles une continuité et comportant au moins 2 000 habitants.

Dans cette optique, une commune est dite urbaine lorsqu'elle appartient à une unité urbaine et rurale dans le cas contraire.

Les tranches d'unités urbaines dont il est question dans le présent bulletin sont celles définies par l'I.N.S.E.E. à la suite du recensement de population de 1982.

TYPE DE CONSTRUCTION

La distinction se fait entre individuel et collectif.

La maison individuelle correspond à un bâtiment ne comportant qu'un seul logement et disposant d'une entrée particulière. Dans le **cas particulier des individuels "en bande"**, le bâtiment comporte plus d'un logement, chaque logement disposant d'une entrée particulière.

On distingue deux types de maison individuelle :

- individuel **pur (ou diffus)** : maison individuelle résultant d'une opération de construction ne comportant qu'un seul logement, que l'opération soit située ou non sur un lotissement ;
- individuel **groupé** : maison individuelle résultant d'une opération de construction comportant plusieurs logements individuels.

Le logement **collectif** est un logement faisant partie d'un bâtiment de deux logements ou plus.

Dans le fichier des permis de construire, on définit le type de construction au niveau de l'opération (type de construction principal) et au niveau des bâtiments (type de construction du bâtiment). Les statistiques sont éditées à chacun de ces niveaux.

Le type de construction principal apparaît dès la demande avec les modalités suivantes :

- individuel,
- collectif,
- mixte (pour les permis regroupant à la fois des maisons individuelles et des bâtiments collectifs).

Le type de construction du bâtiment apparaît à l'autorisation avec les modalités suivantes :

- individuel (pur ou groupé),
- individuel en bande,
- collectif,
- habitat intermédiaire (immeuble de plusieurs logements, dont le nombre de niveaux n'excèdent pas 4 (RC + 3), chaque logement ayant un accès personnel sur l'extérieur et disposant d'une surface privative extérieure.

Pour corriger les éventuelles erreurs de codification pouvant provenir d'une confusion entre

l'individuel pur et l'individuel groupé, une définition informatique a été adoptée permettant de différencier les deux catégories d'individuels en fonction de la taille des permis (un logement pour l'individuel pur, plus d'un logement pour l'individuel groupé).

Dans la publication mensuelle, la distinction est faite à partir de la codification, d'où les **différences** pouvant apparaître avec les résultats publiés ici.

quelques lois concernant la construction et le logement

1976-1977 Loi portant **réforme de l'urbanisme** (décembre 1976) et loi sur **l'architecture** (janvier 1977).

Aux termes de ces lois :

- de nouvelles zones sont créées (ZEP : zones d'environnement protégé) ;
- l'intervention d'un architecte devient obligatoire pour les projets de + 170 m² ;
- le champ du permis de construire est étendu à tous les équipements collectifs, de même qu'aux créations de niveaux supplémentaires, aux changements de destination des locaux et aux modifications de l'aspect extérieur des bâtiments.

Circulaire du 31 décembre 1976 (circulaire Fourcade) rendant obligatoire la publicité des demandes de permis de construire.

Loi portant **réforme de l'aide au logement** (janvier 1977) favorisant l'accession à la propriété, la réduction des inégalités devant le logement social, la réhabilitation de l'habitat ancien et unifiant les différents financements existants.

Circulaire du 16 mars 1977 limitant la hauteur des immeubles d'habitation.

1978 Circulaire du 7 février 1978 recommandant **la déconcentration** de l'instruction du permis de construire dans les subdivisions de l'Équipement.

1979-1981 Diverses lois sur l'application de l'aménagement de la réforme du financement du logement mise en place en 1977.

Décret du 12 août 1981 stipulant que le permis de construire est désormais valable deux ans.

1982 Loi du 22 juin 1982 (dite "loi Quilliot") réglementant les rapports entre propriétaires et locataires.

1983 Loi du 7 janvier 1983 (modifiée le 22 juillet 1983) sur le transfert des compétences d'urbanisme aux communes autorisant les maires à délivrer les permis de construire au nom de la commune à partir du 1^{er} avril 1984.

1^{er} août 1983 : baisse du taux moyen des nouveaux prêts PAP.

1984 Depuis le 1^{er} avril, les maires sont compétents pour délivrer les permis de construire sous leur propre responsabilité s'il existe un POS (plan d'occupation des sols) approuvé depuis plus de six mois (**décentralisation de l'instruction du permis de construire**, loi du 7 janvier 1983 complétée par la loi du 22 juillet 1983, décrets d'application des 30 décembre 1983 et 29 mars 1984).

Le système ancien est maintenu s'il n'existe pas de POS.

En avril, **dix mesures en faveur du logement**, parmi lesquelles la baisse du taux d'intérêt des prêts conventionnés, la création d'un PAP à taux "ajustable" (PAJ), d'un prêt à la "location-accession", etc...

En avril, prise en compte de la spécificité de la montagne (réglementation de la construction en zones de montagne).

En octobre, diminution de 0,25 % des taux des prêts PAP.

note sur l'instruction des permis de construire par les communes

Bien avant les récentes lois de décentralisation, certaines communes ont pu disposer du droit d'instruction des demandes de permis de construire.

Les cas les plus anciens sont les communes de METZ, SARREGUEMINES et SARREBOURG qui ont bénéficié de ce droit dès la fin du siècle dernier. Les autorités d'occupation allemandes instaurèrent une relative décentralisation pour quelques villes et ce système a subsisté presque sans interruption jusqu'à nos jours.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, différentes réglementations se sont succédées, notamment le décret 70/446 du 28 mai 1970 (art. 19) stipulant que :

“dans les communes possédant une **organisation technique suffisante**, le préfet peut, par arrêté pris sur proposition du Directeur Départemental de l'Equipement et après accord du maire, confier à celui-ci l'instruction de **certaines** demandes de permis de construire aux lieu et place du Directeur Départemental de l'Equipement”.

Ainsi, quelques communes, dont Forbach et Thionville, purent instruire les demandes de permis de “transformations de constructions existantes ou de bâtiments annexes de peu d'importance”.

D'autre part, le décret du 10 juillet 1973 autorise l'instruction de **tous** les permis de construire dans les communes de plus de 50 000 habitants pourvues d'un plan d'urbanisme approuvé ou d'un **plan d'occupation des sols** et disposant d'une organisation technique suffisante.

Dix-huit communes bénéficiaient de cette mesure en 1981 : Paris, Marseille, Nantes, Dijon, Dunkerque, Rennes, etc...

Au 1^{er} avril 1984, 6 760 communes de France pouvaient bénéficier des lois de **décentralisation** et obtenir le droit d'instruire elles-mêmes les permis de construire (cas général).

Ainsi, les permis de construire peuvent désormais être signés par :

- 1) le Maire (au nom de la commune)
- 2) le Président de l'E.P.C.I. (Etablissement Public de Coopération Intercommunale)
- 3) le Maire (au nom de l'Etat)
- 4) le Commissaire de la République.

note à l'intention du lecteur

Il peut arriver que le nombre total de logements ou de locaux autres qu'habitation varie légèrement d'un tableau à l'autre.

Ce nombre est toujours **minoré** en cas d'erreur de sélection ou de non-codification de l'une des variables du tableau.

Si les différences entre les valeurs totales des tableaux sont relativement importantes, il est conseillé au lecteur de se reporter aux notices figurant en bas de page.

Remarques concernant les statistiques de l'année 1984 :

- les "unités urbaines", "agglomérations" et autres données géographiques sont celles du recensement de population de l'INSEE de 1982.
- il existe, au niveau départemental, un tableau statistique relatif à la construction neuve dans les "zones POS". Cette information n'existant pas au niveau national est disponible auprès des Directions Régionales de l'Équipement ainsi que de l'Administration Centrale.
- certains tableaux portent en marge **ensemble des logements** ou bien **seulement logements ordinaires**.

(Voir "HABITATION" et "DESTINATION des LOGEMENTS" au Glossaire.)

D'autre part, le lecteur est invité à se reporter au bulletin annuel n° 125 de 1983 dans lequel sont publiées dix séries statistiques **rétrospectives** sur la construction neuve de logements.

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is crucial for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part of the document outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. It highlights the need for consistent and reliable data collection processes to support effective decision-making.

3. The third part of the document focuses on the role of technology in data management and analysis. It discusses how modern software solutions can streamline data collection, storage, and reporting, thereby improving efficiency and accuracy.

4. The fourth part of the document addresses the challenges associated with data security and privacy. It provides guidance on implementing robust security measures to protect sensitive information from unauthorized access and breaches.

5. The fifth part of the document discusses the importance of data quality and integrity. It outlines strategies for identifying and correcting errors in data collection and processing to ensure that the information used for analysis is accurate and reliable.

6. The sixth part of the document explores the various applications of data analysis in different business contexts. It provides examples of how data insights can be used to optimize operations, improve customer service, and drive strategic growth.

7. The seventh part of the document discusses the role of data in compliance and regulatory reporting. It highlights the need for organizations to maintain accurate and up-to-date records to meet legal requirements and avoid penalties.

8. The eighth part of the document focuses on the importance of data governance and policy. It outlines the key elements of a comprehensive data governance framework, including clear roles, responsibilities, and procedures for data management.

9. The ninth part of the document discusses the future of data and its impact on various industries. It explores emerging trends such as artificial intelligence, big data, and cloud computing, and their potential to revolutionize data analysis and decision-making.

I. ENSEMBLE DE LA CONSTRUCTION

année 1984

NOTE A L'INTENTION DU LECTEUR

Si les tableaux présentés dans cette publication ne satisfont pas entièrement le lecteur, celui-ci a la possibilité d'obtenir une information plus précise et mieux adaptée à ses besoins en s'adressant au Service des Actions Statistiques.

Ces "demandes spécifiques" seront traitées dans les meilleurs délais par la Direction des Affaires Economiques et Internationales, soit par la diffusion de tableaux existants mais non publiés, soit par un traitement informatique approprié. D'autre part, chaque Direction Régionale de l'Equipement peut procéder elle-même aux exploitations qu'elle juge nécessaires et créer à son niveau des tableaux statistiques particuliers.

**Il est recommandé au lecteur
de se reporter à la fois au glossaire et aux commentaires
figurant en marge des tableaux statistiques.**

PRINCIPAUX CHIFFRES DE LA CONSTRUCTION ANNEE 1984

Logements demandés	391 135	
individuels	242 445	
collectifs	135 135	
mixtes	13 555	
		estimation
Logements autorisés	343 458	351 400
individuels	221 648	227 500
collectifs	120 701	123 900
habitat intermédiaire (1)	1 109	
Logements commencés	283 122	295 000
individuels	191 862	202 300
collectifs	89 890	92 700
habitat intermédiaire	1 370	
Logements terminés	270 792	
individuels	180 933	
collectifs	89 098	
habitat intermédiaire	761	
Surface totale autre qu'habitation demandée	32 283 233 m²	
Surface totale autre qu'habitation autorisée	27 974 446 m²	
Surface totale autre qu'habitation commencée	23 056 364 m²	
Surface totale autre qu'habitation terminée	17 682 476 m²	

(1) Dans les bulletins *STATISTIQUES MENSUELLES - Statistiques de la Construction et dans les estimations*, l'habitat intermédiaire n'est pas isolé. Il est inclus dans la rubrique "autre individuel".

NOMENCLATURE DE LA CATEGORIE DU MAITRE D'OUVRAGE

Modalités du code :

1. Offices publics d'HLM

- Offices publics municipaux, départementaux, à compétences étendues.
- Offices publics d'aménagement et de construction (OPAC).

2. Sociétés d'HLM

- Sociétés anonymes d'HLM.
- Coopératives de production.
- Sociétés de Crédit Immobilier (SACI).

3. Sociétés d'économie mixte (SEM)

- Sociétés d'économie mixte de construction.
- Sociétés d'économie mixte de rénovation urbaine.
- Sociétés d'économie mixte de restauration immobilière.

4. Sociétés vouées à la construction

- Filiales d'organismes collecteurs du 1. %.
- Sociétés Civiles Immobilières (SCI) (titres 2 et 3 de la loi du 16 juillet 1971, c'est-à-dire y compris les coopératives de construction sous égide de coopératives de production).
- Sociétés Civiles Immobilières sous égide de Sociétés de Crédit Immobilier.
- Autres sociétés, dont sociétés immobilières d'investissement.

5. Entreprises ou établissements à caractère industriel ou commercial

- Entreprises à caractère industriel ou commercial du secteur privé.
- Entreprises à caractère industriel ou commercial du secteur public (ex : SNCF).

6. Collectivités locales

- Etablissement public régional.
- Département.
- Communes ou regroupements de communes (syndicats intercommunaux à vocation multiple, districts urbains, communautés urbaines ou agglomérations nouvelles).

7. Etat et administrations

- Départements ministériels, au niveau central ou local.

8. Autres personnes morales

- Investisseurs institutionnels : Compagnies d'Assurances, Banques ou Caisses de Retraite.
- Associations de la loi de 1901.

9. Particuliers

DEMANDES DE PERMIS DE CONSTRUIRE (1977 - 1984)

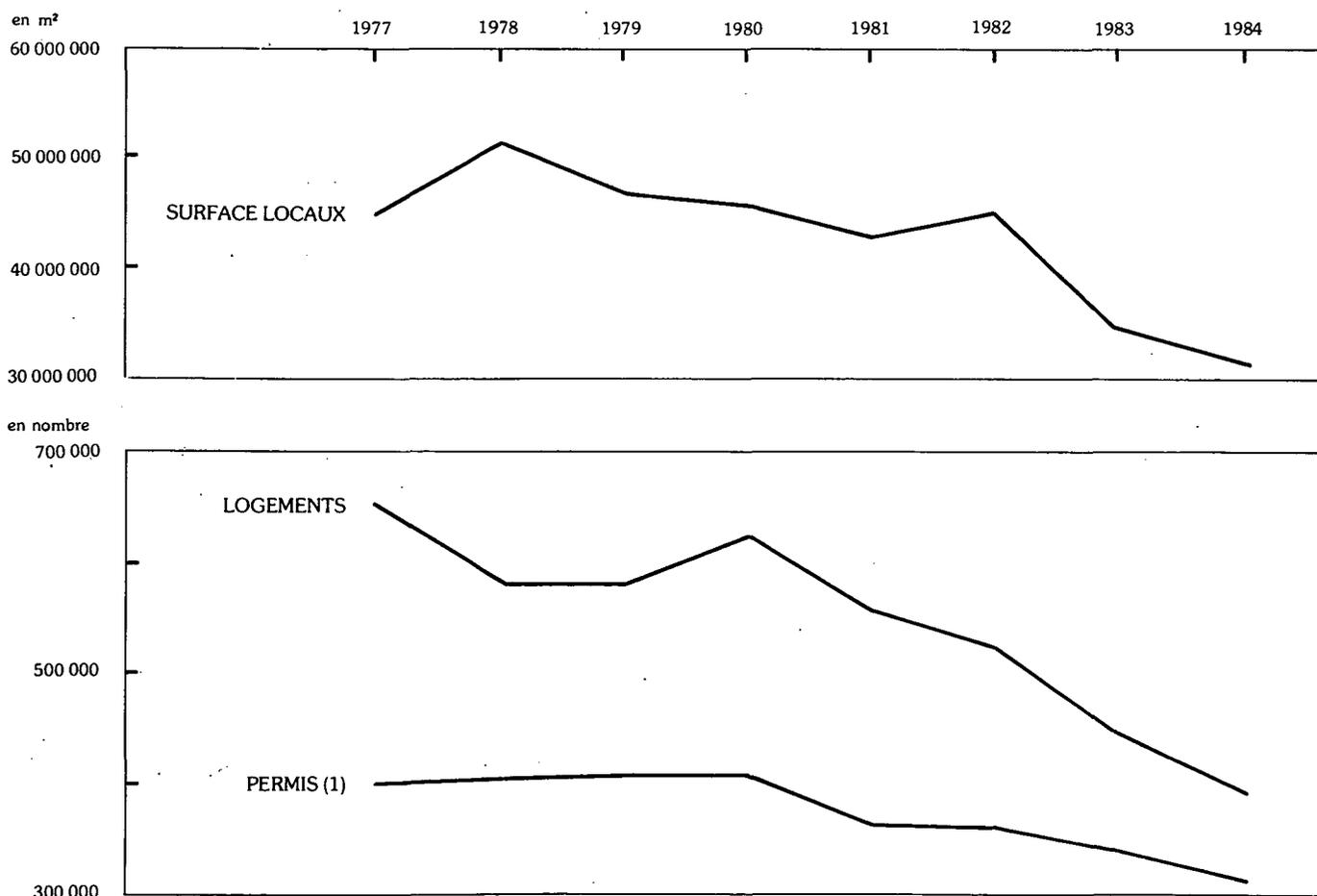
	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
PERMIS	399 279	410 133	416 222	416 307	362 048	360 275	338 022	315 654
LOGEMENTS	658 216	582 072	579 110	632 224	569 449	530 726	440 164	391 143
PIECES OU CHAMBRES INDEPENDANTES (*)	non prises en compte ici	54 472	51 783	50 846				
SURFACE LOCAUX en m ²	44 378 592	52 180 942	47 038 853	46 584 009	42 315 393	45 978 991	33 811 056	32 283 233

(*) Il s'agit ici des **permis** relatifs à des pièces ou chambres indépendantes. Le nombre réel de pièces ou chambres ne peut être connu dans ce tableau.

Le tableau doit se lire de la façon suivante: en 1984, 315 654 permis de construire correspondent à 391 143 logements, à 50 846 pièces ou chambres indépendantes **et** à une surface de locaux autres qu'habitation de 32 283 233 m².

Les demandes de permis concernent les dossiers considérés comme **recevables** par les services des Directions Départementales de l'Équipement.

DEMANDES DE PERMIS (LOGEMENTS ET LOCAUX)



(1) Ces permis concernent les logements et les locaux

I.1. DEMANDES DE PERMIS DE CONSTRUIRE

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
DEMANDES DE PERMIS DE CONSTRUIRE SELON LA NATURE DES LOCAUX

	HABITATION			PARTIELLEMENT HABITATION			AUTRE QU' HABITATION			TOTAL		
	NBRE PC	DONT PC PIECES-CHAMBRES	NBRE LOGTS	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	
DEPARTEMENT 75	90	2	2485	86	3401	91997	76	258570	252	5886	350567	
DEPARTEMENT 77	6184	1562	8875	74	710	72508	858	510566	7116	9585	583074	
DEPARTEMENT 78	4354	1318	8350	60	1005	61594	476	749838	4890	9355	811432	
DEPARTEMENT 91	4202	1378	9120	47	511	19874	387	418152	4636	9631	438026	
DEPARTEMENT 92	960	590	2485	54	1417	52860	171	298357	1185	3902	351217	
DEPARTEMENT 93	2051	948	3641	37	977	111398	312	418530	2400	4618	529928	
DEPARTEMENT 94	1120	613	1680	50	1416	104589	221	264798	1391	3096	369387	
DEPARTEMENT 95	2926	1003	5647	44	646	47337	384	295886	3354	6293	343223	
11- <u>ILE DE FRANCE</u>	21887	7414	42283	452	10083	562157	2885	3214697	25224	52366	3776854	
DEPARTEMENT 08	1000	102	1236	4	44	984	195	106909	1199	1280	107893	
DEPARTEMENT 10	850	0	1385	15	173	8263	351	191466	1216	1558	199729	
DEPARTEMENT 51	1673	291	2266	35	53	6928	803	356196	2511	2319	363124	
DEPARTEMENT 52	721	85	891	12	111	3675	410	185324	1143	1002	188999	
21- <u>CHAMPAGNE</u>	4244	478	5778	66	381	19850	1759	839895	6069	6159	859745	
DEPARTEMENT 02	1773	473	1779	12	36	4382	478	204320	2263	1815	208702	
DEPARTEMENT 60	3318	761	4220	32	127	35935	605	268627	3955	4347	304562	
DEPARTEMENT 80	3082	1535	2556	35	189	16072	1055	405516	4172	2745	421588	
22- <u>PICARDIE</u>	8173	2769	8555	79	352	56389	2138	878463	10390	8907	934852	
DEPARTEMENT 27	3773	894	3837	27	215	23365	728	261569	4528	4052	284934	
DEPARTEMENT 76	5221	1677	6859	34	524	29059	1381	652579	6636	7383	681638	
23- <u>HAUTE-NORMAND.</u>	8994	2571	10696	61	739	52424	2109	914148	11164	11435	966572	
DEPARTEMENT 18	1243	175	1698	11	192	5848	258	134899	1512	1890	140747	
DEPARTEMENT 28	2623	749	2225	23	77	7546	556	247991	3202	2302	255537	
DEPARTEMENT 36	1354	512	1285	16	95	10432	579	195101	1949	1380	205533	
DEPARTEMENT 37	2974	1015	2994	15	89	4606	740	245317	3729	3083	249923	
DEPARTEMENT 41	1726	281	1758	16	89	4327	361	171816	2103	1847	176143	
DEPARTEMENT 45	3042	715	3294	27	163	15837	670	409212	3739	3457	425049	
24- <u>CENTRE</u>	12962	3447	13254	108	705	48596	3164	1404336	16234	13959	1452932	

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
DEMANDES DE PERMIS DE CONSTRUIRE SELON LA NATURE DES LOCAUX

	HABITATION			PARTIELLEMENT HABITATION			AUTRE QU' HABITATION			TOTAL		
	NBRE PC	DONT PC PIECES-CHAMBRES	NBRE LOGTS	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	
DEPARTEMENT 14	2973	774	4087	38	374	24809	827	357763	3838	4461	382572	
DEPARTEMENT 50	2437	236	3322	19	104	4677	1235	425248	3691	3426	429925	
DEPARTEMENT 61	1155	179	1048	11	13	11049	689	227440	1855	1061	238489	
<u>25-BASSE-NORMANDIE</u>	6565	1189	8457	68	491	40535	2751	1010451	9384	8948	1050986	
DEPARTEMENT 21	1601	355	2137	41	283	22083	605	224007	2247	2420	246090	
DEPARTEMENT 58	1157	193	1385	7	20	2909	408	126773	1572	1405	129682	
DEPARTEMENT 71	1831	336	1919	18	49	7883	869	276891	2718	1968	284774	
DEPARTEMENT 89	1351	199	1316	17	57	7883	435	161068	1803	1373	168951	
<u>26-BOURGOGNE</u>	5940	1083	6757	83	409	40758	2317	788739	8340	7166	829497	
DEPARTEMENT 59	6124	1973	10293	54	697	28262	1466	1000595	7644	10990	1028857	
DEPARTEMENT 62	5296	1151	7003	37	274	16410	1124	591642	6457	7277	608052	
<u>31-NORD-PAS-DE-CAL.</u>	11420	3124	17296	91	971	44672	2590	1592237	14101	18267	1636909	
DEPARTEMENT 54	1885	270	2365	26	150	17652	420	264846	2331	2515	282498	
DEPARTEMENT 55	760	212	750	11	18	2378	348	131648	1119	768	134026	
DEPARTEMENT 57	2704	304	4482	81	474	67087	706	396345	3491	4956	463432	
DEPARTEMENT 88	1660	186	1810	33	275	11827	497	232782	2190	2085	244609	
<u>41-LORRAINE</u>	7009	972	9407	151	917	98944	1971	1025621	9131	10324	1124565	
DEPARTEMENT 67	3487	652	5553	99	358	29920	1165	522610	4751	5911	552530	
DEPARTEMENT 68	2326	278	2866	56	268	27027	687	322021	3069	3134	349048	
<u>42-ALSACE</u>	5813	930	8419	155	626	56947	1852	844631	7820	9045	901578	
DEPARTEMENT 25	1776	1	2864	46	205	32597	628	241662	2450	3069	274259	
DEPARTEMENT 39	947	109	1055	23	75	6200	427	169298	1397	1130	175498	
DEPARTEMENT 70	1111	296	963	21	69	14257	402	143737	1534	1032	157994	
DEPARTEMENT 90	366	24	546	9	143	6779	41	30341	416	689	37120	
<u>43-FRANCHE-COMTE</u>	4200	430	5428	99	492	59833	1498	585038	5797	5920	644871	

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
DEMANDES DE PERMIS DE CONSTRUIRE SELON LA NATURE DES LOCAUX

	HABITATION			PARTIELLEMENT HABITATION			AUTRE QU' HABITATION			T O T A L		
	NBRE PC	DONT PC PIECES-CHAMBRES	NBRE LOGTS	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	
DEPARTEMENT 09	910	187	937	16	16	6945	351	102251	1277	953	109196	
DEPARTEMENT 12	1339	202	1478	52	220	14768	1112	366668	2503	1698	381436	
DEPARTEMENT 31	5387	756	8819	99	1097	27756	874	481452	6360	9916	509208	
DEPARTEMENT 32	1100	322	1180	21	115	11123	767	238114	1888	1295	249237	
DEPARTEMENT 46	1114	315	969	9	32	1282	630	152447	1753	1001	153729	
DEPARTEMENT 65	858	174	1338	9	76	5158	374	104186	1241	1414	109344	
DEPARTEMENT 81	1654	159	1764	20	44	7196	648	205003	2322	1808	212199	
DEPARTEMENT 82	1300	245	1407	9	31	1263	538	167227	1847	1438	168490	
<u>I73-MIDI-PYRENEES</u>	13662	2360	17892	235	1631	75491	5294	1817348	19191	19523	1892839	
DEPARTEMENT 19	1426	149	1418	20	54	4084	557	179996	2003	1472	184080	
DEPARTEMENT 23	721	191	682	22	78	8425	643	178867	1386	760	187292	
DEPARTEMENT 87	1869	320	2010	25	57	29519	650	251230	2544	2067	280749	
<u>I74-LIMOUSIN</u>	4016	660	4110	67	189	42028	1850	610093	5933	4299	652121	
DEPARTEMENT 01	2725	235	3926	36	122	23096	666	356476	3427	4048	379572	
DEPARTEMENT 07	2039	273	2402	43	142	31309	486	154480	2568	2544	185789	
DEPARTEMENT 26	2516	314	2915	44	166	13441	641	397314	3201	3081	410755	
DEPARTEMENT 38	4173	582	7683	117	981	79508	1008	442343	5298	8664	521851	
DEPARTEMENT 42	2377	528	2706	38	300	28205	709	238534	3124	3006	266739	
DEPARTEMENT 69	3829	723	6502	96	1549	38685	1064	741046	4989	8051	779731	
DEPARTEMENT 73	1792	163	5508	98	1207	37906	509	255088	2399	6715	292994	
DEPARTEMENT 74	3469	133	10062	135	1549	47856	750	356720	4354	11611	404576	
<u>I82-RHONE-ALPES</u>	22920	2951	41704	607	6016	300006	5833	2942001	29360	47720	3242007	
DEPARTEMENT 03	1574	438	1751	23	47	20039	714	285257	2311	1798	305296	
DEPARTEMENT 15	771	97	1073	31	55	11390	499	139432	1301	1128	150822	
DEPARTEMENT 43	1060	40	1438	40	154	18589	298	130231	1398	1592	148820	
DEPARTEMENT 62	3063	308	4239	88	515	26886	1000	360477	4151	4754	387363	
<u>I83-AUVERGNE</u>	6468	883	8501	182	771	76904	2511	915397	9161	9272	992301	

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS ANNULES APRES AUTORISATION

	ABANDON DU PROJET			ABANDON DES TRAVAUX			NON RESPECT DES REGLEMENTS			SUITE D'UN MODIFICATIF			NON RENSEIGNE			T O T A L		
	PERM.	LOGT	SURF.	PERM.	LOGT	SURF.	PERM.	LOGT	SURF.	PERM.	LOGT	SURF.	PERM.	LOGT	SURF.	PERM.	LOGT	SURF.
DATE AVIS FAVORABLE																		
< 1982	8518	23090	4065291	362	1530	53897	175	396	53070	99	805	5140	120	113	17430	9274	25934	1194828
1982	6421	12370	456879	274	436	11397	25	70	3684	183	582	26959	119	149	7614	7022	13607	506533
1983	2819	3189	115809	87	80	3626	29	151	952	90	219	9486	52	36	8416	3077	3675	138289
NON RENS.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	17758	38649	4637979	723	2046	68920	229	617	57706	372	1606	41585	291	298	33460	19373	43216	1839650

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
DEMANDES DE PERMIS DE CONSTRUIRE SELON LA CATEGORIE DE MAITRE D'OUVRAGE ET LA NATURE DES LOCAUX

	HABITATION			PARTIELLEMENT HABITATION			AUTRE QU' HABITATION			TOTAL		
	NBRE PC	DONT PC PIECES-CHAMBRES	NBRE LOGTS	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	
IOFF.PUBLICS D'HLM	1379	104	20875	119	3980	73232	158	62751	1656	24855	135983	
ISOCIETES D'HLM	1313	35	31701	107	4359	55106	127	130896	1547	36060	186002	
ISOC.ECONOM.MIXTE	164	14	4258	51	1433	40783	196	162182	411	5691	202965	
ISOC.VOUEES CONST.	3614	98	60752	423	12636	396998	942	1314429	4979	73388	1711427	
IENT.CARAC.IND.COM.	688	85	8265	333	2806	329639	8342	7780775	9363	11071	8110414	
ICOLLECT. LOCALES	349	79	1375	360	1338	442642	5945	2883669	6654	2713	3326311	
IETAT OU ADMINIST.	127	24	798	98	684	213677	1272	1106467	1497	1482	1320144	
IAUT.PERSON.MORAL.	1202	201	12290	218	2135	207231	3760	2409211	5180	14425	2616442	
IPERS.PHYS.(PARTI.)	235064	50206	1215479	2499	5979	570599	46804	14102790	1284367	221458	14673545	
ITOTAL	243900	50846	1355793	4208	35350	2329907	67546	29953170	1315654	391143	32283233	

Il s'agit de l'ensemble des permis de construire entrant dans le champ d'application de SIROCCO II, c'est-à-dire de l'ensemble des permis de construire entraînant création de surface ou changement de destination.

I.2. AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS DE CONSTRUIRE AUTORISES SELON LA NATURE DES LOCAUX

	HABITATION			PARTIELLEMENT HABITATION			AUTRE QU' HABITATION			TOTAL		
	NBRE PC	DONT PC PIECES-CHAMBRES	NBRE LOGTS	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	
DEPARTEMENT 75	76	3	1614	70	2147	95401	40	284309	186	3761	379710	
DEPARTEMENT 77	4886	1193	7159	60	973	69452	637	332783	5583	8132	402235	
DEPARTEMENT 78	3269	879	6170	30	830	44489	312	500773	3611	7000	545262	
DEPARTEMENT 91	3234	1026	3854	30	157	7068	242	271390	3506	4011	278458	
DEPARTEMENT 92	983	597	2739	68	1629	56124	191	170268	1242	4368	226392	
DEPARTEMENT 93	1781	817	2471	45	1387	61687	238	325857	2064	3858	387544	
DEPARTEMENT 94	1317	676	2342	59	1936	68414	222	208253	1598	4278	276667	
DEPARTEMENT 95	2921	974	6218	51	608	68705	349	247350	3321	6826	316055	
11-ILE-DE-FRANCE	18467	6165	32567	413	9667	471340	2231	2340983	21111	42234	2812323	
DEPARTEMENT 08	831	84	1273	0	0	0	154	80951	985	1273	80951	
DEPARTEMENT 10	790	0	1390	10	140	2551	295	176612	1095	1530	179163	
DEPARTEMENT 51	1398	240	1592	24	113	7026	622	265736	2044	1705	272762	
DEPARTEMENT 52	644	90	666	13	65	3446	346	175538	1003	731	178984	
21-CHAMPAGNE	3663	414	4921	47	318	13023	1417	698837	5127	5239	711860	
DEPARTEMENT 02	1591	433	1669	11	91	4124	438	191723	2040	1760	195847	
DEPARTEMENT 60	3028	676	3682	29	92	34721	553	248210	3610	3774	282931	
DEPARTEMENT 80	2879	1449	2011	24	78	13632	932	364353	3835	2089	377985	
22-PICARDIE	7498	2558	7362	64	261	52477	1923	804286	9485	7623	856763	
DEPARTEMENT 27	3560	892	3568	23	36	20717	694	227080	4277	3604	247797	
DEPARTEMENT 76	4975	1577	6676	29	503	41009	1325	636877	6329	7179	677886	
23-HAUTE-NORMAND.	8535	2469	10244	52	539	61726	2019	863957	10606	10783	925683	
DEPARTEMENT 18	1094	136	1251	7	158	2433	223	118423	1324	1409	120856	
DEPARTEMENT 28	2309	688	1928	16	62	7148	505	232213	2830	1990	239361	
DEPARTEMENT 36	1269	495	1232	15	39	10184	509	170210	1793	1271	180394	
DEPARTEMENT 37	2806	933	2862	18	85	8973	699	232440	3523	2947	241413	
DEPARTEMENT 41	1497	245	1537	16	96	4217	324	168441	1837	1633	172658	
DEPARTEMENT 45	2781	684	3073	25	277	9206	641	343338	3447	3350	352544	
24-CENTRE	11756	3181	11883	97	717	42161	2901	1265065	14754	12600	1307226	

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS DE CONSTRUIRE AUTORISES SELON LA NATURE DES LOCAUX

	HABITATION			PARTIELLEMENT HABITATION			AUTRE QU' HABITATION			TOTAL		
	NBRE PC	DONT PC PIECES-CHAMBRES	NBRE LOGTS	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	
DEPARTEMENT 44	6016	1775	7799	61	426	24764	1409	623173	7486	8225	647937	
DEPARTEMENT 49	3304	942	3843	42	309	15580	1317	477285	4663	4152	492865	
DEPARTEMENT 53	1541	618	1308	18	127	3871	1054	346231	2613	1435	350102	
DEPARTEMENT 72	2414	651	2442	25	80	5538	837	353381	3276	2522	358919	
DEPARTEMENT 85	3785	567	4752	29	123	9044	1520	552940	5334	4875	561984	
<u>I52-PAYS-DE-LOIRE</u>	17060	4553	20144	175	1065	58797	6137	2353010	23372	21209	2411807	
DEPARTEMENT 22	2838	631	2897	55	181	12667	1749	585577	4642	3078	598244	
DEPARTEMENT 29	4912	951	5489	60	188	20227	1534	558398	6506	5677	578625	
DEPARTEMENT 35	3833	1008	4621	30	172	17355	1512	564215	5375	4793	581570	
DEPARTEMENT 56	3599	213	4688	34	117	18814	996	357679	4629	4805	376493	
<u>I53-BRETAGNE</u>	15182	2803	17695	179	658	69063	5791	2065869	21152	18353	2134932	
DEPARTEMENT 16	2062	536	1860	22	110	7914	690	225742	2774	1970	233656	
DEPARTEMENT 17	3527	775	3758	31	286	7670	777	230475	4335	4044	238145	
DEPARTEMENT 79	1780	433	1707	12	16	6257	860	303306	2652	1723	309563	
DEPARTEMENT 86	2206	640	2004	15	193	15568	732	261962	2953	2197	277530	
<u>I54-POITOU-CHAR.</u>	9575	2384	9329	80	605	37409	3059	1021485	12714	9934	1058894	
DEPARTEMENT 24	2498	405	2325	23	197	6875	1093	306833	3614	2522	313708	
DEPARTEMENT 33	7836	2071	11789	67	976	64972	1379	648873	9282	12765	713845	
DEPARTEMENT 40	2441	259	3350	51	299	12525	735	239968	3227	3649	252493	
DEPARTEMENT 47	1609	373	1479	16	29	1818	541	190278	2166	1508	192096	
DEPARTEMENT 64	2668	381	4514	47	281	26324	988	370980	3703	4795	397304	
<u>I72-AQUITAINE</u>	17052	3489	23457	204	1782	112514	4736	1756932	21992	25239	1869446	

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS DE CONSTRUIRE AUTORISES SELON LA NATURE DES LOCAUX

	HABITATION			PARTIELLEMENT HABITATION			AUTRE QU' HABITATION			TOTAL		
	NBRE PC	DONT PC PIECES-CHAMBRES	NBRE LOGTS	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	
DEPARTEMENT 11	2449	476	4003	115	519	43380	577	134191	3141	4522	177571	
DEPARTEMENT 30	4078	568	4949	53	49	14651	587	206167	4718	4998	220818	
DEPARTEMENT 34	4967	517	8349	106	867	31996	639	266358	5712	9216	298354	
DEPARTEMENT 48	467	32	530	21	41	5428	312	86522	800	571	91950	
DEPARTEMENT 66	2831	208	5376	99	509	24145	371	181675	3301	5885	205820	
<u>I91-LANGUEDOC</u>	<u>14792</u>	<u>1801</u>	<u>23207</u>	<u>394</u>	<u>1985</u>	<u>119600</u>	<u>2486</u>	<u>874913</u>	<u>17672</u>	<u>25192</u>	<u>994513</u>	
DEPARTEMENT 04	674	41	1142	18	83	12154	89	29709	781	1225	41863	
DEPARTEMENT 05	436	22	1178	19	59	9588	101	37777	556	1237	47365	
DEPARTEMENT 06	1959	412	8153	65	1177	76682	245	237224	2269	9330	313906	
DEPARTEMENT 13	6391	1382	10205	162	1101	89376	881	533693	7434	11306	623069	
DEPARTEMENT 83	3610	57	7881	60	988	21722	276	203823	3946	8869	225545	
DEPARTEMENT 84	3358	482	3656	49	223	16842	603	254956	4010	3879	271798	
<u>I93-PROVENCE-</u> <u>COTE_D'AZUR</u>	<u>16428</u>	<u>2396</u>	<u>32215</u>	<u>373</u>	<u>3631</u>	<u>226364</u>	<u>2195</u>	<u>1297182</u>	<u>18996</u>	<u>35846</u>	<u>1523546</u>	
DEPARTEMENT 2A	605	133	1570	17	116	9358	99	32239	721	1686	41597	
DEPARTEMENT 2B	895	249	1184	26	229	15806	176	45007	1097	1413	60813	
<u>I94-CORSE</u>	<u>1500</u>	<u>382</u>	<u>2754</u>	<u>43</u>	<u>345</u>	<u>25164</u>	<u>275</u>	<u>77246</u>	<u>1818</u>	<u>3099</u>	<u>102410</u>	
<u>FRANCE ENTIERE</u>	<u>1221407</u>	<u>45415</u>	<u>1309723</u>	<u>3665</u>	<u>33849</u>	<u>2113389</u>	<u>60716</u>	<u>25861888</u>	<u>1285788</u>	<u>343572</u>	<u>27975277</u>	

Les permis "pièces ou chambres" concernent des pièces ou chambres **indépendantes**, c'est-à-dire ne faisant pas partie d'un logement.
 (Voir plus loin leur ventilation selon le type d'habitation).

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS DE CONSTRUIRE AUTORISES SELON LA CATEGORIE DE MAITRE D'OUVRAGE ET LA NATURE DES LOCAUX

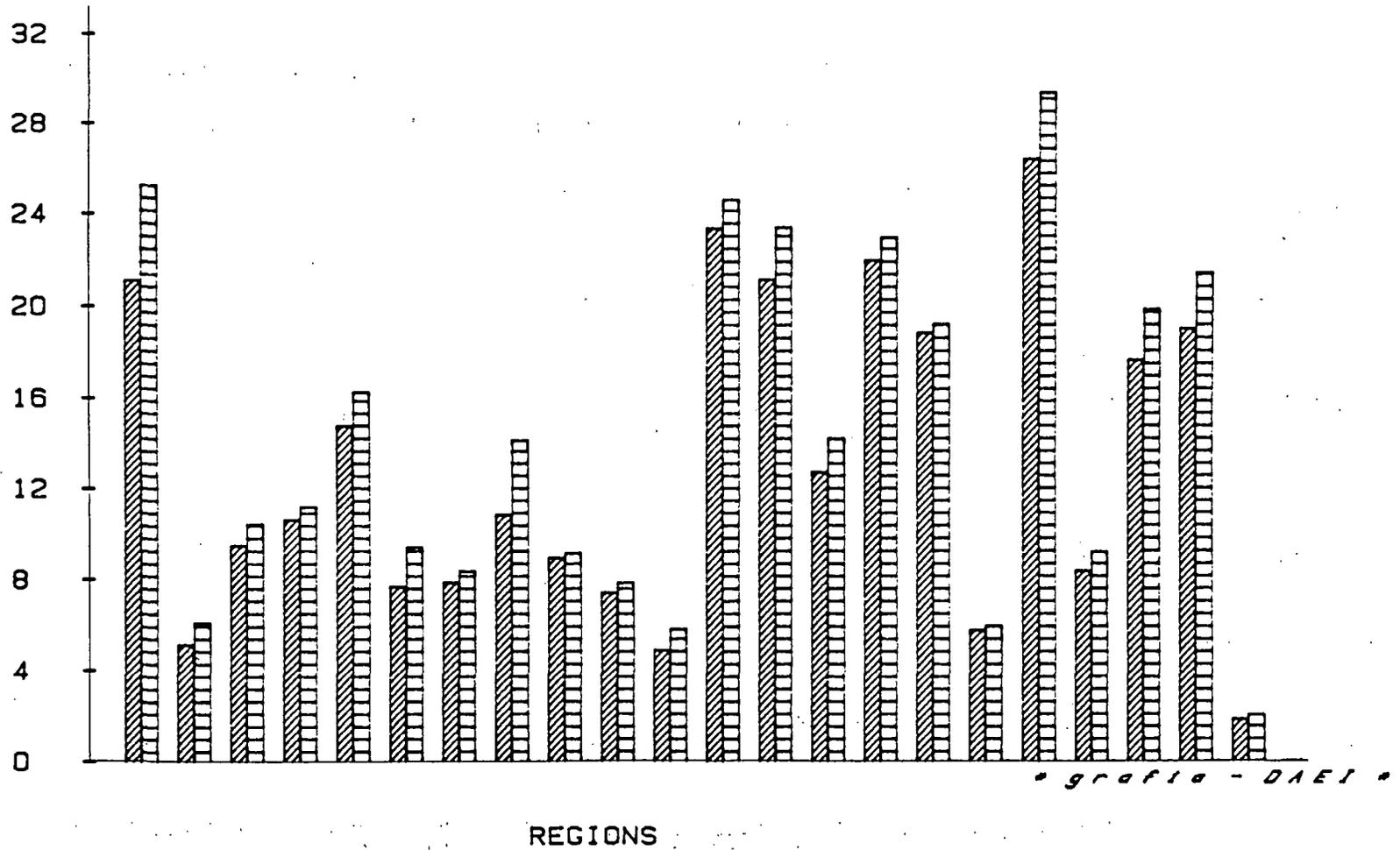
	HABITATION			PARTIELLEMENT HABITATION			AUTRE QU' HABITATION			TOTAL		
	NBRE PC	DONT PC PIECES-CHAMBRES	NBRE LOGTS	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	SURFACE LOCAUX	NBRE PC	NBRE LOGTS	SURFACE LOCAUX	
IOFF.PUBLICS D'HLM	1319	88	18231	105	3124	56379	135	52154	1559	21355	108533	
ISOCIETES D'HLM	1170	29	27628	117	5219	56172	82	47102	1369	32847	103274	
ISOC.ECONOM.MIXTE	156	14	3920	53	1504	45043	154	122504	363	5424	167547	
ISOC.VOUEES CONST.	3217	68	55213	380	12661	295110	790	1027722	4387	67874	1322832	
IENT.CARAC.IND.COM.	530	66	5902	299	2222	308297	7526	6502693	8355	8124	6810990	
ICOLLECT. LOCALES	309	71	1125	338	1341	517049	5440	2540534	6087	2466	3057583	
IETAT OU ADMINIST.	115	23	628	102	712	220151	1190	993769	1407	1340	1213920	
IAUT.PERSON.MORAL.	1037	176	10366	201	2308	161275	3339	2174677	4577	12674	2335952	
IPERS.PHYS.(PARTI.)	213554	44880	186710	2070	4758	453913	42060	12400733	257684	191468	12854646	
ITOTAL	221407	45415	1309723	3665	33849	2113389	60716	25861888	285788	343572	27975277	

PERMIS DE CONSTRUIRE DEMANDES ET AUTORISES EN 1984

NOMBRE DE PERMIS
En milliers

ILE DE FRANCE
 CHAMPAGNE
 PICARDIE
 HTE NORMANDIE
 CENTRE
 BSE NORMANDIE
 BOURGOGNE
 NORD
 LORRAINE
 ALSACE
 FRANCHE COMTE
 PAYS DE LOIRE
 BRETAGNE
 POITOU CHARENTES
 AQUITAINE
 MIDI PYRENEES
 LIMOUSIN
 RHONE ALPES
 AUVERGNE
 LANGUEDOC ROUS.
 PROVENCE A. C. A
 CORSE

 AUTORISES
 DEMANDES



ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS DE CONSTRUIRE AUTORISES SELON LA NATURE DES LOCAUX ET LA NATURE DES TRAVAUX

	CREATION	EXTENSION	CHANGEMENT DE DESTINATION		TOTAL
			AVEC CREATION DE SURFACE	SANS CREATION DE SURFACE	
HABITATION					
NOMBRE DE PC	165867	47087	4723	3730	221407
NOMBRE DE LOGEMENTS	293004	8222	4305	4192	309723
NOMBRE DE PIECES OU CHAMBRES	17049	82763	5284	3177	108273
PARTIELLEMENT HABITATION					
NOMBRE DE PC	2811	469	206	179	3665
NOMBRE DE LOGEMENTS	30959	1470	787	633	33849
SURFACE LOCAUX	1837381	153918	63577	58513	2113389
AUTRE QU' HABITATION					
NOMBRE DE PC	41812	17220	702	982	60716
SURFACE LOCAUX	19348792	5829465	282554	401077	25861888
TOTAL					
NOMBRE DE PC	210490	64776	5631	4891	285788
NOMBRE DE LOGEMENTS	323963	9692	5092	4825	343572
SURFACE LOCAUX	21186173	5983383	346131	459590	27975277

Dans le cas de changement de destination **avec création de surface**, la surface des locaux représente la somme de la surface nouvellement construite et de la surface dont la destination change.

Dans le cas de changement de destination **sans création de surface**, la surface des locaux représente la surface dont la destination change.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS AUTORISES SELON LA NATURE DE LA ZONE OPERATIONNELLE

	NOMBRE DE PERMIS	NOMBRE DE LOGEMENTS	SURFACE LOCAUX
ZONES D'AMENAGEMENT CONCERTE	4128	30183	1718035
ZONES D'AMENAGEMENT CONCERTE DE RENOVATION URBAINE	255	1936	72875
LOTISSEMENTS SITUES DANS DES ZONES D'AMENAGEMENT CONCERTE	2327	2802	66381
LOTISSEMENTS NON SITUES DANS DES ZONES D'AMENAGEMENT CONCERTE	62608	65740	884579
ZONES A URBANISER EN PRIORITE	122	711	91170
ZONES INDUSTRIELLES	879	88	731350
ZONES DE RENOVATION URBAINE	13	215	11231
HORS ZONE	132608	135047	15497486
NON RENSEIGNE	77587	100474	8448655
ZONES D'HABITATION	2657	2965	221728
TOTAL	283184	340161	27743490

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS AUTORISES DANS LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100 000 HABITANTS

	NOMBRE DE PERMIS	NOMBRE DE LOGEMENTS	SURFACE DES LOCAUX	DONT ARTISANAT-INDUSTRIE	DONT COMMERCES	DONT BUREAUX
PARIS	11989	31169	1771105	223844	204836	442659
LYON	2369	4738	366106	96177	35039	16681
MARSEILLE	3028	5680	266187	31416	22254	39058
LILLE	1574	3157	330798	22012	77751	46774
BORDEAUX	4157	7681	382682	56047	86332	94206
TOULOUSE	3595	7643	351681	71725	41843	92455
NANTES	2225	3513	236720	41353	21128	69530
NICE	567	4175	129752	15571	16424	16628
GRENOBLE	711	2209	133562	34030	11851	43152
ROUEN	1010	2470	200839	28590	38595	15933
TOULON	1209	3588	91047	19895	5671	4049
STRASBOURG	653	2611	131724	11426	20164	16183
VALENCIENNES	886	944	31643	5323	10130	2713
ST-ETIENNE	529	994	85191	16876	7043	2029
LENS	660	988	93419	7686	24954	2923
NANCY	682	1229	169688	45229	11936	34445
LE HAVRE	562	889	61475	10547	1614	21924
GRASSE-CANNES-ANTIBES	831	3109	150222	61790	12120	16693
CLERMONT-FERRAND	768	1510	73746	24217	10429	11045
TOURS	919	1048	92084	11772	13632	7888
RENNES	468	1184	81415	5032	12080	11806
MULHOUSE	601	964	111664	19894	54052	13945
MONTPELLIER	508	1388	112304	13834	17517	17182

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS AUTORISES DANS LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100 000 HABITANTS

	NOMBRE DE PERMIS	NOMBRE DE LOGEMENTS	SURFACE DES LOCAUX	DONT ARTISANAT-INDUSTRIE	DONT COMMERCES	DONT BUREAUX
DOUAI	164	391	8259	1159	2606	792
ORLEANS	938	1612	136290	10284	7580	45498
DIJON	305	885	53929	13314	16199	6013
REIMS	124	242	23093	2701	3395	1291
LE MANS	510	625	72921	15203	9153	2708
BREST	707	1031	51679	3932	6554	8447
ANGERS	558	1249	97896	31240	5893	9476
DUNKERQUE	263	661	43924	5911	11288	3472
CAEN	326	641	54732	11735	5073	12818
METZ	238	916	75714	3564	17649	16459
LIMOGES	695	1012	68415	22193	6423	4363
AVIGNON	970	1157	91693	14914	9281	18653
MANTES-LA-JOLIE	587	913	48507	7251	8161	4246
AMIENS	548	409	52830	18719	1402	6803
BETHUNE	691	930	75507	18371	16871	2186
THIONVILLE	191	480	38063	3669	21831	1381
HAGONDANGE-BRIEY	312	268	36008	19694	5118	1648
MONTBELIARD	288	264	17258	1518	1862	428
NIMES	651	914	49102	3484	5724	10293
PAU	464	818	29493	22138	5670	3786
TROYES	233	724	42333	29598	2648	3416
BESANCON	176	464	39660	6613	12347	2937

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS AUTORISES DANS LES AGGLOMERATIONS DE PLUS DE 100 000 HABITANTS

	NOMBRE DE PERMIS	NOMBRE DE LOGEMENTS	SURFACE DES LOCAUX	DONT ARTISANAT- -INDUSTRIE	DONT COMMERCES	DONT BUREAUX
ST-NAZAIRE	821	1627	46524	6331	12929	3060
PERPIGNAN	640	942	88256	672	25046	2309
AIX-EN-PROVENCE	340	605	44059	1404	1769	9738
LORIENT	428	718	30059	5176	3234	3704
VALENCE	378	716	39860	15230	2694	2773
ANNECY	329	783	46027	13233	4302	11359
LA ROCHELLE	469	358	27968	2391	11272	1347
ANGOULEME	445	597	42680	9441	7459	2612
CALAIS	210	308	14395	2470	2436	632
POITIERS	394	673	66548	6947	6807	26123
MAUBEUGE	52	49	719	490	0	0

Une agglomération de population est constituée par des constructions avoisinantes formant un ensemble tel qu'aucune ne soit séparée de la plus proche de plus de 200 mètres et qu'il comprenne au moins 50 habitants.

Dans ces conditions, une agglomération peut être située sur plusieurs départements, plusieurs régions ou même plusieurs pays. Pour les villes frontalières, il ne s'agit que de la partie française.

Les statistiques relatives à la ville de Bayonne ne sont pas disponibles.

II. HABITATION

année 1984

**Il est recommandé au lecteur
de se reporter à la fois au glossaire et aux commentaires
figurant en marge des tableaux statistiques.**

II.1. DEMANDES DE PERMIS DE CONSTRUIRE

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
DEMANDES DE PERMIS DE CONSTRUIRE SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

	INDIVIDUEL		COLLECTIF		MIXTE		TOTAL	
	NBRE PC	NBRE LOGTS	NBRE PC	NBRE LOGTS	NBRE PC	NBRE LOGTS	NBRE PC	NBRE LOGTS
11-ILE DE FRANCE	21504	23857	803	26561	48	1948	22355	52366
21-CHAMPAGNE	4244	4466	59	1578	12	115	4315	6159
22-PICARDIE	8159	6264	85	2287	8	356	8252	8907
23-HT-NORMANDIE	8964	8362	85	2760	6	313	9055	11435
24-CENTRE	12922	11657	141	2117	8	185	13071	13959
25-BASSE-NORMANDIE	6559	6210	65	2554	8	183	6632	8947
26-BOURGOGNE	5930	5534	94	1497	5	135	6029	7166
31-NORD-PAS-DE-CALAIS	11382	14305	129	3425	8	537	11519	18267
41-LORRAINE	6966	6841	188	3308	7	175	7161	10324
42-ALSACE	5693	5334	265	3598	8	111	5966	9043
43-FRANCHE-COMTE	4156	4085	134	1731	9	104	4299	5920
52-PAYS DE LOIRE	17858	16630	248	5178	12	184	18118	21992
53-BRETAGNE	16659	16223	239	4048	13	375	16911	20646
54-POITOU-CHARENTES	10712	9296	84	1513	3	14	10799	10823
72-AQUITAINE	17714	16403	343	8211	6	431	18063	25045
73-MIDI-PYRENEES	13506	12315	386	7058	5	150	13897	19523
74-LIMOUSIN	4026	3637	55	616	2	46	4083	4299
82-RHONE-ALPES	22434	24867	1065	22403	29	449	23528	47719
83-AUVERGNE	6517	6896	144	2344	2	32	6663	9272
91-LANGUEDOC-ROUSSILLON	16047	19752	794	8890	22	923	16863	29565
93-PROVENCE-COTE D'AZUR	18020	18201	852	21686	29	6789	18901	46676
94-CORSE	1616	1310	87	1772	0	0	1703	3082
FRANCE ENTIERE	241588	242445	6345	135135	250	13555	248183	391135

II.2. AUTORISATIONS DE CONSTRUIRE

II.2.1. Ensemble des logements

LOGEMENTS AUTORISES VENTILES PAR SECTEUR DE FINANCEMENT (1975 - 1984)

ANNEE	TOTAL	LOCATIF AIDE	ACCESSION AIDEE	AUTRES (dont prêts conventionnés)
1975	539 273	108 603	159 288	271 382
1976	566 885	84 097	168 548	314 240
1977	504 248	72 030	158 619	273 599
1978	469 155	68 751	120 189	280 215
1979	461 994	53 865	103 774	304 355
1980	500 679	54 915	115 464	330 300
1981	488 527	63 985	112 491	312 051
1982	425 143	63 989	112 068	249 086
1983	371 845	59 652	101 540	210 653
1984	343 458	45 086	108 365	190 007

Rappelons que, depuis 1982, il n'est plus possible de disposer de séries statistiques sur les logements commencés ou terminés ventilés par secteur de financement. Pour cette raison, seule la série des logements autorisés est présentée ici.

Le lecteur intéressé par les séries de logements **financés** pourra se reporter utilement aux bulletins 'STATISTIQUES ET ETUDES GENERALES' intitulés "DONNEES ECONOMIQUES ET FINANCIERES SUR LE LOGEMENT".

Par ailleurs, le rapport du Crédit Foncier pour l'année 1984, note que, malgré la baisse des mises en chantier, l'effort budgétaire a été maintenu à un niveau élevé et que, pour la première fois depuis de nombreuses années, les **objectifs** définis par la loi de Finances pour les Prêts en Accession à la Propriété, Prêts locatifs Aidés et Prêts Conventionnés ont été simultanément **atteints**, voire **dépassés**.

Ainsi, on peut remarquer que le nombre de Prêts Conventionnés accordés en juin 1984 a été le plus élevé depuis la création de ce système de prêt en 1977.

**LOGEMENTS AUTORISES VENTILES PAR TYPE DE CONSTRUCTION
(1968 - 1984)**

ANNEE	TOTAL	INDIVIDUELS	COLLECTIFS
1968	559 430	196 991	336 900
1969	591 573	221 622	347 370
1970	538 273	199 126	318 953
(1) 1971	633 219	247 745	359 297
1972	623 649	281 412	336 650
1973	670 367	300 925	363 376
1974	641 779	294 473	343 523
1975	539 273	254 251	285 022
1976	566 885	307 784	259 201
1977	504 248	302 977	201 271
1978	469 155	299 153	170 002
1979	461 994	309 711	152 283
1980	500 679	316 912	183 767
1981	488 527	278 275	210 252
1982	425 143	250 780	174 363
(2) 1983	371 845	236 490	135 355
1984	343 458	221 648	121 810

Remarque : les chiffres ci-dessus sont en **date de prise en compte** depuis 1977 et en date réelle les années antérieures.

(1) De 1968 à 1974, le total des logements autorisés est supérieur à la somme des individuels et des collectifs car, à cette époque, les logements construits dans les locaux autres qu'habitation et les logements construits par extension ne pouvaient être ventilés par type de construction.

(2) De 1982 à 1984, l'habitat intermédiaire est inclus dans le collectif (voir GLOSSAIRE à "Type de construction".)

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS ET PIECES OU CHAMBRES SELON LE TYPE D'HABITATION ET LA NATURE DES TRAVAUX

(1) AUTORISATIONS

	HABITATION ORDINAIRE		HABITATION COMMUNAUTAIRE		HABITATION D'HEBERGEMENT		TOTAL	
	NBRE LOGTS	NBRE PIECES OU CHAMBRES	NBRE LOGTS	NBRE PIECES OU CHAMBRES	NBRE LOGTS	NBRE PIECES OU CHAMBRES	NBRE LOGTS	NBRE PIECES OU CHAMBRES
CONSTRUCTION NEUVE	318600	13514	3706	3523	1657	5482	323963	22519
EXTENSION SURELEVATION	9139	81733	408	921	145	993	9692	83647
CHGT. DE DESTINATION	9665	8131	162	320	90	425	9917	8876
TOTAL	337404	103378	4276	4764	1892	6900	343572	115042

(1) Il s'agit des "pièces ou chambres" **indépendantes**, c'est-à-dire ne faisant pas partie d'un logement.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS ET CHAMBRES OU PIECES AUTORISEES SELON LE TYPE D'HABITATION COMMUNAUTAIRE

ET LA TRANCHE D'UNITES URBAINES (1)

	FOYERS COMMUNAUT.	FOYERS DE PERSONNES AGEES	FOYERS DE JEUNES TRA- -VAILLEURS	FOYERS DE TRAVAIL. IMMIGRANT	FOYERS ENFANTS ADOLESC.	LOGTS DE TRANSITION	CITES UNIVER- -SITAIRES	CASERNEMENT	AUTRES	TOTAL
COMMUNES RURALES										
NBRE DE LOGTS	704	568	56	26	54	2	0	13	334	1053
NBRE DE CHAMBRES	421	311	6	0	104	0	0	0	916	1337
COMMUNES URBAINES										
NBRE DE LOGTS	2499	1959	152	124	264	2	100	176	446	3223
NBRE DE CHAMBRES	1201	775	316	12	98	195	142	91	1798	3427
T O T A L										
NBRE DE LOGTS	3203	2527	208	150	318	4	100	189	780	4276
NBRE DE CHAMBRES	1622	1086	322	12	202	195	142	91	2714	4764

(1) Il s'agit des "pièces ou chambres" **indépendantes**, c'est-à-dire ne faisant pas partie d'un logement.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS ET CHAMBRES OU PIECES SELON LE TYPE D'HEBERGEMENT ET LA TRANCHE D'UNITES URBAINES

(1) AUTORISATIONS

	PENSIONS DE FAMILLE		COLONIES DE VACANCES		MOTELS		HOTELS		AUTRES (DT INTERNATS)		TOTAL	
	NBRE LOGTS	NBRE CHBRES OU PIEC.	NBRE LOGTS	NBRE CHBRES OU PIEC.	NBRE LOGTS	NBRE CHBRES OU PIEC.	NBRE LOGTS	NBRE CHBRES OU PIEC.	NBRE LOGTS	NBRE CHBRES OU PIEC.	NBRE LOGTS	NBRE CHBRES OU PIEC.
COMMUNES RURALES	44	42	22	79	0	202	326	1603	302	148	694	2074
COMMUNES URBAINES	0	3	3	0	55	217	861	4043	279	563	1198	4826
TOTAL	44	45	25	79	55	419	1187	5646	581	711	1892	6900

(1) Il s'agit des "pièces ou chambres" **indépendantes**, c'est-à-dire ne faisant pas partie d'un logement.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES SELON LE FINANCEMENT PRINCIPAL ENVISAGE,
 LE TYPE DE CONSTRUCTION DU BATIMENT ET LA DESTINATION DES LOGEMENTS.

	P.L.A.	P.A.P.	PRET CONVENT.	AUTRES-NON AIDE	T O T A L	DONT RES. SEC.
INDIVIDUEL PUR	149	72329	31715	64820	169013	5109
AUTRE INDIVIDUEL	10895	19744	2905	19091	52635	3837
S/T INDIVIDUEL	11044	92073	34620	83911	221648	8946
COLLECTIF	33519	16239	5934	65009	120701	15849
HABITAT INTERMEDIAIRE	523	53	50	483	1109	39
T O T A L	45086	108365	40604	149403	343458	24834

LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION DU BATIMENT

	INDIVID. PUR	INDIVID. GROUPE	INDIVID. EN BANDE	S. TOTAL INDIVID.	COLLECTIF ORDINAIRE	COLLECTIF HABITAT COMMUN.	COLLECTIF HEBERG.	S. TOTAL COLLECTIF	HABIT. INTERMED.	TOTAL
11-ILE DE FRANCE	11649	2421	5532	19602	21803	518	181	22502	130	42234
21-CHAMPAGNE	3191	394	326	3911	1282	36	0	1318	10	5239
22-PICARDIE	4874	859	191	5924	1603	81	15	1699	0	7623
23-HT-NORMANDIE	5962	1095	714	7771	2789	201	0	2990	22	10783
24-CENTRE	8362	1882	308	10552	1916	90	10	2016	32	12600
25-BASSE-NORMANDIE	4320	191	402	4913	2006	59	1	2066	0	6979
26-BOURGOGNE	4525	645	103	5273	1417	41	2	1460	66	6799
31-NORD-PAS-DE-CALAIS	6147	1239	4380	11766	1871	212	1	2084	100	13950
41-LORRAINE	5835	548	537	6920	2741	0	26	2767	62	9749
42-ALSACE	4429	455	195	5079	4068	30	18	4116	0	9195
43-FRANCHE-COMTE	3200	241	29	3470	1639	84	0	1723	0	5193
52-PAYS-DE-LOIRE	12125	2083	1690	15898	5111	55	102	5268	43	21209
53-BRETAGNE	12120	2259	401	14780	3490	78	5	3573	0	18353
54-POITOU-CHARENTES	7072	953	480	8505	1423	0	0	1423	6	9934
72-AQUITAINE	13182	795	2686	16663	7883	566	127	8576	0	25239
73-MIDI-PYRENEES	10978	416	865	12259	6498	353	4	6855	0	19114
74-LIMOUSIN	3236	233	174	3643	551	150	3	704	4	4351
82-RHONE-ALPES	17156	3729	1346	22231	19551	371	234	20156	230	42617
83-AUVERGNE	5000	784	445	6229	1889	13	2	1904	27	8160
91-LANGUEDOC-ROUSSILLON	11417	2069	3677	17163	7599	247	43	7889	140	25192
93-PROVENCE-COTE D'AZUR	13174	1516	3191	17881	17150	30	548	17728	237	35846
94-CORSE	1059	156	0	1215	1595	159	130	1884	0	3099
FRANCE ENTIERE	169013	24963	27672	221648	115875	3374	1452	120701	1109	343458

Les logements d'habitation communautaire et d'hébergement sont traditionnellement inclus dans le collectif. Toutefois, certains d'entre eux figurent à tort dans l'individuel et n'apparaissent pas ici.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES
 SELON LA NATURE DES TRAVAUX, LE TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS ET LA DESTINATION

-NATURE DES TRAVAUX -DESTINATION	T Y P E D E C O N S T R U C T I O N D U P E R M I S					
	INDIVIDUEL PUR	AUTRE INDIVIDUEL	SOUS-TOTAL INDIVIDUEL	COLLECTIF	MIXTE	T O T A L
CONSTRUCTION NEUVE						
RESIDENCE PRINCIPALE	156387	43558	199945	93663	6540	300148
RESIDENCE SECONDAIRE	4305	3332	7637	14497	650	22784
T O T A L	160692	46890	207582	108160	7190	322932
EXTENSION						
RESIDENCE PRINCIPALE	4669	635	5304	3508	40	8852
RESIDENCE SECONDAIRE	282	33	315	449	0	764
T O T A L	4951	668	5619	3957	40	9616
CHANGEMENT DE DESTINATION						
RESIDENCE PRINCIPALE	4338	711	5049	3479	34	8562
RESIDENCE SECONDAIRE	645	132	777	505	3	1285
T O T A L	4983	843	5826	3984	37	9847
TOTAL						
RESIDENCE PRINCIPALE	165394	44904	210298	100650	6614	317562
RESIDENCE SECONDAIRE	5232	3497	8729	15451	653	24833
T O T A L	170626	48401	219027	116101	7267	342395

Logements **ordinaires** seulement ; voir Glossaire à "DESTINATION" et à "HABITATION".

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
LOGEMENTS AUTORISES SELON LA CATEGORIE DE MAITRE D'OUVRAGE

	OFFICES PUBLICS D'HLM	SOCIETES D'HLM	SOCIETES ECONOMIE MIXTE	SOCIETES VOUEES CONSTRUC.	ENTREPR. A CARACT. COMMERC.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMINIS.	AUTRES PERSON. MORALES	PARTI- CULIERS	T O T A L
11-ILE DE FRANCE	1647	8403	1745	14352	2207	487	275	426	12692	42234
21-CHAMPAGNE	575	792	27	401	30	27	39	16	3332	5239
22-PICARDIE	743	1244	3	463	45	56	52	72	4945	7623
23-HT-NORMANDIE	355	1759	354	1942	105	65	0	169	6034	10783
24-CENTRE	828	1604	72	1325	64	42	25	109	8531	12600
25-BASSE-NORMANDIE	607	802	47	1106	3	16	1	47	4350	6979
26-BOURGOGNE	724	536	94	501	177	62	8	64	4633	6799
31-NORD-PAS-DE-CALAIS	874	2919	60	3043	245	12	107	168	6522	13950
41-LORRAINE	848	995	0	1471	106	131	60	82	6056	9749
42-ALSACE	341	520	97	3291	75	17	43	159	4652	9195
43-FRANCHE-COMTE	487	340	44	820	45	33	10	43	3371	5193
52-PAYS-DE-LOIRE	1409	1517	18	4567	534	66	8	107	12983	21209
53-BRETAGNE	1724	1121	95	1858	221	86	14	522	12712	18353
54-POITOU-CHARENTES	323	632	38	1001	48	32	1	114	7745	9934
72-AQUITAINE	1442	2146	675	3353	89	105	24	2916	14489	25239
73-MIDI-PYRENEES	831	1360	444	2693	273	224	49	619	12621	19114
74-LIMOUSIN	240	325	84	191	22	94	2	39	3354	4351
82-RHONE-ALPES	3738	2555	584	11167	960	425	388	622	22292	42731
83-Auvergne	515	607	73	1353	65	121	41	59	5326	8160
91-LANGUEDOC-ROUSSILLON	1056	1135	288	4868	602	164	83	2609	14387	25192
93-PROVENCE-COTE D'AZUR	1897	1407	575	7907	2207	188	66	3711	17888	35846
94-CORSE	151	128	7	201	1	13	44	1	2553	3099
FRANCE ENTIERE	21355	32847	5424	67874	8124	2466	1340	12674	191468	343572

Ensemble des logements.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES
SELON LA NATURE DES TRAVAUX ET LE TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS

NATURE DES TRAVAUX	TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS					TOTAL
	INDIVIDUEL PUR	AUTRE INDIVIDUEL	SOUS-TOTAL INDIVIDUEL	COLLECTIF	MIXTE	
11-ILE DE FRANCE						
CONSTRUCTION NEUVE	11499	7284	18783	20569	2149	41501
EXTENSION	70	3	73	276	25	374
CHANGEMENT DE DESTINATION	78	13	91	268	0	359
TOTAL	11647	7300	18947	21113	2174	42234
21-CHAMPAGNE						
CONSTRUCTION NEUVE	3078	690	3768	1180	126	5074
EXTENSION	75	0	75	7	0	82
CHANGEMENT DE DESTINATION	42	0	42	41	0	83
TOTAL	3195	690	3885	1228	126	5239
22-PICARDIE						
CONSTRUCTION NEUVE	4746	784	5530	1418	397	7345
EXTENSION	40	0	40	0	0	40
CHANGEMENT DE DESTINATION	90	6	96	129	13	238
TOTAL	4876	790	5666	1547	410	7623
23-HAUTE-NORMANDIE						
CONSTRUCTION NEUVE	5669	1520	7189	2333	817	10339
EXTENSION	17	0	17	34	0	51
CHANGEMENT DE DESTINATION	276	50	326	67	0	393
TOTAL	5962	1570	7532	2434	817	10783
24-CENTRE						
CONSTRUCTION NEUVE	7893	2084	9977	1543	337	11857
EXTENSION	82	0	82	31	0	113
CHANGEMENT DE DESTINATION	392	28	420	210	0	630
TOTAL	8367	2112	10479	1784	337	12600

Une "Note Verte Economique" (série Informations rapides), spécialement consacrée aux extensions, est en cours de réalisation.

NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES

SELON LA NATURE DES TRAVAUX ET LE TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS

NATURE DES TRAVAUX	TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS					TOTAL
	INDIVIDUEL PUR	AUTRE INDIVIDUEL	SOUS-TOTAL INDIVIDUEL	COLLECTIF	MIXTE	
25-BASSE-NORMANDIE						
CONSTRUCTION NEUVE	3834	546	4380	1851	180	6411
EXTENSION	320	0	320	6	0	326
CHANGEMENT DE DESTINATION	169	4	173	68	0	241
TOTAL	4323	550	4873	1925	180	6978
26-BOURGOGNE						
CONSTRUCTION NEUVE	4244	703	4947	1235	130	6312
EXTENSION	99	2	101	15	0	116
CHANGEMENT DE DESTINATION	184	34	218	150	3	371
TOTAL	4527	739	5266	1400	133	6799
31-NORD-PAS-DE-CALAIS						
CONSTRUCTION NEUVE	5761	5159	10920	1890	203	13013
EXTENSION	565	152	717	87	0	804
CHANGEMENT DE DESTINATION	14	16	30	103	0	133
TOTAL	6340	5327	11667	2080	203	13950
41-LORRAINE						
CONSTRUCTION NEUVE	5675	966	6641	2506	155	9302
EXTENSION	100	11	111	93	0	204
CHANGEMENT DE DESTINATION	96	28	124	119	0	243
TOTAL	5871	1005	6876	2718	155	9749
42-ALSACE						
CONSTRUCTION NEUVE	3887	554	4441	3283	62	7786
EXTENSION	411	8	419	329	0	748
CHANGEMENT DE DESTINATION	129	53	182	433	3	618
TOTAL	4427	615	5042	4045	65	9152

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE

NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES

SELON LA NATURE DES TRAVAUX ET LE TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS

62

NATURE DES TRAVAUX	TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS					TOTAL
	INDIVIDUEL PUR	AUTRE INDIVIDUEL	SOUS-TOTAL INDIVIDUEL	COLLECTIF	MIXTE	
43-FRANCHE-COMTE						
CONSTRUCTION NEUVE	3053	248	3301	1347	61	4709
EXTENSION	71	0	71	245	0	316
CHANGEMENT DE DESTINATION	77	0	77	91	0	168
TOTAL	3201	248	3449	1683	61	5193
52-PAYS-DE-LOIRE						
CONSTRUCTION NEUVE	11850	3649	15499	4882	168	20549
EXTENSION	84	8	92	121	0	213
CHANGEMENT DE DESTINATION	242	8	250	197	0	447
TOTAL	12176	3665	15841	5200	168	21209
53-BRETAGNE						
CONSTRUCTION NEUVE	11562	2386	13948	3091	321	17360
EXTENSION	170	30	200	67	0	267
CHANGEMENT DE DESTINATION	394	112	506	209	10	725
TOTAL	12126	2528	14654	3367	331	18352
54-POITOU-CHARENTES						
CONSTRUCTION NEUVE	6813	1356	8169	1257	5	9431
EXTENSION	81	26	107	6	0	113
CHANGEMENT DE DESTINATION	176	45	221	157	8	386
TOTAL	7070	1427	8497	1420	13	9930
72-AQUITAINE						
CONSTRUCTION NEUVE	12437	3202	15639	7893	143	23675
EXTENSION	368	169	537	350	0	887
CHANGEMENT DE DESTINATION	393	81	474	201	0	675
TOTAL	13198	3452	16650	8444	143	25237

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE

NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES

SELON LA NATURE DES TRAVAUX ET LE TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS

NATURE DES TRAVAUX	TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS					TOTAL
	INDIVIDUEL PUR	AUTRE INDIVIDUEL	SOUS-TOTAL INDIVIDUEL	COLLECTIF	MIXTE	
73-MIDI-PYRENEES						
CONSTRUCTION NEUVE	10430	1206	11636	6362	127	18125
EXTENSION	314	6	320	311	0	631
CHANGEMENT DE DESTINATION	242	10	252	106	0	358
TOTAL	10986	1222	12208	6779	127	19114
74-LIMOUSIN						
CONSTRUCTION NEUVE	2936	362	3298	614	46	3958
EXTENSION	125	5	130	14	0	144
CHANGEMENT DE DESTINATION	177	14	191	58	0	249
TOTAL	3238	381	3619	686	46	4351
82-RHONE-ALPES						
CONSTRUCTION NEUVE	15430	4989	20419	18824	104	39347
EXTENSION	831	154	985	700	0	1685
CHANGEMENT DE DESTINATION	912	58	970	722	0	1692
TOTAL	17173	5201	22374	20246	104	42724
83-AUVERGNE						
CONSTRUCTION NEUVE	4513	1154	5667	1673	49	7389
EXTENSION	183	6	189	93	0	282
CHANGEMENT DE DESTINATION	309	47	356	133	0	489
TOTAL	5005	1207	6212	1899	49	8160
91-LANGUEDOC-ROUSSILLON						
CONSTRUCTION NEUVE	11989	3899	15888	6726	1000	23614
EXTENSION	353	49	402	387	15	804
CHANGEMENT DE DESTINATION	363	64	427	341	0	768
TOTAL	12705	4012	16717	7454	1015	25186

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES
 SELON LA NATURE DES TRAVAUX ET LE TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS

NATURE DES TRAVAUX	TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS					TOTAL
	INDIVIDUEL PUR	AUTRE INDIVIDUEL	SOUS-TOTAL INDIVIDUEL	COLLECTIF	MIXTE	
93-PROVENCE-COTE D'AZUR						
CONSTRUCTION NEUVE	12369	4209	16578	16545	612	33735
EXTENSION	569	102	671	791	0	1462
CHANGEMENT DE DESTINATION	240	172	412	234	0	646
TOTAL	13178	4483	17661	17570	612	35843
94-CORSE						
CONSTRUCTION NEUVE	1035	156	1191	1878	0	3069
EXTENSION	24	0	24	6	0	30
CHANGEMENT DE DESTINATION	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1059	156	1215	1884	0	3099
FRANCE ENTIERE						
CONSTRUCTION NEUVE	160703	47106	207809	108900	7192	323901
EXTENSION	4952	731	5683	3969	40	9692
CHANGEMENT DE DESTINATION	4995	843	5838	4037	37	9912
TOTAL	170650	48680	219330	116906	7269	343505

Ensemble des logements.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS ET LOGEMENTS AUTORISES SELON LE FINANCEMENT PRINCIPAL ENVISAGE,
 LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL ET LA TAILLE DU PERMIS

		1 LOGT.	2 LOGTS	3-9 LOGTS	10-19 LOGTS	20-49 LOGTS	50-99 LOGTS	100-199 LOGTS	200 LOGTS ET PLUS	TOTAL
<u>LOCATIF AIDE</u>										
INDIVIDUEL	PC	150	38	228	167	130	29	4	0	746
	LOGT	150	76	1274	2159	3811	1820	423	0	9713
COLLECTIF	PC	1	9	156	189	290	158	57	2	862
	LOGT	1	18	892	2600	9320	11115	7366	412	31724
MIXTE	PC	0	0	3	2	32	19	9	0	65
	LOGT	0	0	18	30	1111	1322	1168	0	3649
TOTAL	PC	151	47	387	358	452	206	70	2	1673
	LOGT	151	94	2184	4789	14242	14257	8957	412	45086
<u>ACCESSION AIDEE</u>										
INDIVIDUEL	PC	72991	191	217	214	277	70	10	1	73971
	LOGT	72991	382	1213	2959	8287	4363	1376	273	91844
COLLECTIF	PC	12	47	56	98	164	79	15	2	473
	LOGT	12	94	343	1439	5308	5575	2084	623	15478
MIXTE	PC	0	0	3	4	7	4	4	0	22
	LOGT	0	0	13	55	232	296	547	0	1143
TOTAL	PC	73003	238	276	316	448	153	29	3	74466
	LOGT	73003	476	1569	4453	13827	10234	4007	896	108465
<u>-PRET CONVENTIONNE-</u>										
INDIVIDUEL	PC	32028	141	71	30	27	6	2	0	32305
	LOGT	32028	282	369	406	814	437	215	0	34551
COLLECTIF	PC	12	54	65	70	56	22	10	0	289
	LOGT	12	108	375	963	1723	1392	1173	0	5746
MIXTE	PC	0	0	1	1	3	1	1	0	7
	LOGT	0	0	3	18	85	75	124	0	305
TOTAL	PC	32040	195	137	101	86	29	13	0	32601
	LOGT	32040	390	747	1387	2622	1904	1512	0	40602
<u>AUTRES - NON AIDE-</u>										
INDIVIDUEL	PC	65481	830	596	228	193	36	10	3	67377
	LOGT	65481	1660	2992	3050	5700	2423	1258	658	83222
COLLECTIF	PC	178	555	1036	478	576	238	83	17	3161
	LOGT	178	1110	5317	6628	18211	16354	11948	4212	63958
MIXTE	PC	6	2	10	8	10	8	6	1	51
	LOGT	6	4	52	108	311	539	873	279	2172
TOTAL	PC	65665	1387	1642	714	779	282	99	21	70589
	LOGT	65665	2774	8361	9786	24222	19316	14079	5149	149352
<u>TOTAL-</u>										
INDIVIDUEL	PC	170650	1200	1112	639	627	141	26	4	174399
	LOGT	170650	2400	5848	8574	18612	9043	3272	931	219330
COLLECTIF	PC	203	665	1313	835	1086	497	165	21	4785
	LOGT	203	1330	6927	11630	34562	34436	22571	5247	116906
MIXTE	PC	6	2	17	15	52	32	20	1	145
	LOGT	6	4	86	211	1739	2232	2712	279	7269
TOTAL	PC	170859	1867	2442	1489	1765	670	211	26	179329
	LOGT	170859	3734	12861	20415	54913	45711	28555	6457	343505

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS ET LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL ET LA TAILLE DU PERMIS

		1 LOGT.	2 LOGTS	3-9 LOGTS	10-19 LOGTS	20-49 LOGTS	50-99 LOGTS	100-199 LOGTS	200 LOGTS ET PLUS	TOTAL
11-ILE DE FRANCE										
INDIVIDUEL	PC	11647	130	79	38	93	40	5	0	12032
	LOGT	11647	260	377	516	3097	2502	548	0	18947
COLLECTIF	PC	25	54	136	96	155	108	40	3	617
	LOGT	25	108	756	1317	5172	7708	5387	640	21113
MIXTE	PC	5	1	2	2	12	10	7	0	39
	LOGT	5	2	9	24	430	752	952	0	2174
TOTAL	PC	11677	185	217	136	260	158	52	3	12688
	LOGT	11677	370	1142	1857	8699	10962	6887	640	42234
21-CHAMPAGNE										
INDIVIDUEL	PC	3195	4	19	15	12	1	0	0	3246
	LOGT	3195	8	114	177	337	54	0	0	3885
COLLECTIF	PC	0	0	14	7	13	4	3	0	41
	LOGT	0	0	81	93	403	259	392	0	1228
MIXTE	PC	0	0	0	1	0	2	0	0	3
	LOGT	0	0	0	15	0	111	0	0	126
TOTAL	PC	3195	4	33	23	25	7	3	0	3290
	LOGT	3195	8	195	285	740	424	392	0	5239
22-PICARDIE										
INDIVIDUEL	PC	4876	8	11	14	16	1	0	0	4926
	LOGT	4876	16	58	181	485	50	0	0	5666
COLLECTIF	PC	0	7	21	7	21	5	3	0	64
	LOGT	0	14	122	87	608	344	372	0	1547
MIXTE	PC	0	0	0	1	3	3	1	0	8
	LOGT	0	0	0	13	86	185	126	0	410
TOTAL	PC	4876	15	32	22	40	9	4	0	4998
	LOGT	4876	30	180	281	1179	579	498	0	7623
23-HT-NORMANDIE										
INDIVIDUEL	PC	5962	13	11	14	25	8	0	0	6033
	LOGT	5962	26	58	188	821	477	0	0	7532
COLLECTIF	PC	2	2	16	14	18	16	2	1	71
	LOGT	2	4	74	194	564	1133	263	200	2434
MIXTE	PC	0	0	0	0	2	5	3	0	10
	LOGT	0	0	0	0	68	351	398	0	817
TOTAL	PC	5964	15	27	28	45	29	5	1	6114
	LOGT	5964	30	132	382	1453	1961	661	200	10783
24-CENTRE										
INDIVIDUEL	PC	8367	21	79	37	26	2	2	0	8534
	LOGT	8367	42	457	476	772	129	236	0	10479
COLLECTIF	PC	9	13	44	25	13	4	4	0	112
	LOGT	9	26	224	335	403	242	545	0	1784
MIXTE	PC	0	0	2	0	5	0	1	0	8
	LOGT	0	0	11	0	172	0	154	0	337
TOTAL	PC	8376	34	125	62	44	6	7	0	8654
	LOGT	8376	68	692	811	1347	371	935	0	12600

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS ET LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL ET LA TAILLE DU PERMIS

		1 LOGT.	2 LOGTS	3-9 LOGTS	10-19 LOGTS	20-49 LOGTS	50-99 LOGTS	100-199 LOGTS	200 LOGTS ET PLUS	TOTAL
25-BASSE-NORMANDIE										
INDIVIDUEL	PC	4323	14	13	15	9	0	0	0	4374
	LOGT	4323	28	63	211	248	0	0	0	4873
COLLECTIF	PC	1	1	6	9	16	10	2	1	46
	LOGT	1	2	23	114	509	678	212	386	1925
MIXTE	PC	0	0	1	2	0	2	0	0	5
	LOGT	0	0	9	21	0	150	0	0	180
TOTAL	PC	4324	15	20	26	25	12	2	1	4425
	LOGT	4324	30	95	346	757	828	212	386	6978
26-BOURGOGNE										
INDIVIDUEL	PC	4527	12	23	16	11	1	0	0	4590
	LOGT	4527	24	134	222	282	77	0	0	5266
COLLECTIF	PC	1	5	28	16	21	5	0	0	76
	LOGT	1	10	152	227	647	363	0	0	1400
MIXTE	PC	0	0	1	0	1	0	1	0	3
	LOGT	0	0	3	0	20	0	110	0	133
TOTAL	PC	4528	17	52	32	33	6	1	0	4669
	LOGT	4528	34	289	449	949	440	110	0	6799
31-NORD-PAS-DE-CALAIS										
INDIVIDUEL	PC	6340	23	68	78	94	13	2	0	6618
	LOGT	6340	46	405	1095	2688	835	258	0	11667
COLLECTIF	PC	2	4	17	23	25	11	0	0	82
	LOGT	2	8	103	334	842	791	0	0	2080
MIXTE	PC	0	0	0	0	4	1	0	0	5
	LOGT	0	0	0	0	141	62	0	0	203
TOTAL	PC	6342	27	85	101	123	25	2	0	6705
	LOGT	6342	54	508	1429	3671	1688	258	0	13950
41-LORRAINE										
INDIVIDUEL	PC	5871	25	29	10	17	3	0	0	5955
	LOGT	5871	50	135	130	497	193	0	0	6876
COLLECTIF	PC	8	18	61	19	35	11	3	0	155
	LOGT	8	36	331	273	1013	705	352	0	2718
MIXTE	PC	0	0	1	0	4	0	0	0	5
	LOGT	0	0	5	0	150	0	0	0	155
TOTAL	PC	5879	43	91	29	56	14	3	0	6115
	LOGT	5879	86	471	403	1660	898	352	0	9749
42-ALSACE										
INDIVIDUEL	PC	4427	25	23	8	5	2	0	0	4490
	LOGT	4427	50	114	129	164	158	0	0	5042
COLLECTIF	PC	13	45	70	41	47	12	5	0	233
	LOGT	13	90	380	604	1415	857	686	0	4045
MIXTE	PC	0	0	3	0	0	1	0	0	4
	LOGT	0	0	10	0	0	55	0	0	65
TOTAL	PC	4440	70	96	49	52	15	5	0	4727
	LOGT	4440	140	504	733	1579	1070	686	0	9152

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS ET LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL ET LA TAILLE DU PERMIS

		1 LOGT.	2 LOGTS	3-9 LOGTS	10-19 LOGTS	20-49 LOGTS	50-99 LOGTS	100-199 LOGTS	200 LOGTS ET PLUS	TOTAL
<u>43-FRANCHE-COMTE</u>										
INDIVIDUEL	PC	3201	8	10	4	4	0	0	0	3227
	LOGT	3201	16	45	60	127	0	0	0	3449
COLLECTIF	PC	2	25	42	14	16	8	1	0	108
	LOGT	2	50	230	191	503	574	133	0	1683
MIXTE	PC	0	0	1	0	2	0	0	0	3
	LOGT	0	0	6	0	55	0	0	0	61
TOTAL	PC	3203	33	53	18	22	8	1	0	3338
	LOGT	3203	66	281	251	685	574	133	0	5193
<u>52-PAYS-DE-LOIRE</u>										
INDIVIDUEL	PC	12176	45	102	65	44	9	1	1	12443
	LOGT	12176	90	533	857	1270	602	113	200	15841
COLLECTIF	PC	1	24	64	41	52	21	5	1	209
	LOGT	1	48	365	567	1623	1500	696	400	5200
MIXTE	PC	0	0	0	1	5	0	0	0	6
	LOGT	0	0	0	17	151	0	0	0	168
TOTAL	PC	12177	69	166	107	101	30	6	2	12658
	LOGT	12177	138	898	1441	3044	2102	809	600	21209
<u>53-BRETAGNE</u>										
INDIVIDUEL	PC	12126	32	98	59	34	3	0	0	12352
	LOGT	12126	64	532	757	942	233	0	0	14654
COLLECTIF	PC	4	14	48	47	50	14	0	0	177
	LOGT	4	28	242	665	1560	868	0	0	3367
MIXTE	PC	0	0	0	1	4	1	1	0	7
	LOGT	0	0	0	10	109	60	152	0	331
TOTAL	PC	12130	46	146	107	88	18	1	0	12536
	LOGT	12130	92	774	1432	2611	1161	152	0	18352
<u>54-POITOU-CHARENTES</u>										
INDIVIDUEL	PC	7070	28	56	20	13	3	2	0	7192
	LOGT	7070	56	288	266	347	175	295	0	8497
COLLECTIF	PC	3	3	26	10	14	4	3	0	63
	LOGT	3	6	124	157	431	261	438	0	1420
MIXTE	PC	0	0	2	0	0	0	0	0	2
	LOGT	0	0	13	0	0	0	0	0	13
TOTAL	PC	7073	31	84	30	27	7	5	0	7257
	LOGT	7073	62	425	423	778	436	733	0	9930
<u>72-AQUITAINE</u>										
INDIVIDUEL	PC	13198	64	67	39	43	8	6	0	13425
	LOGT	13198	128	379	509	1250	511	675	0	16650
COLLECTIF	PC	36	36	71	53	80	38	10	3	327
	LOGT	36	72	378	738	2664	2552	1284	720	8444
MIXTE	PC	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	LOGT	0	0	0	0	0	0	143	0	143
TOTAL	PC	13234	100	138	92	123	46	17	3	13753
	LOGT	13234	200	757	1247	3914	3063	2102	720	25237

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS ET LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL ET LA TAILLE DU PERMIS

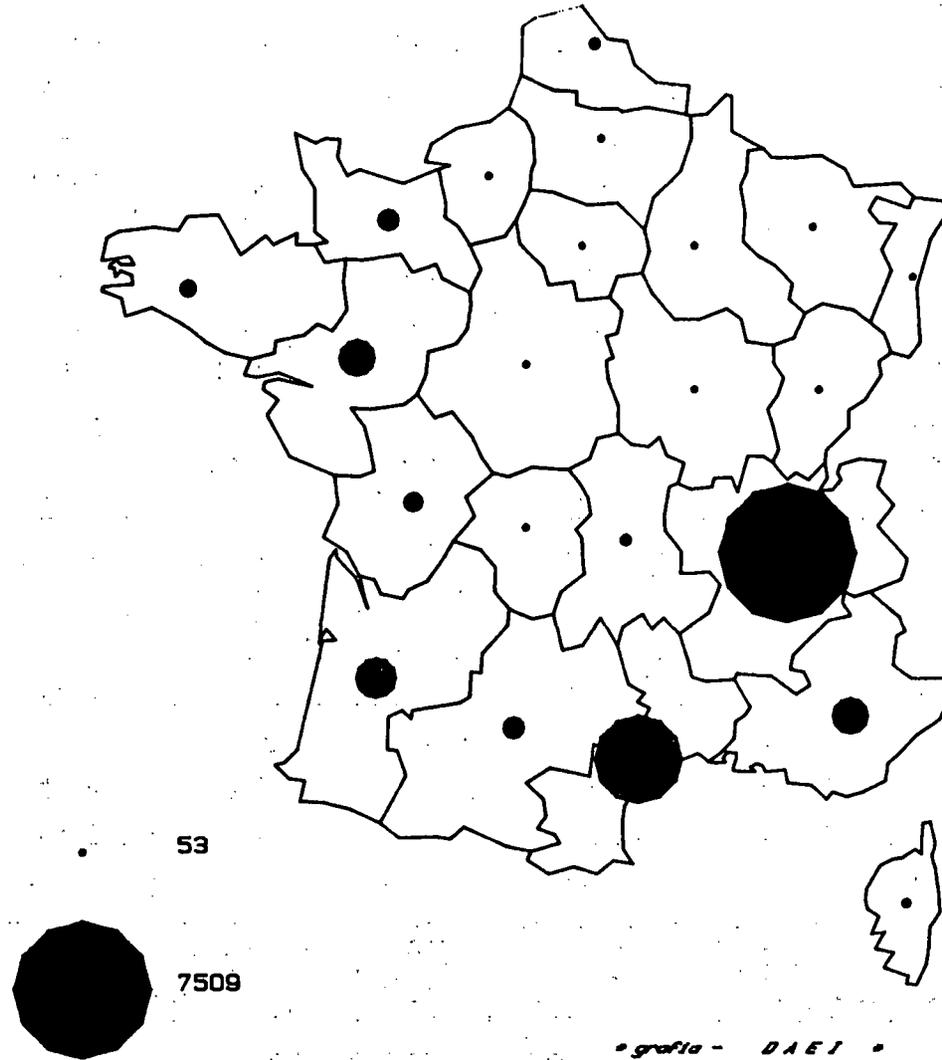
		1 LOGT.	2 LOGTS	3-9 LOGTS	10-19 LOGTS	20-49 LOGTS	50-99 LOGTS	100-199 LOGTS	200 LOGTS ET PLUS	TOTAL
73-MIDI-PYRENEES										
INDIVIDUEL	PC	10986	33	29	13	15	6	0	0	11082
	LOGT	10986	66	145	180	428	403	0	0	12208
COLLECTIF	PC	14	63	113	59	55	22	12	1	339
	LOGT	14	126	601	823	1718	1641	1655	201	6779
MIXTE	PC	0	0	0	0	0	0	1	0	1
	LOGT	0	0	0	0	0	0	127	0	127
TOTAL	PC	11000	96	142	72	70	28	13	1	11422
	LOGT	11000	192	746	1003	2146	2044	1782	201	19114
74-LIMOUSIN										
INDIVIDUEL	PC	3238	10	26	8	2	1	0	0	3285
	LOGT	3238	20	135	98	49	79	0	0	3619
COLLECTIF	PC	1	15	18	11	6	3	0	0	54
	LOGT	1	30	97	155	185	218	0	0	686
MIXTE	PC	0	1	0	0	1	0	0	0	2
	LOGT	0	2	0	0	44	0	0	0	46
TOTAL	PC	3239	26	44	19	9	4	0	0	3341
	LOGT	3239	52	232	253	278	297	0	0	4351
82-RHONE-ALPES										
INDIVIDUEL	PC	17173	159	134	75	58	17	3	0	17619
	LOGT	17173	318	714	998	1681	1019	471	0	22374
COLLECTIF	PC	39	153	212	145	217	83	27	3	879
	LOGT	39	306	1058	2033	6937	5496	3665	712	20246
MIXTE	PC	0	0	0	1	3	0	0	0	4
	LOGT	0	0	0	17	87	0	0	0	104
TOTAL	PC	17212	312	346	221	278	100	30	3	18502
	LOGT	17212	624	1772	3048	8705	6515	4136	712	42724
83-AUVERGNE										
INDIVIDUEL	PC	5005	19	62	23	16	1	0	0	5126
	LOGT	5005	38	351	316	424	78	0	0	6212
COLLECTIF	PC	3	18	40	30	17	7	2	0	117
	LOGT	3	36	207	382	482	501	288	0	1899
MIXTE	PC	0	0	0	1	1	0	0	0	2
	LOGT	0	0	0	19	30	0	0	0	49
TOTAL	PC	5008	37	102	54	34	8	2	0	5245
	LOGT	5008	74	558	717	936	579	288	0	8160
91-LANGUEDOC-ROUSSILLON										
INDIVIDUEL	PC	12705	148	75	51	45	15	3	0	13042
	LOGT	12705	296	353	687	1327	944	405	0	16717
COLLECTIF	PC	24	36	84	47	54	28	15	2	290
	LOGT	24	72	411	648	1753	1869	2181	496	7454
MIXTE	PC	0	0	1	2	2	4	2	1	12
	LOGT	0	0	8	32	75	302	319	279	1015
TOTAL	PC	12729	184	160	100	101	47	20	3	13344
	LOGT	12729	368	772	1367	3155	3115	2905	775	25186

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 PERMIS ET LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL ET LA TAILLE DU PERMIS

		1 LOGT.	2 LOGTS	3-9 LOGTS	10-19 LOGTS	20-49 LOGTS	50-99 LOGTS	100-199 LOGTS	200 LOGTS ET PLUS	TOTAL
93-PROVENCE-COTE D'AZUR										
INDIVIDUEL	PC	13178	372	89	37	44	6	2	3	13731
	LOGT	13178	744	427	521	1348	441	271	731	17661
COLLECTIF	PC	15	117	155	106	141	77	25	6	642
	LOGT	15	234	824	1499	4513	5433	3560	1492	17570
MIXTE	PC	1	0	3	3	3	3	2	0	15
	LOGT	1	0	12	43	121	204	231	0	612
TOTAL	PC	13194	489	247	146	188	86	29	9	14388
	LOGT	13194	978	1263	2063	5982	6078	4062	2223	35843
94-CORSE										
INDIVIDUEL	PC	1059	7	9	0	1	1	0	0	1077
	LOGT	1059	14	31	0	28	83	0	0	1215
COLLECTIF	PC	0	12	27	15	20	6	3	0	83
	LOGT	0	24	144	194	617	443	462	0	1884
MIXTE	PC	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	LOGT	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	PC	1059	19	36	15	21	7	3	0	1160
	LOGT	1059	38	175	194	645	526	462	0	3099
<u>FRANCE ENTIERE</u>										
INDIVIDUEL	PC	170650	1200	1112	639	627	141	26	4	174399
	LOGT	170650	2400	5848	8574	18612	9043	3272	931	219330
COLLECTIF	PC	203	665	1313	835	1086	497	165	21	4785
	LOGT	203	1330	6927	11630	34562	34436	22571	5247	116906
MIXTE	PC	6	2	17	15	52	32	20	1	145
	LOGT	6	4	86	211	1739	2232	2712	279	7269
TOTAL	PC	170859	1867	2442	1489	1765	670	211	26	179329
	LOGT	170859	3734	12861	20415	54913	45711	28555	6457	343505

RESIDENCES SECONDAIRES AUTORISEES

Année 1984



Nombre de logements

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
LOGEMENTS AUTORISES SELON LE MODE D'UTILISATION ET LA DESTINATION

RESIDENCE PRINCIPALE								: RESID. :	: T O T A L :
								: SECOND. :	
	: OCCUPATION :	: VENTE OU :	: LOCATION :	: MIXTE A :	: MIXTE A :	: LOGEMENT :	: T O T A L :		
	: PERSONNELLE :	: LOCATION :	: VIDE OU :	: MAJORITE :	: MAJORITE :	: DE FONCTION :			
		: VENTE :	: MEUBLEE :	: LOCATION :	: VENTE :				
: 11-ILE DE FRANCE	: 12218	: 12160	: 15713	: 767	: 624	: 634	: 42116	: 53	: 42169
: 21-CHAMPAGNE	: 3332	: 495	: 1268	: 44	: 13	: 23	: 5175	: 64	: 5239
: 22-PICARDIE	: 4855	: 538	: 1956	: 50	: 18	: 129	: 7546	: 77	: 7623
: 23-HT-NORMANDIE	: 5884	: 1604	: 2856	: 31	: 17	: 47	: 10439	: 87	: 10526
: 24-CENTRE	: 8443	: 1202	: 2563	: 103	: 0	: 135	: 12446	: 123	: 12569
: 25-BASSE-NORMANDIE	: 4243	: 559	: 1061	: 0	: 9	: 23	: 5895	: 1031	: 6926
: 26-BOURGOGNE	: 4601	: 908	: 1060	: 6	: 0	: 53	: 6628	: 128	: 6756
: 31-NORD-PAS-DE-CALAIS	: 7655	: 2547	: 2725	: 109	: 131	: 158	: 13325	: 601	: 13926
: 41-LORRAINE	: 5813	: 1446	: 2079	: 134	: 0	: 149	: 9621	: 128	: 9749
: 42-ALSACE	: 4315	: 3321	: 1423	: 6	: 0	: 61	: 9126	: 68	: 9194
: 43-FRANCHE-COMTE	: 3167	: 820	: 678	: 63	: 226	: 53	: 5007	: 108	: 5115
: 52-PAYS-DE-LOIRE	: 11937	: 4136	: 3059	: 1	: 58	: 70	: 19261	: 1947	: 21208
: 53-BRETAGNE	: 11913	: 2926	: 2473	: 6	: 13	: 72	: 17403	: 851	: 18254
: 54-POITOU-CHARENTES	: 7164	: 744	: 909	: 37	: 42	: 28	: 8924	: 1010	: 9934
: 72-AQUITAINE	: 13612	: 6129	: 2935	: 61	: 97	: 198	: 23032	: 2144	: 25176
: 73-MIDI-PYRENEES	: 11052	: 4082	: 2619	: 54	: 75	: 149	: 18031	: 1082	: 19113
: 74-LIMOUSIN	: 3301	: 235	: 426	: 3	: 10	: 29	: 4004	: 188	: 4192
: 82-RHONE-ALPES	: 17281	: 10942	: 5751	: 233	: 399	: 582	: 35188	: 7509	: 42697
: 83-AUVERGNE	: 5252	: 1021	: 1096	: 22	: 123	: 117	: 7631	: 516	: 8147
: 91-LANGUEDOC-ROUSSILLON	: 12934	: 4923	: 2028	: 44	: 43	: 291	: 20263	: 4744	: 25007
: 93-PROVENCE-COTE D'AZUR	: 14124	: 15828	: 3217	: 517	: 47	: 211	: 33944	: 1899	: 35843
: 94-CORSE	: 1130	: 283	: 1067	: 39	: 83	: 21	: 2623	: 476	: 3099
: FRANCE ENTIERE:	174226	: 76849	: 58962	: 2330	: 2028	: 3233	: 317628	: 24834	: 342462

Logements ordinaires seulement. Voir graphique des résidences secondaires page 71.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES SELON LA CATEGORIE DE MAITRE D'OUVRAGE, LE MODE D'UTILISATION, LA DESTINATION

	OFFICES PUBLICS D'HLM	SOCIETES D'HLM	SOCIETES ECONOMIE MIXTE	SOCIETES VOUEES CONSTRUC.	ENTREPR. A CARACT. COMMERC.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMINIS.	AUTRES PERSON. MORALES	PARTI- CULIERS	T O T A L
<u>RESIDENCE PRINCIPALE</u>										
OCCUPATION PERSONNELLE	1579	1499	151	3797	587	96	69	1115	165333	174226
VENTE OU LOCATION VENTE	3321	8009	1582	42071	4558	174	72	7878	9184	76849
LOCATION VIDE OU MEUBLEE	15374	20962	3167	9866	1436	1211	210	1928	4808	58962
MIXTE A MAJORITE LOCATION	198	962	30	613	0	53	33	32	409	2330
MIXTE A MAJORITE VENTE	170	526	50	788	199	0	0	46	249	2028
LOGEMENT DE FONCTION OU OCCUPATION A TITRE GRATUIT	183	270	85	271	285	649	881	224	385	3233
T O T A L	20825	32228	5065	57406	7065	2183	1265	11223	180368	317628
<u>RESIDENCE SECONDAIRE</u>	271	337	181	10408	1052	186	75	1254	11070	24834
T O T A L	21096	32565	5246	67814	8117	2369	1340	12477	191438	342462

Logements ordinaires seulement.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES SELON LE NOMBRE DE PIECES, LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

	1 PIECE	2 PIECES	3 PIECES	4 PIECES	5 PIECES	6 PIECES ET PLUS	T O T A L
INDIVIDUEL PUR	1609	3379	15025	51492	69334	29811	170650
AUTRE INDIVIDUEL	2992	5008	7317	16380	13818	3165	48680
S / T INDIVIDUEL	4601	8387	22342	67872	83152	32976	219330
COLLECTIF	26997	30956	30712	20836	6406	999	116906
MIXTE	757	1524	2012	1978	877	121	7269
T O T A L	32355	40867	55066	90686	90435	34096	343505

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES SELON LE NOMBRE DE PIECES.LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

	1 PIECE	2 PIECES	3 PIECES	4 PIECES	5 PIECES	6 PIECES ET PLUS	T O T A L
11-I L L E _ D E _ F R A N C E							
INDIVIDUEL	45	189	1439	6082	7503	3689	18947
COLLECTIF	2735	4803	7587	4743	1129	116	21113
MIXTE	96	337	683	634	365	59	2174
T O T A L	2876	5329	9709	11459	8997	3864	42234
21-C H A M P A G N E							
INDIVIDUEL	27	65	230	1118	1787	658	3885
COLLECTIF	133	244	379	300	148	24	1228
MIXTE	0	29	47	37	11	2	126
T O T A L	160	338	656	1455	1946	684	5239
22-P I C A R D I E							
INDIVIDUEL	42	128	667	1889	2158	782	5666
COLLECTIF	237	387	532	300	75	16	1547
MIXTE	32	55	114	133	51	25	410
T O T A L	311	570	1313	2322	2284	823	7623
23-H T - N O R M A N D I E							
INDIVIDUEL	38	174	573	2341	3197	1209	7532
COLLECTIF	370	580	785	538	146	15	2434
MIXTE	80	114	262	212	138	11	817
T O T A L	488	868	1620	3091	3481	1235	10783
24-C E N T R E							
INDIVIDUEL	77	333	1148	3732	3898	1291	10479
COLLECTIF	338	474	548	303	116	5	1784
MIXTE	13	84	135	69	36	0	337
T O T A L	428	891	1831	4104	4050	1296	12600

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES SELON LE NOMBRE DE PIECES. LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

	1 PIECE	2 PIECES	3 PIECES	4 PIECES	5 PIECES	6 PIECES ET PLUS	T O T A L
25-BASSE-NORMANDIE							
INDIVIDUEL	51	209	483	1341	1977	812	4873
COLLECTIF	214	852	509	303	36	11	1925
MIXTE	1	40	88	45	6	0	180
T O T A L	266	1101	1080	1689	2019	823	6978
26-BOURGOGNE							
INDIVIDUEL	48	150	546	1723	2075	724	5266
COLLECTIF	153	349	428	346	107	17	1400
MIXTE	25	23	34	42	9	0	133
T O T A L	226	522	1008	2111	2191	741	6799
31-NORD-PAS-DE-CALAIS							
INDIVIDUEL	645	507	1010	4058	4226	1221	11667
COLLECTIF	549	582	533	270	134	12	2080
MIXTE	3	43	41	71	42	3	203
T O T A L	1197	1132	1584	4399	4402	1236	13950
41-LORRAINE							
INDIVIDUEL	32	71	250	1662	3632	1229	6876
COLLECTIF	385	662	774	626	237	34	2718
MIXTE	66	20	29	32	6	2	155
T O T A L	483	753	1053	2320	3875	1265	9749
42-ALSACE							
INDIVIDUEL	20	66	293	925	2335	1403	5042
COLLECTIF	618	1013	1103	949	292	70	4045
MIXTE	3	15	7	35	5	0	65
T O T A L	641	1094	1403	1909	2632	1473	9152

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES SELON LE NOMBRE DE PIECES.LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

	1 PIECE	2 PIECES	3 PIECES	4 PIECES	5 PIECES	6 PIECES ET PLUS	TOTAL
43-FRANCHE-COMTE							
INDIVIDUEL	10	54	248	986	1500	651	3449
COLLECTIF	326	406	476	324	133	18	1683
MIXTE	9	3	16	22	6	5	61
TOTAL	345	463	740	1332	1639	674	5193
52-PAYS-DE-LOIRE							
INDIVIDUEL	283	637	1789	3807	6970	2355	15841
COLLECTIF	1152	1745	1246	824	219	14	5200
MIXTE	14	65	36	29	22	2	168
TOTAL	1449	2447	3071	4660	7211	2371	21209
53-BRETAGNE							
INDIVIDUEL	209	767	1612	3517	5382	3167	14654
COLLECTIF	923	1013	799	457	148	27	3367
MIXTE	90	110	64	55	11	1	331
TOTAL	1222	1890	2475	4029	5541	3195	18352
54-POITOU-CHARENTES							
INDIVIDUEL	266	491	1095	3019	2842	784	8497
COLLECTIF	513	472	293	97	41	4	1420
MIXTE	0	7	2	4	0	0	13
TOTAL	779	970	1390	3120	2883	788	9930
72-AQUITAINE							
INDIVIDUEL	609	902	1851	6024	5263	2001	16650
COLLECTIF	2787	2098	1855	1139	459	106	8444
MIXTE	40	48	34	17	4	0	143
TOTAL	3436	3048	3740	7180	5726	2107	25237

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES SELON LE NOMBRE DE PIECES, LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

	1 PIECE	2 PIECES	3 PIECES	4 PIECES	5 PIECES	6 PIECES ET PLUS	T O T A L
73-M I D I - P Y R E N E E S							
INDIVIDUEL	70	228	1251	4043	4795	1821	12208
COLLECTIF	1805	1874	1697	1040	315	48	6779
MIXTE	4	15	35	63	10	0	127
T O T A L	1879	2117	2983	5146	5120	1869	19114
74-L I M O U S I N							
INDIVIDUEL	102	114	403	1199	1383	418	3619
COLLECTIF	226	171	146	121	21	1	686
MIXTE	5	9	11	15	6	0	46
T O T A L	333	294	560	1335	1410	419	4351
82-R H O N E - A L P E S							
INDIVIDUEL	317	610	1719	6874	9458	3396	22374
COLLECTIF	5822	4739	4125	3817	1477	266	20246
MIXTE	5	51	16	15	13	4	104
T O T A L	6144	5400	5860	10706	10948	3666	42724
83-A U V E R G N E							
INDIVIDUEL	101	289	621	1966	2309	926	6212
COLLECTIF	504	402	523	328	129	13	1899
MIXTE	0	6	10	20	11	2	49
T O T A L	605	697	1154	2314	2449	941	8160
91-L A N G U E D O C - R O U S S I L							
INDIVIDUEL	646	1300	2386	5005	4977	2403	16717
COLLECTIF	1780	3188	1465	764	200	57	7454
MIXTE	194	355	182	206	76	2	1015
T O T A L	2620	4843	4033	5975	5253	2462	25186

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISES SELON LE NOMBRE DE PIECES, LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

	1 PIECE	2 PIECES	3 PIECES	4 PIECES	5 PIECES	6 PIECES ET PLUS	T O T A L
93-PROVENCE - COTE D'AZ.							
INDIVIDUEL	928	954	2481	6166	5224	1908	17661
COLLECTIF	4856	4584	4395	2858	763	114	17570
MIXTE	77	95	166	222	49	3	612
T O T A L	5861	5633	7042	9246	6036	2025	35843
94-CORSE							
INDIVIDUEL	35	149	247	395	261	128	1215
COLLECTIF	571	318	514	389	81	11	1884
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	606	467	761	784	342	139	3099
FRANCE ENTIERE							
INDIVIDUEL	4601	8387	22342	67872	83152	32976	219330
COLLECTIF	26997	30956	30712	20836	6406	999	116906
MIXTE	757	1524	2012	1978	877	121	7269
T O T A L	32355	40867	55066	90686	90435	34096	343505

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
BATIMENTS ET LOGEMENTS COLLECTIFS AUTORISES SELON LE NOMBRE DE NIVEAUX DU BATIMENT

		NOMBRE DE NIVEAUX										
		< 4	4	5	6 A 8	9 A 16	17	18 A 30	31 ET +	N.R.	T O T A L	
11-ILE DE FRANCE	BAT	299	252	135	244	42	0	0	0	0	972	
	LOG	2613	5096	3698	8869	2228	0	0	0	0	22504	
21-CHAMPAGNE	BAT	45	20	14	3	0	0	0	0	0	82	
	LOG	586	386	291	55	0	0	0	0	0	1318	
22-PICARDIE	BAT	54	34	3	7	0	0	0	0	0	98	
	LOG	759	575	92	273	0	0	0	0	0	1699	
23-HT-NORMANDIE	BAT	56	44	31	7	0	0	0	0	0	138	
	LOG	960	936	801	293	0	0	0	0	0	2990	
24-CENTRE	BAT	119	29	13	4	0	0	0	0	0	165	
	LOG	973	623	271	149	0	0	0	0	0	2016	
25-BASSE-NORMANDIE	BAT	63	28	17	12	0	0	0	0	0	120	
	LOG	668	868	258	272	0	0	0	0	0	2066	
26-BOURGOGNE	BAT	52	20	9	11	0	0	0	0	0	92	
	LOG	558	259	171	472	0	0	0	0	0	1460	
31-NORD-PAS-DE-CALAIS	BAT	69	24	11	9	1	0	0	0	0	114	
	LOG	664	636	313	430	41	0	0	0	0	2084	
41-LORRAINE	BAT	122	47	15	13	2	0	0	0	0	199	
	LOG	967	878	379	382	162	0	0	0	0	2768	
42-ALSACE	BAT	203	106	36	25	3	0	0	0	0	373	
	LOG	1460	1343	652	561	118	0	0	0	0	4134	
43-FRANCHE-COMTE	BAT	98	22	10	8	1	0	0	0	0	139	
	LOG	527	494	297	343	62	0	0	0	0	1723	
52-PAYS DE LOIRE	BAT	193	45	44	18	1	0	0	0	0	301	
	LOG	1707	1332	1326	831	72	0	0	0	0	5268	
53-BRETAGNE	BAT	168	88	25	12	0	0	0	0	0	293	
	LOG	1433	1513	478	150	0	0	0	0	0	3574	
54-POITOU-CHARENTES	BAT	44	28	3	3	0	0	0	0	0	78	
	LOG	450	857	65	74	0	0	0	0	0	1446	
72-AQUITAINE	BAT	291	47	32	14	2	0	1	0	0	387	
	LOG	4980	1417	1155	737	214	0	73	0	0	8576	
73-MIDI-PYRENEES	BAT	228	79	28	18	9	0	0	0	0	362	
	LOG	2217	1379	999	1117	1143	0	0	0	0	6855	
74-LIMOUSIN	BAT	56	8	8	7	0	0	0	0	0	79	
	LOG	321	79	140	164	0	0	0	0	0	704	
82-RHONE-ALPES	BAT	549	172	101	95	6	0	0	0	0	923	
	LOG	6936	4217	2987	5330	686	0	0	0	0	20156	
83-AUVERGNE	BAT	82	34	16	20	0	0	0	0	0	152	
	LOG	428	604	355	517	0	0	0	0	0	1904	
91-LANGUEDOC-ROUSSILLON	BAT	285	99	35	25	2	0	0	0	0	446	
	LOG	3185	2558	1081	1004	175	0	0	0	0	8003	
93-PROVENCE-COTE D'AZUR	BAT	595	147	141	125	22	0	1	0	0	1031	
	LOG	6468	2856	2567	4134	1608	0	95	0	0	17728	
94-CORSE	BAT	67	6	5	5	0	0	0	0	0	83	
	LOG	1116	256	297	215	0	0	0	0	0	1884	
FRANCE ENTIERE	BAT	3738	1379	732	685	91	0	2	0	0	6627	
	LOG	39976	29162	18673	26372	6509	0	168	0	0	120860	

Voir la rétrospective sur le nombre de niveaux des bâtiments dans "STATISTIQUES ET ETUDES GENERALES" n° 129.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
BATIMENTS ET LOGEMENTS AUTORISES SELON LEUR NOMBRE DE NIVEAUX ET LEUR TYPE DE CONSTRUCTION

	NOMBRE DE NIVEAUX										
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 ET +	TOTAL
<u>INDIVIDUEL PUR</u>											
BATIMENTS	89466	73280	6165	89	11	4	1	3	3	19	169041
LOGEMENTS	89443	73276	6164	89	11	4	1	3	3	19	169013
<u>INDIVIDUEL GROUPE</u>											
BATIMENTS	4509	8662	387	56	16	4	1	1	0	0	13636
LOGEMENTS	7696	14129	1680	858	271	192	23	114	0	0	24963
<u>INDIVIDUEL EN BANDE</u>											
BATIMENTS	2536	8559	435	15	5	2	1	0	0	0	11553
LOGEMENTS	8141	17406	1830	141	89	47	18	0	0	0	27672
<u>S / T INDIVIDUEL</u>											
BATIMENTS	96511	90501	6987	160	32	10	3	4	3	19	194230
LOGEMENTS	105280	104811	9674	1088	371	243	42	117	3	19	221648
<u>COLLECTIF</u>											
BATIMENTS	431	1541	1766	1379	732	373	209	95	56	37	6619
LOGEMENTS	7512	9986	22478	29162	18673	11924	9416	4873	2896	3781	120701
<u>HABITAT INTERMEDIAIRE</u>											
BATIMENTS	9	52	49	12	0	3	0	0	0	0	125
LOGEMENTS	25	293	385	311	0	95	0	0	0	0	1109
<u>TOTAL</u>											
BATIMENTS	96951	92094	8802	1551	764	386	212	99	59	56	200974
LOGEMENTS	112817	115090	32537	30561	19044	12262	9458	4990	2899	3800	343458

Le rez-de-chaussée compte pour un niveau.

Rectificatif à la page 61 du bulletin annuel n° 125 (année 1983)

BATIMENTS ET LOGEMENTS COLLECTIFS AUTORISES SELON LE NOMBRE DE NIVEAUX
(colonne "9 niveaux et plus")

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Bâtiments	374	259	191	209	220	159	97
Logements	25 186	18 396	11 969	10 788	12 762	9 672	6 666

LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION DU BATIMENT, LA NATURE DU MAITRE D'OUVRAGE
ET LE FINANCEMENT ENVISAGE

	OFFICES PUBLICS D'HLM	SOCIETES D'HLM	SOCIETES ECONOMIE MIXTE	SOCIETES VOUEES CONSTRUC.	ENTREPR. A CARACT. COMMERC.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMINIS.	AUTRES PERSON. MORALES	PARTI- CULIERS	T O T A L
INDIVIDUEL PUR										
: PRET LOCATIF AIDE	: 11	: 11	: 1	: 11	: 0	: 6	: 0	: 6	: 103	: 149
: PRET EN ACCES. A LA PROPR.	: 230	: 97	: 12	: 447	: 27	: 0	: 3	: 173	: 71340	: 72329
: PRET CONVENTIONNE	: 83	: 5	: 2	: 194	: 39	: 2	: 2	: 70	: 31318	: 31715
: AUTRES-NON AIDE	: 161	: 38	: 22	: 587	: 347	: 277	: 96	: 342	: 62950	: 64820
: T O T A L	: 485	: 151	: 37	: 1239	: 413	: 285	: 101	: 591	: 165711	: 169013
: DONT RESIDENCES SECONDAIRES	: 14	: 3	: 1	: 34	: 13	: 8	: 1	: 23	: 5012	: 5109
AUTRE INDIVIDUEL										
: PRET LOCATIF AIDE	: 3590	: 5250	: 214	: 1009	: 311	: 145	: 0	: 61	: 315	: 10895
: PRET EN ACCES. A LA PROPR.	: 827	: 4232	: 259	: 11655	: 327	: 6	: 0	: 492	: 1946	: 19744
: PRET CONVENTIONNE	: 26	: 209	: 25	: 1488	: 325	: 0	: 0	: 71	: 761	: 2905
: AUTRES-NON AIDE	: 1242	: 2163	: 298	: 6300	: 1065	: 483	: 290	: 1902	: 5348	: 19091
: T O T A L	: 5685	: 11854	: 796	: 20452	: 2028	: 634	: 290	: 2526	: 8370	: 52635
: DONT RESIDENCES SECONDAIRES	: 20	: 140	: 29	: 1664	: 252	: 102	: 33	: 408	: 1189	: 3837
S/T INDIVIDUEL										
: PRET LOCATIF AIDE	: 3601	: 5261	: 215	: 1020	: 311	: 151	: 0	: 67	: 418	: 11044
: PRET EN ACCES. A LA PROPR.	: 1057	: 4329	: 271	: 12102	: 354	: 6	: 3	: 665	: 73286	: 92073
: PRET CONVENTIONNE	: 109	: 214	: 27	: 1682	: 364	: 2	: 2	: 141	: 32079	: 34620
: AUTRES-NON AIDE	: 1403	: 2201	: 320	: 6887	: 1412	: 760	: 386	: 2244	: 68298	: 83911
: T O T A L	: 6170	: 12005	: 833	: 21691	: 2441	: 919	: 391	: 3117	: 174081	: 221648
: DONT RESIDENCES SECONDAIRES	: 34	: 143	: 30	: 1698	: 265	: 110	: 34	: 431	: 6201	: 8946
COLLECTIF										
: PRET LOCATIF AIDE	: 9881	: 14036	: 1851	: 4727	: 732	: 519	: 75	: 662	: 1036	: 33519
: PRET EN ACCES. A LA PROPR.	: 1512	: 2495	: 885	: 8458	: 570	: 5	: 9	: 1357	: 948	: 16239
: PRET CONVENTIONNE	: 115	: 613	: 190	: 2926	: 645	: 0	: 0	: 388	: 1057	: 5934
: AUTRES-NON AIDE	: 3354	: 3517	: 1665	: 29839	: 3676	: 1010	: 865	: 6887	: 14196	: 65009
: T O T A L	: 14862	: 20661	: 4591	: 45950	: 5623	: 1534	: 949	: 9294	: 17237	: 120701
: DONT RESIDENCES SECONDAIRES	: 237	: 194	: 151	: 8710	: 767	: 71	: 41	: 823	: 4855	: 15849
HABITAT INTERMEDIAIRE										
: PRET LOCATIF AIDE	: 164	: 138	: 0	: 110	: 0	: 0	: 0	: 111	: 0	: 523
: PRET EN ACCES. A LA PROPR.	: 0	: 43	: 0	: 6	: 0	: 0	: 0	: 0	: 4	: 53
: PRET CONVENTIONNE	: 0	: 0	: 0	: 4	: 18	: 0	: 0	: 0	: 28	: 50
: AUTRES-NON AIDE	: 45	: 0	: 0	: 113	: 42	: 13	: 0	: 152	: 118	: 483
: T O T A L	: 209	: 181	: 0	: 233	: 60	: 13	: 0	: 263	: 150	: 1109
: DONT RESIDENCES SECONDAIRES	: 0	: 0	: 0	: 0	: 20	: 5	: 0	: 0	: 14	: 39
T O T A L										
: PRET LOCATIF AIDE	: 13646	: 19435	: 2066	: 5857	: 1043	: 670	: 75	: 840	: 1454	: 45086
: PRET EN ACCES. A LA PROPR.	: 2569	: 6867	: 1156	: 20566	: 924	: 11	: 12	: 2022	: 74238	: 108365
: PRET CONVENTIONNE	: 224	: 827	: 217	: 4612	: 1027	: 2	: 2	: 529	: 33164	: 40604
: AUTRES-NON AIDE	: 4802	: 5718	: 1985	: 36839	: 5130	: 1783	: 1251	: 9283	: 82612	: 149403
: T O T A L	: 21241	: 32847	: 5424	: 67874	: 8124	: 2466	: 1340	: 12674	: 191468	: 343458
: DONT RESIDENCES SECONDAIRES	: 271	: 337	: 181	: 10408	: 1052	: 186	: 75	: 1254	: 11070	: 24834

Ensemble des logements.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES SELON LE FINANCEMENT PRINCIPAL ENVISAGE, LE TYPE DE CONSTRUCTION DU BATIMENT, LE MODE D'UTILISATION
 ET LA DESTINATION

RESIDENCE PRINCIPALE								RES. SEC:	T O T A L
OCUPATION	VENTE OU	LOCATION	MIXTE A	MIXTE A	LOGEMENT				
PERSONNELLE	LOCATION	VIDE OU	MAJORITE	MAJORITE	DE	T O T A L			
	VENTE	MEUBLEE	LOCATION	VENTE	FONCTION				
INDIVIDUEL PUR									
: PRET LOCATIF AIDE	61	2	77	1	0	5	146	3	149
: PRET EN ACCES. A LA PROPR.	72032	261	5	2	3	14	72317	12	72329
: PRET CONVENTIONNE	31341	218	57	1	0	16	31633	80	31713
: AUTRES NON AIDE	57645	777	567	39	2	755	59785	5014	64799
: T O T A L	161079	1258	706	43	5	790	163881	5109	168990
: DONT RESIDENCES SECOND.	0	0	0	0	0	0	0	5109	5109
AUTRE INDIVIDUEL									
: PRET LOCATIF AIDE	162	485	9767	313	96	39	10862	7	10869
: PRET EN ACCES. A LA PROPR.	3742	15202	372	35	368	0	19719	25	19744
: PRET CONVENTIONNE	736	1876	196	23	12	30	2873	16	2889
: AUTRES NON AIDE	3274	7490	3470	249	105	474	15062	3789	18851
: T O T A L	7914	25053	13805	620	581	543	48516	3837	52353
: DONT RESIDENCES SECOND.	0	0	0	0	0	0	0	3837	3837
S/T INDIVIDUEL									
: PRET LOCATIF AIDE	223	487	9844	314	96	44	11008	10	11018
: PRET EN ACCES. A LA PROPR.	75774	15463	377	37	371	14	92036	37	92073
: PRET CONVENTIONNE	32077	2094	253	24	12	46	34506	96	34602
: AUTRES NON AIDE	60919	8267	4037	288	107	1229	74847	8803	83650
: T O T A L	168993	26311	14511	663	586	1333	212397	8946	221343
: DONT RESIDENCES SECOND.	0	0	0	0	0	0	0	8946	8946
COLLECTIF									
: PRET LOCATIF AIDE	380	827	30457	951	100	142	32857	177	33034
: PRET EN ACCES. A LA PROPR.	1448	12868	1208	62	516	32	16134	105	16239
: PRET CONVENTIONNE	149	4689	665	114	164	6	5787	147	5934
: AUTRES NON AIDE	3152	31684	11516	540	662	1717	49271	15420	64691
: T O T A L	5129	50068	43846	1667	1442	1897	104049	15849	119898
: DONT RESIDENCES SECOND.	0	0	0	0	0	0	0	15849	15849
HABITAT INTERMEDIAIRE									
: PRET LOCATIF AIDE	14	0	509	0	0	0	523	0	523
: PRET EN ACCES. A LA PROPR.	4	49	0	0	0	0	53	0	53
: PRET CONVENTIONNE	18	22	10	0	0	0	50	0	50
: AUTRES NON AIDE	68	285	86	0	0	3	442	39	481
: T O T A L	104	356	605	0	0	3	1068	39	1107
: DONT RESIDENCES SECOND.	0	0	0	0	0	0	0	39	39
T O T A L									
: PRET LOCATIF AIDE	617	1314	40810	1265	196	186	44388	187	44575
: PRET EN ACCES. A LA PROPR.	77226	28380	1585	99	887	46	108223	142	108365
: PRET CONVENTIONNE	32244	6805	928	138	176	52	40343	243	40586
: AUTRES NON AIDE	64139	40236	15639	828	769	2949	124560	24262	148822
: T O T A L	174226	76735	58962	2330	2028	3233	317514	24834	342348
: DONT RESIDENCES SECOND.	0	0	0	0	0	0	0	24834	24834

Logements ordinaires seulement.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL, LE FINANCEMENT, LA SURFACE HABITABLE ET LA SURFACE HORS-OEUVRE
HABITATION - CONSTRUCTION NEUVE - LOGEMENTS ORDINAIRES

	NOMBRE DE LOGEMENTS	SURFACE HABITABLE TOTALE	SURFACE HORS-OEUVRE
<u>INDIVIDUEL PUR</u>			
: LOCATIF AIDE	133	19261	29960
: ACCESSION AIDEE	71265	7227557	9890782
: AUTRES FINANCEMENTS	87238	9500831	13923575
: T O T A L	158636	16747649	23844317
: DONT RESIDENCES SECOND.	4279	375346	470123
<u>AUTRE INDIVIDUEL</u>			
: LOCATIF AIDE	8936	774193	898236
: ACCESSION AIDEE	18161	1574601	1993970
: AUTRES FINANCEMENTS	17252	1284752	1615505
: T O T A L	44349	3633546	4507711
: DONT RESIDENCES SECOND.	2910	104866	131549
<u>S/T INDIVIDUEL</u>			
: LOCATIF AIDE	9069	793454	928196
: ACCESSION AIDEE	89426	8802158	11884752
: AUTRES FINANCEMENTS	104490	10785583	15539080
: T O T A L	202985	20381195	28352028
: DONT RESIDENCES SECOND.	7189	480212	601672
<u>COLLECTIF</u>			
: LOCATIF AIDE	21573	1463376	1911830
: ACCESSION AIDEE	12356	861756	1124317
: AUTRES FINANCEMENTS	46360	2331663	2986453
: T O T A L	80289	4656795	6022600
: DONT RESIDENCES SECOND.	11585	374160	464080
<u>MIXTE</u>			
: LOCATIF AIDE	2982	214296	280460
: ACCESSION AIDEE	919	68830	87913
: AUTRES FINANCEMENTS	2021	107954	144429
: T O T A L	5922	391080	512802
: DONT RESIDENCES SECOND.	650	15577	19833
<u>T O T A L</u>			
: LOCATIF AIDE	33624	2471126	3120486
: ACCESSION AIDEE	102701	9732744	13096982
: AUTRES FINANCEMENTS	152871	13225200	18669962
: T O T A L	289196	25429070	34887430
: DONT RESIDENCES SECOND.	19424	869949	1085585

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES ET SURFACES HABITABLES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS
 (CONSTRUCTION NEUVE - EXCLUSIVEMENT HABITATION - LOGEMENTS ORDINAIRES)

	NOMBRE DE PC	NOMBRE DE LOGTS ORDINAIRES	NOMBRE DE PIECES DES BATS DU PERMIS	SURFACE HABITABLE DU PERMIS
11-ILE DE FRANCE				
INDIVIDUEL PUR	11379	11379	55427	1242823
AUTRE INDIVIDUEL	357	7050	31224	629176
S-T INDIVIDUEL	11736	18429	86651	1871999
COLLECTIF + MIXTE	335	13268	39623	909272
T O T A L	12071	31697	126274	2781271
21-CHAMPAGNE				
INDIVIDUEL PUR	3051	3051	14643	308570
AUTRE INDIVIDUEL	49	673	2901	57447
S-T INDIVIDUEL	3100	3724	17544	366017
COLLECTIF + MIXTE	27	1033	3358	73565
T O T A L	3127	4757	20902	439582
22-PICARDIE				
INDIVIDUEL PUR	4708	4708	21596	487187
AUTRE INDIVIDUEL	43	768	3043	63629
S-T INDIVIDUEL	4751	5476	24639	550816
COLLECTIF + MIXTE	41	1557	4751	98384
T O T A L	4792	7033	29390	649200
23-HT-NORMANDIE				
INDIVIDUEL PUR	5649	5649	26868	606335
AUTRE INDIVIDUEL	58	1388	5974	121070
S-T INDIVIDUEL	5707	7037	32842	727405
COLLECTIF + MIXTE	57	2701	8161	187875
T O T A L	5764	9738	41003	915280
24-CENTRE				
INDIVIDUEL PUR	7854	7854	35926	796342
AUTRE INDIVIDUEL	156	2012	8029	243142
S-T INDIVIDUEL	8010	9866	43955	1039484
COLLECTIF + MIXTE	44	1267	3429	81495
T O T A L	8054	11133	47384	1120979

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES ET SURFACES HABITABLES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS

	NOMBRE DE PC	NOMBRE DE LOGTS ORDINAIRES	NOMBRE DE PIECES DES BATS DU PERMIS	SURFACE HABITABLE DU PERMIS
<u>25-BASSE-NORMANDIE</u>				
INDIVIDUEL PUR	3799	3799	18029	376748
AUTRE INDIVIDUEL	45	505	1939	39021
S-T INDIVIDUEL	3844	4304	19968	415769
COLLECTIF + MIXTE	36	1675	4465	89096
T O T A L	3880	5979	24433	504865
<u>26-BOURGOGNE</u>				
INDIVIDUEL PUR	4196	4196	19213	445902
AUTRE INDIVIDUEL	55	692	2881	61021
S-T INDIVIDUEL	4251	4888	22094	506923
COLLECTIF + MIXTE	48	1021	3171	71274
T O T A L	4299	5909	25265	578197
<u>31-NORD-PAS-DE-CALAIS</u>				
INDIVIDUEL PUR	5717	5717	26667	565341
AUTRE INDIVIDUEL	262	5024	20815	406579
S-T INDIVIDUEL	5979	10741	47482	971920
COLLECTIF + MIXTE	60	1592	4050	90864
T O T A L	6039	12333	51532	1062784
<u>41-LORRAINE</u>				
INDIVIDUEL PUR	5627	5627	27455	587500
AUTRE INDIVIDUEL	64	917	4270	83354
S-T INDIVIDUEL	5691	6544	31725	670854
COLLECTIF + MIXTE	82	1838	5442	119079
T O T A L	5773	8382	37167	789933
<u>42-ALSACE</u>				
INDIVIDUEL PUR	3832	3832	19486	444569
AUTRE INDIVIDUEL	49	524	2441	51837
S-T INDIVIDUEL	3881	4356	21927	496406
COLLECTIF + MIXTE	131	2720	8028	179375
T O T A L	4012	7076	29955	675781

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
LOGEMENTS AUTORISES ET SURFACES HABITABLES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS

	NOMBRE DE PC	NOMBRE DE LOGTS ORDINAIRES	NOMBRE DE PIECES DES BATS DU PERMIS	SURFACE HABITABLE DU PERMIS
43-FRANCHE-COMTE				
INDIVIDUEL PUR	3010	3010	14266	317930
AUTRE INDIVIDUEL	26	248	1154	23712
S-T INDIVIDUEL	3036	3258	15420	341642
COLLECTIF + MIXTE	47	961	2669	55045
T O T A L	3083	4219	18089	396687
52-PAYS-DE-LOIRE				
INDIVIDUEL PUR	11762	11762	55547	1162005
AUTRE INDIVIDUEL	255	3472	13424	271754
S-T INDIVIDUEL	12017	15234	68971	1433759
COLLECTIF + MIXTE	138	4315	10915	228350
T O T A L	12155	19549	79886	1662109
53-BRETAGNE				
INDIVIDUEL PUR	11418	11418	54128	1235390
AUTRE INDIVIDUEL	189	2253	8871	178552
S-T INDIVIDUEL	11607	13671	62999	1413942
COLLECTIF + MIXTE	114	2976	7306	169461
T O T A L	11721	16647	70305	1583403
54-POITOU-CHARENTES				
INDIVIDUEL PUR	6757	6757	30026	687388
AUTRE INDIVIDUEL	100	1139	3648	74144
S-T INDIVIDUEL	6857	7896	33674	761532
COLLECTIF + MIXTE	34	961	1942	36922
T O T A L	6891	8857	35616	798454
72-AQUITAINE				
INDIVIDUEL PUR	12341	12341	55651	1308701
AUTRE INDIVIDUEL	170	2892	10203	210928
S-T INDIVIDUEL	12511	15233	65854	1519629
COLLECTIF + MIXTE	184	6389	15276	357176
T O T A L	12695	21622	81130	1876805

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
LOGEMENTS AUTORISES ET SURFACES HABITABLES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS

	NOMBRE DE PC	NOMBRE DE LOGTS ORDINAIRES	NOMBRE DE PIECES DES BATS DU PERMIS	SURFACE HABITABLE: DU PERMIS
73-MIDI-PYRENEES				
INDIVIDUEL PUR	10278	10278	47405	1119226
AUTRE INDIVIDUEL	82	1141	4859	104154
S-T INDIVIDUEL	10360	11419	52264	1223380
COLLECTIF + MIXTE	204	4645	11581	256850
T O T A L	10564	16064	63845	1480230
74-LIMOUSIN				
INDIVIDUEL PUR	2911	2911	13224	295534
AUTRE INDIVIDUEL	41	362	1279	24864
S-T INDIVIDUEL	2952	3273	14503	320398
COLLECTIF + MIXTE	29	398	1103	24949
T O T A L	2981	3671	15606	345347
82-RHONE-ALPES				
INDIVIDUEL PUR	15039	15039	70956	1629165
AUTRE INDIVIDUEL	381	4758	20850	417843
S-T INDIVIDUEL	15420	19797	91806	2047008
COLLECTIF + MIXTE	531	14031	36272	787246
T O T A L	15951	33828	128078	2834254
83-AUVERGNE				
INDIVIDUEL PUR	4385	4385	20546	465357
AUTRE INDIVIDUEL	102	1059	3970	85344
S-T INDIVIDUEL	4487	5444	24516	550701
COLLECTIF + MIXTE	55	1211	3111	73825
T O T A L	4542	6655	27627	624526
91-LANGUEDOC-ROUSSILLON				
INDIVIDUEL PUR	11747	11747	53668	1251823
AUTRE INDIVIDUEL	274	3569	11526	211295
S-T INDIVIDUEL	12021	15316	65194	1463118
COLLECTIF + MIXTE	165	6265	14365	272690
T O T A L	12186	21581	79559	1735808

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES ET SURFACES HABITABLES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION DU PERMIS.

** CONSTRUCTION NEUVE ** EXCLUSIVEMENT HABITATION ** LOGEMENTS ORDINAIRES **

	NOMBRE DE PC	NOMBRE DE LOGTS ORDINAIRES	NOMBRE DE PIECES DES BATS DU PERMIS	SURFACE HABITABLE DU PERMIS
93-PROVENCE-COTE D'AZUR				
INDIVIDUEL PUR	12164	12164	54376	1299093
AUTRE INDIVIDUEL	468	3753	12951	267427
S-T INDIVIDUEL	12632	15917	67327	1566520
COLLECTIF + MIXTE	476	14092	36168	799285
T O T A L	13108	30009	103495	2365805
94-CORSE				
INDIVIDUEL PUR	1012	1012	4188	114720
AUTRE INDIVIDUEL	15	150	383	7253
S-T INDIVIDUEL	1027	1162	4571	121973
COLLECTIF + MIXTE	58	1295	3727	85797
T O T A L	1085	2457	8298	207770
FRANCE ENTIERE				
INDIVIDUEL PUR	158636	158636	739291	16747649
AUTRE INDIVIDUEL	3241	44349	176635	3633546
S-T INDIVIDUEL	161877	202985	915926	20381195
COLLECTIF + MIXTE	2896	86211	228913	5047875
T O T A L	164773	289196	1144839	25429070

Les sélections figurant en sous-titre ont la signification suivante :

- **Nature des travaux** : construction neuve seulement.
Les extensions et changements de destination ont été exclus.
- **Nature des locaux** : purement habitation.
Les constructions mixtes (habitation + locaux autres qu'habitation) n'ont pas été prises en compte.
- **Logements ordinaires seulement** : ont été exclus les logements d'habitation communautaire et les logements d'hébergement qui sont peu nombreux et dont la surface n'est pas représentative.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS INDIVIDUELS PURS AUTORISES SELON LA TAILLE DES LOGEMENTS
 NOMBRE DE LOGEMENTS ET SURFACE HABITABLE

06

		LOGTS	LOGTS	LOGTS	LOGTS	LOGTS	LOGTS	T O T A L :
		1 PIECE	2 PIECES	3 PIECES	4 PIECES	5 PIECES	6 PIECES ET + :	
11-ILE DE FRANCE	SURF. HAB. :	650	7677	76425	268950	497837	424836	1276375
	LOGEMENTS :	23	107	837	2827	4716	3137	11647
21-CHAMPAGNE	SURF. HAB. :	690	1857	13925	75680	149235	82289	323676
	LOGEMENTS :	22	36	164	849	1497	627	3195
22-PICARDIE	SURF. HAB. :	1231	3360	47818	147244	200504	102431	502588
	LOGEMENTS :	37	56	551	1525	1937	770	4876
23-HAUTE-NORMANDIE	SURF. HAB. :	415	6431	30957	163135	282188	158478	641604
	LOGEMENTS :	14	97	372	1645	2697	1137	5962
24-CENTRE	SURF. HAB. :	1718	7283	67241	270091	345461	161668	853462
	LOGEMENTS :	32	129	758	2943	3319	1186	8367
25-BASSE-NORMANDIE	SURF. HAB. :	1517	5700	30536	100090	182477	101525	421845
	LOGEMENTS :	49	119	387	1119	1843	806	4323
26-BOURGOGNE	SURF. HAB. :	1319	5185	37859	148868	199612	90092	482935
	LOGEMENTS :	37	78	418	1473	1882	639	4527
31-NORD-PAS-DE-CALAIS	SURF. HAB. :	9340	4870	35969	157702	262908	118713	589502
	LOGEMENTS :	425	127	469	1788	2614	917	6340
41-LORRAINE	SURF. HAB. :	687	2839	16157	122768	316946	154517	613914
	LOGEMENTS :	21	49	214	1341	3099	1147	5871
42-ALSACE	SURF. HAB. :	803	2915	19069	78426	217016	185725	503954
	LOGEMENTS :	20	49	231	773	1981	1373	4427
43-FRANCHE-COMTE	SURF. HAB. :	440	2572	18645	89395	141709	86746	339507
	LOGEMENTS :	10	51	229	926	1355	630	3201
52-PAYS-DE-LA-LOIRE	SURF. HAB. :	1725	8696	70959	259552	605341	255980	1202253
	LOGEMENTS :	51	182	974	2876	6128	1965	12176
53-BRETAGNE	SURF. HAB. :	3940	21903	98129	293457	506737	385772	1309938
	LOGEMENTS :	84	303	1156	3006	4649	2928	12126
54-POITOU-CHARENTES	SURF. HAB. :	1584	10943	59469	254279	288282	105248	719805
	LOGEMENTS :	48	183	725	2656	2722	736	7070
72-AQUITAINE	SURF. HAB. :	4200	15973	99674	494569	524417	250934	1389767
	LOGEMENTS :	132	310	1255	5010	4763	1728	13198
73-MIDI-PYRENEES	SURF. HAB. :	2219	9945	91359	350702	479446	245072	1178743
	LOGEMENTS :	67	176	1074	3533	4409	1727	10986
74-LIMOUSIN	SURF. HAB. :	1635	5032	27094	99000	133143	58400	324304
	LOGEMENTS :	45	83	348	1054	1297	411	3238
82-RHONE-ALPES	SURF. HAB. :	7693	20741	92723	499969	795660	419000	1835786
	LOGEMENTS :	173	408	1216	5044	7384	2948	17173
83-AUVERGNE	SURF. HAB. :	927	5022	30804	154875	218753	117055	527436
	LOGEMENTS :	23	95	385	1608	2042	852	5005
91-LANGUEDOC-ROUSSILLON	SURF. HAB. :	2707	17667	116534	419515	485501	313562	1355486
	LOGEMENTS :	94	309	1451	4245	4350	2256	12705
93-PROVENCE-COTE D'AZUR	SURF. HAB. :	5458	19989	128881	487837	486050	256061	1384276
	LOGEMENTS :	172	368	1605	4877	4393	1763	13178
94-CORSE	SURF. HAB. :	1704	3592	17008	41007	33358	21972	118641
	LOGEMENTS :	30	64	206	374	257	128	1059
FRANCE ENTIERE	SURF. HAB. :	52602	190192	1227235	4977111	7352581	4096076	17895797
	LOGEMENTS :	1609	3379	15025	51492	69334	29811	170650

Logements individuels purs ordinaires seulement.

LOGEMENTS AUTORISES VENTILES SELON LE CODE "RESERVE FONCIERE"

	Z.I.F.	Z.A.D.	PRE-Z.A.D.	HORS ZONE	NON RENSEIGNE	T O T A L
11-ILE DE FRANCE	2289	577	2	24191	15175	42234
21-CHAMPAGNE	142	131	1	4308	657	5239
22-PICARDIE	233	0	0	1659	5731	7623
23-HT-NORMANDIE	208	324	0	10251	0	10783
24-CENTRE	58	30	1	3627	8884	12600
25-BASSE-NORMANDIE	265	147	0	2892	3675	6979
26-BOURGOGNE	155	15	0	4789	1840	6799
31-NORD-PAS-DE-CALAIS	4029	92	0	9393	436	13950
41-LORRAINE	2478	47	0	6462	762	9749
42-ALSACE	797	3	0	8281	114	9195
43-FRANCHE-COMTE	134	14	0	654	4391	5193
52-PAYS-DE-LOIRE	1252	135	0	15396	4426	21209
53-BRETAGNE	456	30	0	9278	8589	18353
54-POITOU-CHARENTES	1098	46	0	8243	547	9934
72-AQUITAINE	1786	11	0	7363	16079	25239
73-MIDI-PYRENEES	413	27	0	17026	1648	19114
74-LIMOUSIN	475	2	0	3874	0	4351
82-RHONE-ALPES	1608	226	1	12674	28222	42731
83-AUVERGNE	353	51	0	4997	2759	8160
91-LANGUEDOC-ROUSSILLON	1196	236	2	11737	12021	25192
93-PROVENCE-COTE D'AZUR	215	3	1	1536	34091	35846
94-CORSE	0	0	0	0	3099	3099
FRANCE ENTIERE	19640	2147	8	168631	153146	343572

Une "réserve foncière" est un terrain acquis sans but immédiatement défini par une collectivité publique (Etat, département, commune). Les réserves foncières peuvent servir à l'urbanisation future, à la conservation d'espaces libres ou à des équipements publics. Elles couvrent 5 227 km², soit 0,96 % du territoire métropolitain. Les zones d'aménagement différé (ZAD) existent depuis 1962 et couvrent 6 045 km², soit 1,11 % du territoire métropolitain.

II.2.2. Construction de résidences secondaires

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
RESIDENCES SECONDAIRES AUTORISEES SELON LEUR MODE D'UTILISATION ET LE TYPE DE CONSTRUCTION DU BATIMENT

	OCCUPATION PERSONNELLE	VENTE LOCATION VENTE	LOCATION VIDE OU MEUBLEE	MIXTE A MAJORITE LOCATION	MIXTE A MAJORITE VENTE	GRATUIT LOGEMENT DE FONCTION OU OCC. A TITRE GRATUIT	T O T A L
INDIVIDUEL PUR	4798	98	189	4	0	20	5109
INDIVIDUEL GROUPE	344	514	343	6	0	2	1209
INDIVIDUEL EN BANDE	353	1704	383	36	152	0	2628
S / T INDIVIDUEL	5495	2316	915	46	152	22	8946
COLLECTIF	1002	12204	2343	73	139	88	15849
HABITAT INTERMEDIAIRE	0	29	10	0	0	0	39
T O T A L	6497	14549	3268	119	291	110	24834

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
RESIDENCES SECONDAIRES-PERMIS ET LOGEMENTS AUTORISES SELON LA TAILLE DU PERMIS ET LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

		1 LOGT	2 LOGTS	3-9 LOGTS	10-19 LOGTS	20-49 LOGTS	50-99 LOGTS	100-199 LOGTS	200 ET + LOGTS	T O T A L
INDIVIDUEL	PC LOGEMENT	5232	119	94	27	31	10	6	0	5519
		5232	238	486	365	957	641	810	0	8729
COLLECTIF	PC LOGEMENT	15	78	151	82	117	46	29	8	526
		15	156	762	1182	3780	3163	4215	2178	15451
MIXTE	PC LOGEMENT	0	0	1	1	2	1	1	1	7
		0	0	3	17	75	84	195	279	653
T O T A L	PC LOGEMENT	5247	197	246	110	150	57	36	9	6052
		5247	394	1251	1564	4812	3888	5220	2457	24833

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
RESIDENCES SECONDAIRES AUTORISEES SELON LA CATEGORIE DE MAITRE D'OUVRAGE ET LE TYPE DE CONSTRUCTION DU BATIMENT

	OFFICES PUBLICS D'HLM	SOCIETES D'HLM	SOCIETES ECONOMIE MIXTE	SOCIETES VOUEES CONSTRUC.	ENTREPR. A CARACT. COMMERC.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMINIS.	AUTRES PERSON. MORALES	PARTI- CULIERS	T O T A L
INDIVIDUEL	34	143	21	1632	344	110	34	336	6200	8854
COLLECTIF	237	113	160	8776	688	71	41	918	4856	15860
HABITAT INTERMEDIAIRE	0	0	0	0	20	5	0	0	14	39
T O T A L	271	256	181	10408	1052	186	75	1254	11070	24753

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
RESIDENCES SECONDAIRES AUTORISEES SELON LA CATEGORIE DE MAITRE D'OUVRAGE ET PAR TRANCHE D'UNITES URBAINES

	OFFICES PUBLICS D'HLM	SOCIETES D'HLM	SOCIETES ECONOMIE MIXTE	SOCIETES VOUEES CONSTRUC.	ENTREPR. A CARACT. COMMERC.	COLLECT. LOCALES	ETAT OU ADMINIS.	AUTRES PERSON. MORALES	PARTI- CULIERS	T O T A L
CANTON RURAL	47	75	147	1889	301	102	29	225	3478	6293
CANTON PARTIELLEMENT RURAL	64	5	20	3452	386	65	14	523	3339	7868
HORS-ZONE URBAINE	111	80	167	5341	687	167	43	748	6817	14161
INFERIEURE A 20.000 HABIT.	46	132	14	3477	146	19	32	370	3328	7564
20 000 A 49 999	17	2	0	1192	12	0	0	72	523	1818
50 000 A 99 999	89	36	0	18	1	0	0	0	184	328
100 000 A 199 999	1	0	0	258	1	0	0	0	116	376
200 000 A 1.999 999	7	87	0	119	205	0	0	64	73	555
2 000 000 ET +	0	0	0	3	0	0	0	0	19	22
T O T A L	271	337	181	10408	1052	186	75	1254	11060	24824

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
RESIDENCES SECONDAIRES AUTORISEES SELON LE NOMBRE DE PIECES ET LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

	1 PIECE	2 PIECES	3 PIECES	4 PIECES	5 PIECES	6 PIECES ET +	T O T A L
11-ILE-DE-FRANCE							
INDIVIDUEL	7	6	5	4	5	1	28
COLLECTIF	17	4	4	0	0	0	25
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	24	10	9	4	5	1	53
21-CHAMPAGNE							
INDIVIDUEL	3	1	10	6	4	4	28
COLLECTIF	34	1	0	1	0	0	36
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	37	2	10	7	4	4	64
22-PICARDIE							
INDIVIDUEL	1	36	20	9	4	2	72
COLLECTIF	0	0	0	5	0	0	5
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	1	36	20	14	4	2	77
23-HI-NORMANDIE							
INDIVIDUEL	8	16	18	23	9	13	87
COLLECTIF	0	0	0	0	0	0	0
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	8	16	18	23	9	13	87
24-CENTRE							
INDIVIDUEL	6	27	34	26	17	11	121
COLLECTIF	0	0	2	0	0	0	2
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	6	27	36	26	17	11	123

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
RESIDENCES SECONDAIRES AUTORISEES SELON LE NOMBRE DE PIECES ET LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

	1 PIECE	2 PIECES	3 PIECES	4 PIECES	5 PIECES	6 PIECES ET +	T O T A L
25-BASSE NORMANDIE							
INDIVIDUEL	13	61	46	49	35	16	220
COLLECTIF	102	596	108	2	2	1	811
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	115	657	154	51	37	17	1031
26-BOURGOGNE							
INDIVIDUEL	19	16	22	13	9	8	87
COLLECTIF	0	6	21	11	3	0	41
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	19	22	43	24	12	8	128
31-NORD-PAS-DE-CALAIS							
INDIVIDUEL	43	73	57	21	8	5	207
COLLECTIF	186	158	48	1	0	1	394
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	229	231	105	22	8	6	601
41-LORRAINE							
INDIVIDUEL	8	14	27	27	13	4	93
COLLECTIF	9	24	1	1	0	0	35
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	17	38	28	28	13	4	128
42-ALSACE							
INDIVIDUEL	0	3	1	10	4	2	20
COLLECTIF	0	8	31	5	1	0	45
MIXTE	1	1	1	0	0	0	3
T O T A L	1	12	33	15	5	2	68

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
RESIDENCES SECONDAIRES AUTORISEES SELON LE NOMBRE DE PIECES ET LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

	1 PIECE	2 PIECES	3 PIECES	4 PIECES	5 PIECES	6 PIECES ET +	T O T A L
43-FRANCHE-COMTE							
INDIVIDUEL	4	16	19	18	13	9	79
COLLECTIF	18	8	2	1	0	0	29
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	22	24	21	19	13	9	108
52-PAYS-DE-LOIRE							
INDIVIDUEL	113	188	287	195	84	71	938
COLLECTIF	393	524	81	5	6	0	1009
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	506	712	368	200	90	71	1947
53-BRETAGNE							
INDIVIDUEL	58	103	149	132	123	72	637
COLLECTIF	70	59	72	13	0	0	214
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	128	162	221	145	123	72	851
54-POITOU-CHARENTES							
INDIVIDUEL	136	213	293	157	63	17	879
COLLECTIF	78	47	6	0	0	0	131
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	214	260	299	157	63	17	1010
72-AQUITAINE							
INDIVIDUEL	197	250	151	151	77	30	856
COLLECTIF	933	193	122	39	0	1	1288
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	1130	443	273	190	77	31	2144

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
RESIDENCES SECONDAIRES AUTORISEES SELON LE NOMBRE DE PIECES ET LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

	1 PIECE	2 PIECES	3 PIECES	4 PIECES	5 PIECES	6 PIECES ET +	T O T A L
73-MIDI-PYRENEES							
INDIVIDUEL	13	31	61	56	35	18	214
COLLECTIF	358	399	97	9	3	2	868
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	371	430	158	65	38	20	1082
74-LIMOUSIN							
INDIVIDUEL	23	42	56	31	21	8	181
COLLECTIF	0	1	5	1	0	0	7
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	23	43	61	32	21	8	188
82-RHONE-ALPES							
INDIVIDUEL	111	127	211	192	92	67	800
COLLECTIF	3955	2067	421	121	73	20	6657
MIXTE	0	46	4	1	0	1	52
T O T A L	4066	2240	636	314	165	88	7509
83-AUVERGNE							
INDIVIDUEL	34	112	63	43	42	21	315
COLLECTIF	172	10	15	4	0	0	201
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
T O T A L	206	122	78	47	42	21	516
91-LANUEDOC-ROUSSILL.							
INDIVIDUEL	335	611	649	249	119	43	2006
COLLECTIF	732	1301	162	25	2	2	2224
MIXTE	188	269	57	0	0	0	514
T O T A L	1255	2181	868	274	121	45	4744

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
RESIDENCES SECONDAIRES AUTORISEES SELON LE NOMBRE DE PIECES ET LE TYPE DE CONSTRUCTION PRINCIPAL

	1 PIECE	2 PIECES	3 PIECES	4 PIECES	5 PIECES	6 PIECES ET +	TOTAL
<u>93-PROVENCE-COTE D'AZUR</u>							
INDIVIDUEL	65	119	219	164	98	64	729
COLLECTIF	448	289	238	79	31	0	1085
MIXTE	23	49	5	7	0	0	84
TOTAL	536	457	462	250	129	64	1898
<u>94-CORSE</u>							
INDIVIDUEL	9	13	42	35	17	16	132
COLLECTIF	63	86	54	140	1	0	344
MIXTE	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	72	99	96	175	18	16	476
<u>FRANCE ENTIERE</u>							
INDIVIDUEL	1206	2078	2440	1611	892	502	8729
COLLECTIF	7568	5781	1490	463	122	27	15451
MIXTE	212	365	67	8	0	1	653
TOTAL	8986	8224	3997	2082	1014	530	24833

II.2.3. Construction dans les communes rurales et les unités urbaines (définition du recensement de population de 1982)

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
LOGEMENTS AUTORISES SELON LE FINANCEMENT PRINCIPAL ENVISAGE,

LE TYPE DE CONSTRUCTION DU BATIMENT PAR TRANCHE D'UNITE URBAINE

	PRET LOCATIF AIDE	PRET EN ACCESSION A LA PROPRIETE	PRET CONVENTIONNE	AUTRES NON AIDE	TOTAL	DONT RES. SEC.
CANTON RURAL						
INDIVIDUEL PUR	41	12925	4349	14517	31832	2102
AUTRE INDIVIDUEL	1500	498	71	2272	4341	802
S/T INDIVIDUEL	1541	13423	4420	16789	36173	2904
COLLECTIF	931	116	47	6309	7403	3385
HABITAT INTERMEDIAIRE	0	0	10	16	26	4
T O T A L	2472	13539	4477	23114	43602	6293
AUTRE CANTON						
INDIVIDUEL PUR	49	25296	10318	19903	55566	1577
AUTRE INDIVIDUEL	1753	1688	155	3622	7218	1401
S/T INDIVIDUEL	1802	26984	10473	23525	62784	2978
COLLECTIF	933	251	71	6871	8126	4865
HABITAT INTERMEDIAIRE	19	0	12	32	63	25
T O T A L	2754	27235	10556	30428	70973	7868
HORS ZONE URBAINE						
INDIVIDUEL PUR	90	38221	14667	34420	87398	3679
AUTRE INDIVIDUEL	3253	2186	226	5894	11559	2203
S/T INDIVIDUEL	3343	40407	14893	40314	98957	5882
COLLECTIF	1864	367	118	13180	15529	8250
HABITAT INTERMEDIAIRE	19	0	22	48	89	29
T O T A L	5226	40774	15033	53542	114575	14161
< 5 000 HABITANTS						
INDIVIDUEL PUR	16	6085	2700	5738	14539	527
AUTRE INDIVIDUEL	1012	920	138	1907	3977	635
S/T INDIVIDUEL	1028	7005	2838	7645	18516	1162
COLLECTIF	1188	180	27	3377	4772	1158
HABITAT INTERMEDIAIRE	30	0	3	101	134	1
T O T A L	2246	7185	2868	11123	23422	2321
5 000 A 9999						
INDIVIDUEL PUR	7	5136	2214	4578	11935	407
AUTRE INDIVIDUEL	1014	1246	199	2095	4554	578
S/T INDIVIDUEL	1021	6382	2413	6673	16489	985
COLLECTIF	1280	364	439	5561	7644	1902
HABITAT INTERMEDIAIRE	22	0	0	12	34	0
T O T A L	2323	6746	2852	12246	24167	2887

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
LOGEMENTS AUTORISES SELON LE FINANCEMENT PRINCIPAL ENVISAGE,

LE TYPE DE CONSTRUCTION DU BATIMENT PAR TRANCHE D'UNITE URBAINE

	PRET LOCATIF : AIDE	PRET EN ACCESSION : A LA PROPRIETE	PRET CONVENTIONNE	AUTRES NON AIDE	TOTAL	DONT RES. SEC.
: 10 000 A 19 999						
: INDIVIDUEL PUR	: 3	: 3785	: 1613	: 3076	: 8477	: 172
: AUTRE INDIVIDUEL	: 544	: 1003	: 173	: 731	: 2451	: 83
: S/T INDIVIDUEL	: 547	: 4788	: 1786	: 3807	: 10928	: 255
: COLLECTIF	: 2542	: 291	: 202	: 5529	: 8564	: 2092
: HABITAT INTERMEDIAIRE	: 14	: 0	: 0	: 20	: 34	: 9
: T O T A L	: 3103	: 5079	: 1988	: 9356	: 19526	: 2356
: 20 000 A 49 999						
: INDIVIDUEL PUR	: 11	: 3728	: 1759	: 3164	: 8662	: 167
: AUTRE INDIVIDUEL	: 794	: 1333	: 147	: 1672	: 3946	: 261
: S/T INDIVIDUEL	: 805	: 5061	: 1906	: 4836	: 12608	: 428
: COLLECTIF	: 1974	: 820	: 365	: 5076	: 8235	: 1390
: HABITAT INTERMEDIAIRE	: 0	: 0	: 15	: 0	: 15	: 0
: T O T A L	: 2779	: 5881	: 2286	: 9912	: 20858	: 1818
: 50 000 A 99 999						
: INDIVIDUEL PUR	: 3	: 3244	: 1313	: 2304	: 6864	: 34
: AUTRE INDIVIDUEL	: 1243	: 1320	: 90	: 1158	: 3811	: 38
: S/T INDIVIDUEL	: 1246	: 4564	: 1403	: 3462	: 10675	: 72
: COLLECTIF	: 3568	: 1759	: 546	: 4306	: 10179	: 256
: HABITAT INTERMEDIAIRE	: 136	: 0	: 0	: 35	: 171	: 0
: T O T A L	: 4950	: 6323	: 1949	: 7803	: 21025	: 328
: 100 000 A 199 999						
: INDIVIDUEL PUR	: 7	: 3440	: 1549	: 2145	: 7141	: 57
: AUTRE INDIVIDUEL	: 635	: 2053	: 251	: 1613	: 4552	: 12
: S/T INDIVIDUEL	: 642	: 5493	: 1800	: 3758	: 11693	: 69
: COLLECTIF	: 2802	: 880	: 614	: 3876	: 8172	: 307
: HABITAT INTERMEDIAIRE	: 100	: 4	: 10	: 218	: 332	: 0
: T O T A L	: 3544	: 6377	: 2424	: 7852	: 20197	: 376
: 200 000 A 1 999 999						
: INDIVIDUEL PUR	: 10	: 6735	: 4337	: 7264	: 18346	: 56
: AUTRE INDIVIDUEL	: 1583	: 6958	: 800	: 3370	: 12711	: 15
: S/T INDIVIDUEL	: 1593	: 13693	: 5137	: 10634	: 31057	: 71
: COLLECTIF	: 7658	: 8901	: 2319	: 18038	: 36916	: 484
: HABITAT INTERMEDIAIRE	: 92	: 43	: 0	: 35	: 170	: 0
: T O T A L	: 9343	: 22637	: 7456	: 28707	: 68143	: 555
: 2 000 000 ET PLUS						
: INDIVIDUEL PUR	: 2	: 1848	: 1525	: 1984	: 5359	: 3
: AUTRE INDIVIDUEL	: 817	: 2724	: 878	: 639	: 5058	: 9
: S/T INDIVIDUEL	: 819	: 4572	: 2403	: 2623	: 10417	: 12
: COLLECTIF	: 10643	: 2623	: 1304	: 6052	: 20622	: 10
: HABITAT INTERMEDIAIRE	: 110	: 6	: 0	: 14	: 130	: 0
: T O T A L	: 11572	: 7201	: 3707	: 8689	: 31169	: 22

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES SELON LE FINANCEMENT PRINCIPAL ENVISAGE,
 LE TYPE DE CONSTRUCTION DU BATIMENT PAR TRANCHE D'UNITE URBAINE

	PRET LOCATIF : AIDE	PRET EN ACCESSION A LA PROPRIETE	PRET CONVENTIONNE	AUTRES NON AIDE	TOTAL	DONT RES. SEC.
<u>T O T A L</u>						
INDIVIDUEL PUR	149	72222	31677	64673	168721	5102
AUTRE INDIVIDUEL	10895	19743	2902	19079	52619	3834
S / T I N D I V I D U E L	11044	91965	34579	83752	221340	8936
COLLECTIF	33519	16185	5934	64995	120633	15849
HABITAT INTERMEDIAIRE	523	53	50	483	1109	39
T O T A L	45086	108203	40563	149230	343082	24824

Autre canton : canton partiellement rural.

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION PAR TRANCHE D'UNITES URBAINES

	INDIVIDUEL PUR	AUTRE INDIVIDUEL	S/T INDIVIDUEL	COLLECTIF	MIXTE	TOTAL
11- ILE DE FRANCE						
COMMUNES RURALES	2815	747	3562	151	124	3837
< 20 000 HAB.	2411	963	3374	622	214	4210
20 000 A 49 999	397	366	763	519	48	1330
50 000 A 99 999	228	181	409	292	74	775
100 000 A 199 999	440	446	886	27	0	913
200 000 A 1 999 999	0	0	0	0	0	0
2 000 000 ET +	5356	4597	9953	19502	1714	31169
TOTAL	11647	7300	18947	21113	2174	42234
21- CHAMPAGNE						
COMMUNES RURALES	2151	103	2254	109	0	2363
< 20 000 HAB.	483	168	651	157	111	919
20 000 A 49 999	159	149	308	29	0	337
50 000 A 99 999	171	115	286	360	0	646
100 000 A 199 999	223	155	378	573	15	966
200 000 A 1 999 999	0	0	0	0	0	0
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	3187	690	3877	1228	126	5231
22- PICARDIE						
COMMUNES RURALES	3187	158	3345	48	0	3393
< 20 000 HAB.	980	338	1318	407	112	1837
20 000 A 49 999	327	66	393	391	0	784
50 000 A 99 999	279	224	503	525	172	1200
100 000 A 199 999	103	4	107	176	126	409
200 000 A 1 999 999	0	0	0	0	0	0
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	4876	790	5666	1547	410	7623
23- HT-NORMANDIE						
COMMUNES RURALES	4026	370	4396	9	0	4405
< 20 000 HAB.	977	408	1385	253	99	1737
20 000 A 49 999	203	111	314	205	0	519
50 000 A 99 999	121	161	282	369	112	763
100 000 A 199 999	0	0	0	0	0	0
200 000 A 1 999 999	635	520	1155	1598	606	3359
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	5962	1570	7532	2434	817	10783
24- CENTRE						
COMMUNES RURALES	4829	756	5585	192	20	5797
< 20 000 HAB.	1564	412	1976	271	83	2330
20 000 A 49 999	98	70	168	16	0	184
50 000 A 99 999	844	280	1124	457	39	1620
100 000 A 199 999	0	0	0	0	0	0
200 000 A 1 999 999	1023	594	1617	848	195	2660
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	8358	2112	10470	1784	337	12591

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION PAR TRANCHE D'UNITES URBAINES

	INDIVIDUEL PUR	AUTRE INDIVIDUEL	S/T INDIVIDUEL	COLLECTIF	MIXTE	TOTAL
25-BASSE-NORMANDIE						
COMMUNES RURALES	3176	113	3289	103	63	3455
< 20 000 HAB.	674	201	875	1072	0	1947
20 000 A 49 999	171	2	173	4	0	177
50 000 A 99 999	136	79	215	426	117	758
100 000 A 199 999	166	155	321	320	0	641
200 000 A 1 999 999	0	0	0	0	0	0
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	4323	550	4873	1925	180	6978
26-BOURGOGNE						
COMMUNES RURALES	3154	161	3315	146	23	3484
< 20 000 HAB.	836	180	1016	360	0	1376
20 000 A 49 999	177	153	330	181	0	511
50 000 A 99 999	251	105	356	185	0	541
100 000 A 199 999	0	0	0	0	0	0
200 000 A 1 999 999	107	140	247	528	110	885
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	4525	739	5264	1400	133	6797
31-NORD-PAS-DE-CALAIS						
COMMUNES RURALES	2398	384	2782	36	0	2818
< 20 000 HAB.	1119	721	1840	321	0	2161
20 000 A 49 999	195	281	476	258	0	734
50 000 A 99 999	235	400	635	143	31	809
100 000 A 199 999	323	441	764	213	41	1018
200 000 A 1 999 999	2070	3100	5170	1109	131	6410
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	6340	5327	11667	2080	203	13950
41-LORRAINE						
COMMUNES RURALES	2963	129	3092	121	0	3213
< 20 000 HAB.	1351	113	1464	684	87	2235
20 000 A 49 999	417	28	445	183	41	669
50 000 A 99 999	213	104	317	414	0	731
100 000 A 199 999	496	415	911	748	5	1664
200 000 A 1 999 999	423	216	639	568	22	1229
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	5863	1005	6868	2718	155	9741
42-ALSACE						
COMMUNES RURALES	2282	63	2345	245	10	2600
< 20 000 HAB.	1165	83	1248	626	0	1874
20 000 A 49 999	263	135	398	294	0	692
50 000 A 99 999	91	4	95	308	0	403
100 000 A 199 999	0	0	0	0	0	0
200 000 A 1 999 999	618	330	948	2572	55	3575
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	4419	615	5034	4045	65	9144

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION PAR TRANCHE D'UNITES URBAINES

	INDIVIDUEL PUR	AUTRE INDIVIDUEL	S/T INDIVIDUEL	COLLECTIF	MIXTE	TOTAL
43-FRANCHE-COMTE						
COMMUNES RURALES	2214	92	2306	549	0	2855
< 20 000 HAB.	398	91	489	335	20	844
20 000 A 49 999	154	21	175	176	6	357
50 000 A 99 999	82	4	86	311	0	397
100 000 A 199 999	341	40	381	312	35	728
200 000 A 1 999 999	0	0	0	0	0	0
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	3189	248	3437	1683	61	5181
52-PAYS-DE-LA-LOIRE						
COMMUNES RURALES	6603	909	7512	210	0	7722
< 20 000 HAB.	2910	783	3693	571	90	4354
20 000 A 49 999	441	197	638	721	0	1359
50 000 A 99 999	168	201	369	385	0	754
100 000 A 199 999	981	584	1565	1936	0	3501
200 000 A 1 999 999	1067	991	2058	1377	78	3513
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	12170	3665	15835	5200	168	21203
53-BRETAGNE						
COMMUNES RURALES	7128	1039	8167	608	117	8892
< 20 000 HAB.	3017	599	3616	816	25	4457
20 000 A 49 999	560	45	605	355	27	987
50 000 A 99 999	366	316	682	247	152	1081
100 000 A 199 999	348	75	423	295	0	718
200 000 A 1 999 999	705	454	1159	1046	10	2215
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	12124	2528	14652	3367	331	18350
54-POITOU-CHARENTES						
COMMUNES RURALES	4553	672	5225	39	0	5264
< 20 000 HAB.	1079	251	1330	106	5	1441
20 000 A 49 999	514	188	702	535	0	1237
50 000 A 99 999	135	82	217	69	8	294
100 000 A 199 999	723	234	957	671	0	1628
200 000 A 1 999 999	0	0	0	0	0	0
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	7004	1427	8431	1420	13	9864
72-AQUITAINE						
COMMUNES RURALES	6270	991	7261	713	0	7974
< 20 000 HAB.	2451	918	3369	1329	0	4698
20 000 A 49 999	743	163	906	1154	143	2203
50 000 A 99 999	366	60	426	142	0	568
100 000 A 199 999	573	292	865	1017	0	1882
200 000 A 1 999 999	2635	1024	3659	4021	0	7680
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	13038	3448	16486	8376	143	25005

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION PAR TRANCHE D'UNITES URBAINES

	INDIVIDUEL PUR	AUTRE INDIVIDUEL	S/T INDIVIDUEL	COLLECTIF	MIXTE	T O T A L
73-MIDI-PYRENEES						
COMMUNES RURALES	5504	200	5704	1114	0	6818
< 20 000 HAB.	1970	145	2115	824	0	2939
20 000 A 49 999	427	84	511	324	0	835
50 000 A 99 999	463	74	537	342	0	879
100 000 A 199 999	0	0	0	0	0	0
200 000 A 1 999 999	2622	719	3341	4175	127	7643
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
T O T A L	10986	1222	12208	6779	127	19114
74-LIMOUSIN						
COMMUNES RURALES	1982	169	2151	146	2	2299
< 20 000 HAB.	418	38	456	189	0	645
20 000 A 49 999	20	0	20	9	0	29
50 000 A 99 999	303	30	333	33	0	366
100 000 A 199 999	515	144	659	309	44	1012
200 000 A 1 999 999	0	0	0	0	0	0
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
T O T A L	3238	381	3619	686	46	4351
82-RHONE-ALPES						
COMMUNES RURALES	8646	846	9492	6580	82	16154
< 20 000 HAB.	3467	898	4365	4347	0	8712
20 000 A 49 999	1547	658	2205	1518	22	3745
50 000 A 99 999	855	764	1619	1475	0	3094
100 000 A 199 999	484	197	681	818	0	1499
200 000 A 1 999 999	2174	1838	4012	5508	0	9520
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
T O T A L	17173	5201	22374	20246	104	42724
83-AUVERGNE						
COMMUNES RURALES	2796	518	3314	315	19	3648
< 20 000 HAB.	1016	222	1238	495	0	1733
20 000 A 49 999	353	215	568	194	0	762
50 000 A 99 999	253	19	272	228	0	500
100 000 A 199 999	0	0	0	0	0	0
200 000 A 1 999 999	580	233	813	667	30	1510
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
T O T A L	4998	1207	6205	1899	49	8153
91-LANGUEDOC-ROUSSILLON						
COMMUNES RURALES	6311	1923	8234	1217	210	9661
< 20 000 HAB.	4067	1241	5308	3655	199	9162
20 000 A 49 999	275	128	403	367	279	1049
50 000 A 99 999	742	217	959	874	88	1921
100 000 A 199 999	1018	296	1314	519	156	1989
200 000 A 1 999 999	278	205	483	822	83	1388
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
T O T A L	12691	4010	16701	7454	1015	25170

ANNEE 1984 - FRANCE ENTIERE
 LOGEMENTS AUTORISES SELON LE TYPE DE CONSTRUCTION PAR TRANCHE D'UNITES URBAINES

	INDIVIDUEL PUR	AUTRE INDIVIDUEL	S/T INDIVIDUEL	COLLECTIF	MIXTE	TOTAL
93-PROVENCE-COTE D'AZUR						
COMMUNES RURALES	4055	420	4475	1829	84	6388
< 20 000 HAB.	3046	1061	4107	2720	139	6966
20 000 A 49 999	1248	672	1920	432	4	2356
50 000 A 99 999	515	272	787	1123	44	1954
100 000 A 199 999	816	473	1289	328	11	1628
200 000 A 1 999 999	3498	1585	5083	11138	330	16551
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	13178	4483	17661	17570	612	35843
94-CORSE						
COMMUNES RURALES	892	31	923	599	0	1522
< 20 000 HAB.	109	94	203	292	0	495
20 000 A 49 999	0	0	0	0	0	0
50 000 A 99 999	58	31	89	993	0	1082
100 000 A 199 999	0	0	0	0	0	0
200 000 A 1 999 999	0	0	0	0	0	0
2 000 000 ET +	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1059	156	1215	1884	0	3099
FRANCE ENTIERE						
COMMUNES RURALES	87935	10794	98729	15079	754	114562
< 20 000 HAB.	35508	9928	45436	20452	1184	67072
20 000 A 49 999	8689	3732	12421	7865	570	20856
50 000 A 99 999	6875	3723	10598	9701	837	21136
100 000 A 199 999	7550	3951	11501	8262	433	20196
200 000 A 1 999 999	18435	11949	30384	35977	1777	68138
2 000 000 ET +	5356	4597	9953	19502	1714	31169
TOTAL	170348	48674	219022	116838	7269	343129